

LE SIONISME en PALESTINE / ISRAËL

Synthèse sur l'idéologie sioniste : ses fondements théoriques, ses principaux développements pratiques sur le terrain, depuis son apparition à la fin du XIX^e siècle jusqu'à nos jours, en passant par la création de l'État d'Israël en 1947, avec parallèlement une mise en évidence, par le racisme et l'antisémitisme engendrés, de la perversité de ce que l'on peut considérer comme la troisième grande idéologie du XX^e siècle.

A. Gaillard (déporté en Allemagne, professeur de Médecine e.r.)

<http://www.andre.gaillard.org/>

Résumé du texte

Depuis 1919 et l'attribution à la Grande Bretagne d'un Mandat sur la Palestine, depuis 1947 surtout, date où l'ONU y créa deux États, l'un "juif", l'autre "arabe", cette région est le théâtre d'un état de guerre permanent. Quatre guerres meurtrières se sont déclenchées et ont entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes, tandis que se sont perpétrés chaque jour des crimes et des exactions multiples et que se sont abattus des malheurs de toutes sortes.

Aveuglés par une information incessante qui, depuis plus d'un demi-siècle, fausse toute perspective et gêne la réflexion, la plupart des commentateurs n'ont manifestement saisi ni les sources profondes, ni le sens de l'affrontement en cours.

Pourtant, un tel conflit avec son intensité dramatiquement croissante avait été prédit par une partie notable et éminente de la communauté juive qui, dès le début du XX^e siècle, dénonçait avec force, comme source de désastres futurs, l'émergence en son sein de l'idéologie sioniste. Bien que devenus moins nombreux depuis la création de l'État d'Israël, ces prophètes juifs n'ont cependant jamais cessé de « crier dans le désert » et de désigner le sionisme comme le fondement de la violence sans cesse renaissante dans ce que fut la Palestine.

Cet essai se propose de réunir des éléments essentiels d'ordre historique qu'il convient d'avoir à l'esprit mais il veut traduire aussi les réactions de l'auteur devant le drame quotidien qui se joue là-bas, drame dont les

Nations occidentales directement concernées n'ont pas encore pris la juste mesure.

SOMMAIRE :

- Avant-propos

1 - Déficience de l'information généralisée et démission banale en Occident

2 - La base de l'idéologie sioniste

3 - La colonisation planifiée de la Palestine pendant la première moitié du XX^e siècle. Quelques données d'ordre historique

4 - 1947 : La création de l'État d'Israël : les principaux épisodes

5 - La guerre judéo-palestinienne de 1947-48

6 - Les guerres israélo-arabes de 1967 et 1973 et la guerre du Liban de 1982

7 - L'ONU face à Israël : jouet et complice par faiblesse

8 - Les organisations terroristes du sionisme

9 - La colonisation inédite et sophistiquée de la Palestine depuis la création de l'État d'Israël

10 - Nationalisme, Apartheid et Racisme anti-"non-Juifs" en Israël

11 - L'apartheid au quotidien en Israël et dans les territoires occupés

12 - Le sionisme : troisième grande idéologie du XX^e siècle

13 - Les partis et mouvements israéliens nationalistes et racistes

14 - Expulsés, déportés et réfugiés de Palestine

15 - Sionisme et Anti-sionisme chez les juifs

16 - Sionisme et hostilité antijuive chez les Arabes

17 - Où en est Israël ?

18 - Quelle « guerre de libération » ?

19 - L'arsenal linguistique des sionistes

20 - À propos d'« antisémitisme »

21 - Propos sur la race, le racisme et « la lutte contre l'antisémitisme »

22 - De quelques questions et interrogations

23 - De quelques lois, règlements, arguments, comportements, pensées... suscitées par l'idéologie sioniste

24 - Des responsabilités multiples

25 - En guise de conclusion ... et en vrac : Réflexions, Sentences, Humeurs et Prophéties "faciles"

Bibliographie

AVANT-PROPOS

Un très grand peuple, éminent dans de multiples domaines : scientifique, technologique, philosophique, théologique, artistique..., s'est laissé séduire dans les années trente par l'idéologie nazie aux manifestations particulièrement terribles.

Dans d'autres pays comme la France, une partie notable de l'élite intellectuelle a adhéré pendant plus de sept décennies à l'idéologie socialo-communiste qui a fait des dizaines et des dizaines de millions de morts.

Devant ces erreurs qui ont été celles d'une multitude de gens instruits et sincères on peut affirmer que le présent, par la surabondance des informations et l'absence de perspective qu'il comporte, nous laisse volontiers aveugles. De plus, contrairement à une opinion courante mais fautive, l'Histoire « est la science des choses qui ne se répètent pas ». La prochaine guerre ne sera pas semblable à la précédente, le nazisme et le communisme ne reviendront pas, non plus que la Shoah : les hommes sont confrontés à des situations toujours nouvelles dont la perversité n'émerge souvent dans les consciences que devant des malheurs caractérisés.

Notre époque n'échappe pas à cette règle... Aujourd'hui, on peut affirmer qu'un élément qui porte en lui tous les germes d'une future tragédie est largement méconnu. Cet élément, dénoncé depuis un siècle par une partie notable et éminente de la communauté juive d'où il a émergé, est représenté par l'idéologie sioniste. Basée sur le mythe de la Terre promise à un Peuple élu par Yahvé, le dieu des Hébreux, elle s'est développée depuis la fin du XIX^e siècle et a obtenu en 1947 des Nations Unies alors subjuguées un État, l'État d'Israël. Générateur de plusieurs guerres meurtrières, de massacres, expulsions, expropriations, humiliations, actes de torture, prises d'otages, meurtres d'État au bénéfice d'une colonisation impitoyable à laquelle répond un terrorisme réactionnel dont l'horreur tend à voiler dans les esprits les vraies origines, responsable d'un nettoyage ethnique caractérisé et d'une ségrégation de type « apartheid », le sionisme, s'il n'est neutralisé, ne peut pas ne pas aboutir à un désastre à la fois pour le peuple juif qui l'a nourri en son sein et pour bien d'autres populations.

Face à la situation chaotique provoquée malencontreusement par les Nations Unies en 1947, face à un état de guerre permanent de plus de cinquante ans et dont la fin ne peut être que très lointaine et potentiellement dramatique, que peut-on faire et espérer ? Mon but, en tout cas, est de réunir dans ce travail les données essentielles d'ordre historique qu'il convient d'avoir à l'esprit et de faire apparaître les éléments du judaïsme à la base de cette idéologie sans méconnaître ce que cette tradition religieuse a apporté à la civilisation. Car, comme le furent en leur temps au nom de la Vérité, les Croisades, l'Inquisition ou les guerres de religions pour le catholicisme, comme l'est l'islamisme pour l'Islam depuis quelques dizaines d'années, le sionisme est un fruit amer du judaïsme. Sans méconnaître non plus que la création de l'État d'Israël - pour fautive qu'elle fut - en succédant à un génocide caractérisé n'a pas obéi qu'à des motifs impurs.

Ce texte veut être essentiellement une étude de l'idéologie sioniste, au vu certes de ses manifestations sur le terrain, mais aussi et surtout de ses sources juïques. Ces sources sont généralement ignorées par les auteurs et commentateurs. Sans leur connaissance pourtant tout discours est profondément déficient.

De par sa perspective précise et limitée, ce texte peut apparaître a priori comme systématiquement favorable à ceux, Arabes notamment, qui luttent contre l'entreprise en question. Cette interprétation est tentante, mais elle n'est pas juste. Apporter spontanément sa sympathie à un peuple opprimé n'est nullement approbation de ses actions, négation de ses faiblesses, méconnaissance des tares inhérentes à l'Islam qui l'inspire.

Compte tenu de la tactique d'intimidation, voire du terrorisme intellectuel qui sévit volontiers dans notre pays avec le fréquent amalgame antisionisme-antisémitisme, je sais que mes propos vont - par des gardiens vigilants, prompts à manier cette injure à la mode - me faire accuser d'antisémitisme. La moindre critique de la politique israélienne ou toute opinion non défavorable aux Palestiniens ne sont-elles pas accusées de traduire de l'antisémitisme chez les quelques journalistes, écrivains ou hommes politiques qui se permettent une telle liberté ? Dans l'esprit de certains, le simple emploi du mot " juif " n'est-il pas déjà suspect par lui-même lorsqu'il fait abstraction de l'histoire concentrationnaire récente, voire s'il est seulement prononcé par un non-Juif ? Et, n'y a-t-il pas pour le lobby juif en question des " Juifs antisémites " comme l'indiquent, victimes de ce groupe de pression, E. Benbassa et J.C. Attias ? D'autres vont m'accuser d'antijudaïsme au prétexte que je dénonce des éléments potentiellement pervers présents dans cette culture. Mais le judaïsme serait-il donc la seule entreprise à ne pas véhiculer de tels éléments ? Depuis un certain nombre d'années, les chrétiens en viennent à reconnaître et à regretter profondément les conséquences désastreuses de certains écrits et pratiques du christianisme. Les Juifs ne seraient-ils pas capables de faire de même avec le judaïsme ?

Que penser en définitive de ceux qui, comme moi et comme tant d'autres, Juifs et non-Juifs, considèrent que le sionisme est une idéologie fondamentalement dangereuse qui a retenu du judaïsme son seul contenu xénophobe et nationaliste en négligeant l'orientation universaliste de ses prophètes et qui a abouti à une entreprise banalement criminelle et menaçante pour la paix du monde ?

C'est dire que cette synthèse relève de l'essai - où toutes les informations émanent a priori d'auteurs dignes de foi - mais aussi du réquisitoire, du texte d'humeur et d'indignation face à l'indifférence et à la lâcheté des hommes politiques. Parmi toutes les causes qui ont quelques mérites à être soutenues, et sur lesquelles les Occidentaux directement responsables peuvent parfaitement agir, celle-là m'apparaît en effet comme une des premières après l'avoir étudiée ainsi qu'il est possible à chacun de le faire aujourd'hui grâce à l'apport des historiens et journalistes courageux - juifs en majorité honnis dans leur communauté - grâce aussi au recul du temps qui permet une perspective valable.

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

1 - DÉFICIENCE DE L'INFORMATION, MÉCONNAISSANCE D'ORDRE RELIGIEUX et DÉMISSION BANALE EN OCCIDENT

Depuis quelque quatre-vingts ans, et plus précisément depuis 1922, date où la Grande-Bretagne reçut en charge, de la part de la Société des Nations, un Mandat sur la Palestine à la suite de la défaite des empires centraux, depuis 1947 surtout, date où l'ONU scinda le pays pour y créer deux États, l'un juif, l'autre arabe, il ne s'est guère passé de jour sans que les journaux ne nous apportent une information relative à cette région du Proche-Orient où s'affrontent de façon ininterrompue et plus ou moins violente deux communautés : les Juifs d'une part, les non-Juifs d'autre part, ces derniers étant représentés avant tout par des Arabes musulmans.

Les informations n'ont donc pas manqué sur ce sujet. Pourtant, une fraction notable des Occidentaux, notamment dans l'élite intellectuelle et politique, est comme indifférente au drame quotidien qui se joue en Palestine. Un phénomène banal d'accoutumance et de lassitude en est sûrement une raison notable, mais plusieurs éléments sont venus néanmoins y contribuer puissamment.

Le premier élément favorable au développement de l'idéologie sioniste et de sa méconnaissance par le grand nombre est sans doute représenté par un phénomène passif : le " trop plein " ou " l'excès " de mémoire dont parle Paul Ricœur dans un récent ouvrage (*La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*) et qu'il dénonce d'une manière générale... Après le cataclysme de 1939-1945, bien plus encore qu'après la guerre de 1914-1918, les études des historiens ne pouvaient qu'être monumentales, fort nombreuses et prolongées. À ces études sont venues s'ajouter logiquement les multiples commentaires et interprétations des politiques et puis, bien sûr, les interventions diverses des polémistes et des partisans : une " montagne " de mémoire en est résultée que les médias de notre époque, notamment la télévision, nous livrent chaque jour. Indépendamment des perspectives et des intentions diverses qui sous-tendent cette information constante et multiforme, la place forcément éminente qu'occupe le génocide des Juifs par les nazis, et partant l'émotion suscitée, ont manifestement joué de façon exceptionnelle en faveur de l'entreprise sioniste, d'abord en faisant négliger la très importante littérature juive formellement opposée à son projet territorial et en supprimant toute réflexion prospective quant aux risques pour l'avenir d'un État spécifiquement " juif ", ensuite en voilant la réalité de son présent sur le terrain.

À côté de ce premier phénomène, on peut affirmer d'autre part aujourd'hui que l'information relative au Proche-Orient en provenant majoritairement d'une source, juive en la circonstance, a été gravement déformée, que l'interprétation des événements a été terriblement partielle et injuste pendant de nombreuses années (« la mémoire sioniste a régné aux dépens de celle des Palestiniens » écrit l'historien israélien Ilan Pappé), bref que la méconnaissance des données du problème est la principale cause de cette indifférence de l'opinion publique occidentale qui n'a

manifestement pas pris la mesure de la gravité potentielle des " événements " qu'on lui rapporte chaque jour depuis tant d'années.

Il est d'ailleurs remarquable de constater que - à côté de la multiplicité des informations rapportées en la matière - les commentaires et les jugements que l'on peut voir dans la Presse française émanant de journalistes ou d'hommes de lettres sont fort rares. Il est patent aussi que beaucoup de commentateurs non-Juifs apparaissent souvent comme mal à l'aise dans leur rédaction... Quant aux Juifs, religieux ou non, leur situation souvent ambiguë face à Israël, la mauvaise conscience que nombre d'entre eux ont de ne pas y vivre, de ne pas avoir fait leur « aliya » malgré les multiples et pressantes invitations reçues, les rend souvent terriblement aveugles et silencieux. Bien que non enfermé dans une tour d'ivoire, Lévinas expliquait ainsi : « Je m'interdis de parler d'Israël, ne courant pas cette noble aventure et ce risque quotidien » tandis qu'Élie Wiesel a pu écrire : « Je ne critique jamais Israël hors d'Israël, c'est le prix que j'accepte de payer pour ne pas y vivre ». Et, a-t-on jamais entendu, par exemple, un rabbin français ou une organisation d'obédience juive dénoncer la torture utilisée en Israël et, fait unique au monde, légalisée ?

Enfin, il faut bien voir que le judaïsme comme les autres traditions religieuses, entreprises humaines par excellence, contient des éléments potentiellement pervers qu'il s'agit de reconnaître. Le fameux « Qui n'est pas avec moi est contre moi » évangélique n'est-il pas à la base de tous les totalitarismes après avoir entraîné le christianisme dans de folles aventures ?

Bref, il est clair que nombre d'observateurs, ou bien n'ont pas intégré, à propos du sionisme, de nombreuses données d'ordre historique ou religieux, ou bien ne se sont pas comportés en hommes libres, à l'instar d'hommes éminents comme J.P. Sartre quand il écrit : « Je ne peux pas soutenir la politique de l'État d'Israël, mais je ne peux pas non plus m'élever contre elle car alors je me retrouverais dans le camp détestable des antisémites ».

Je dois reconnaître que j'éprouve quelque aversion pour de telles paroles...

Il reste que Jean d'Ormesson a du moins osé, en terminant un article du Figaro, formuler il y a quelques années une interrogation simple et pertinente : " Et si la création de l'État d'Israël avait été une erreur ? " À cette interrogation, ma réponse personnelle - qui semble bien être aussi celle que suggère le texte - est " oui " sans hésitation. Une mémoire manipulée jointe à une absence de liberté des hommes politiques et, d'une manière générale, des hommes ayant quelque influence sur l'opinion publique, ont manifestement contribué au développement de l'idéologie sioniste qui s'est épanouie avec la création de l'État d'Israël et qui ne cesse d'étendre chaque jour - face à une communauté internationale sidérée - ses maléfices dans les populations juives et non-juives de la Palestine.

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

2 - LA BASE DE L'IDÉOLOGIE SIONISTE

L'idéologie sioniste, avec le mouvement qu'elle a suscité, s'est donné pour mission de rassembler en Palestine tous les Juifs dispersés depuis deux mille ans à travers le monde (Juifs de la diaspora), d'établir un territoire peuplé exclusivement de Juifs, dans la perspective de leur assurer, compte tenu des persécutions dont ils furent souvent victimes, une sécurité définitive. Bien que précédée d'initiatives diverses qui, au cours des siècles, avaient pour but une ré-appropriation de la Palestine, elle ne s'est vraiment structurée qu'à la fin du XIXe siècle avec Théodore Herzl. Elle s'est développée pendant la première moitié du XXe siècle malgré l'opposition prolongée de la grande majorité des Juifs et, à la faveur de la seconde guerre mondiale, s'est concrétisée avec la création de l'État d'Israël en Palestine.

Le sionisme repose sur deux données fondamentales et conjointes du judaïsme :

- **une donnée d'ordre religieux** : le mythe biblique de la " Terre promise " à un " Peuple élu ",

- **une donnée d'ordre légal** : la loi établissant la " race " juive.

À ces données il convient d'associer :

- **les écrits xénophobes du judaïsme.**

1 - Le mythe biblique de " la Terre promise " et du " Peuple élu " est le premier pilier de l'idéologie sioniste

Selon ce mythe, les Hébreux et leur dieu, Yahvé, ont élaboré, voici quelque trois mille ans, un contrat (l'Alliance) selon lequel les Hébreux, moyennant obéissance à ce dieu, constituent son peuple privilégié, le Peuple élu, et reçoivent en héritage une terre particulière, la Terre promise.

C'est sur les données de ce mythe fondamental du judaïsme qu'est bâtie toute entière l'idéologie sioniste et que s'est fondé le " droit historique " sur la Palestine. Même les sionistes non religieux et athées, tels les Pères fondateurs et la majorité des Israéliens actuels, ont exploité et exploitent toujours ce mythe originel de la Terre promise par un dieu qui, pourtant, n'existe pas pour eux. Il ne faut pas être surpris de cet apparent paradoxe... C'est que, comme tous les mythes, celui-ci ne possède pas seulement une dimension religieuse mais une dimension culturelle. Malgré l'émergence dans les esprits de son caractère légendaire, il n'en continue pas moins à imprégner durablement la civilisation qui l'a porté, à meubler son imaginaire collectif et, partant, à mobiliser des énergies colossales et aveugles. André Chouraqui, qui fut conseiller de Ben Gourion, ne nous dit-il pas que " la Torah est le livre de l'Alliance du ciel et de la terre " et qu' " Israël est devenu objectivement le peuple de l'Alliance " compte tenu qu'il y a en Israël des juifs, des chrétiens et des musulmans ?

À noter que ce mythe de l'Alliance conclue entre un dieu et un peuple - comme les autres mythes hébreux (la Création, le Paradis terrestre, le Péché originel...) - a été adopté aussi par les chrétiens qui seront, comme nous le verrons, à la fois complices et victimes de l'idéologie sioniste. À noter en particulier que les chrétiens millénaristes des États-Unis voient toujours la naissance de l'État d'Israël et son expansion territoriale comme une étape nécessaire aux projets de Dieu pour l'humanité avec in fine la conversion des Juifs au christianisme et le retour de Jésus le Messie dans sa parousie !

À propos de ce mythe fondateur il est intéressant d'évoquer ce qui semble bien représenter une récente et fabuleuse découverte. Selon Messod et Roger Sabbah, des chercheurs juifs, le peuple hébreu ne serait autre que le peuple égyptien d'Akhet-Aton, la capitale du pharaon monothéiste Akhenaton ! Quand on a mesuré

les gigantesques conséquences que la croyance au mythe de la Terre promise a entraînées dans l'Histoire, notamment depuis un siècle avec le mouvement sioniste et si, par ailleurs, on suit l'hypothèse très vraisemblable de divers historiens contemporains selon lesquels les Juifs du Maghreb seraient des Berbères judaïsés à l'époque romaine tandis que les musulmans de la Palestine arabe seraient des Juifs convertis à l'islam dans les premiers temps de la conquête, comment ne pas parler des conséquences abyssales où peuvent conduire les illusions humaines !

2 - La loi rabbinique de transmission héréditaire de la judéité

Alors que les adeptes de la plupart des religions n'ont que le lien d'une croyance commune, et que ce caractère d'adepte est accessible à tous, le judaïsme établit un lien particulier d'ordre héréditaire. Fait rare dans l'Histoire de l'humanité, la naissance est le vrai critère d'appartenance : la loi établit, en effet, que le caractère de juif est transmis par le sang maternel. Ce caractère est de plus indélébile : même en cas d'apostasie du judaïsme ou de mariage mixte (qui équivaut à une apostasie), tout sujet reste juif selon le Talmud. (À noter que pour l'Église aussi, tout au moins en Espagne du XVe au XVIIIe siècles, un juif baptisé reste un juif, c'est-à-dire un " fils de Satan ").

Certes, la Loi fondamentale de l'État d'Israël, conformément à la loi juive, prévoit des apports étrangers par conversion (" est considérée comme juive une personne née d'une mère juive, ou convertie ") mais les conditions exigées concrètement sont telles - notamment celle de pratiquer les 613 commandements de la Torah - que, sauf exception, un goy ne devient pas juif. À noter que le terme de goy qui fut appliqué initialement aux chrétiens, ensuite à tous les étrangers, s'apparente à celui de goujat (en hébreu, goja désigne une servante chrétienne).

Il convient d'ajouter que ce marquage par le sang institué par la loi de transmission héréditaire de la qualité de juif se trouve complété et aggravé par un marquage dans la chair : la circoncision. Dans le judaïsme, en effet, la circoncision n'est pas seulement la pratique d'un autre âge - malgré les tentatives de lui donner une justification médicale au siècle dernier - elle revêt une signification précise : c'est le signe de l'Alliance éternelle d'un individu avec Yahvé le dieu de la mythologie hébraïque. Le judaïsme va ainsi comporter, par rapport aux autres traditions religieuses, une dimension qui lui est pratiquement spécifique : la dimension raciale. Désormais cet enfant qui vient de naître comme juif ne sera plus - quelles que soient ses futures options spirituelles - tout à fait libre : les séquelles de son sexe mutilé lui rappelleront chaque jour de sa vie qu'il fait partie d'une " race " à part, qu'il n'est pas comme les autres (à moins qu'il se voie " normal " et qu'il voie les autres " anormaux ").

Alors que, comme le dit le philosophe israélien Y. Leibowitz , " la notion de "juif" n'était à l'origine ni raciale, ni nationale mais religieuse ", une évolution s'est produite : la condition raciale (l'hérédité) est nécessaire et suffisante pour être juif et citoyen d'Israël, la condition religieuse (la croyance) absolument facultative. Quant à J. C. Attias , après avoir constaté que nombre de juifs " n'observent plus le shabat ", " s'habillent comme tout le monde ", que " les traits discriminants dont l'histoire les avait affublés sont en train de disparaître ", il dit de son côté qu' " il ne reste plus que la race " comme élément distinctif entre un Juif et un non-Juif, cette race qui se transmet par la femme malgré son statut inférieur à celui des hommes, ceux-ci se réservant la transmission du savoir et des valeurs du judaïsme.

2 - Les écrits xénophobes du judaïsme

Alors que nombre d'écrits du judaïsme comportent une dimension universaliste hautement respectueuse de l'étranger " N'humilie pas l'étranger, ni l'opprimé, car vous avez été étrangers en Égypte ! N'humilie jamais la veuve ni l'orphelin " (Exode, XXII, 20) ; " N'aie aucune pensée de haine pour ton frèreŠ Tu aimeras ton prochain, il est comme toi " " Tu aimeras l'étranger qui s'installe chez toi comme toi-même " (Lévitique XIX, 17-18 et 34) ; " Ma maison sera une maison de prière pour tous les peuples " (Isaïe VVI, 7), alors que le monothéisme intransigeant du judaïsme a puissamment contribué à promouvoir l'égalité entre les hommes tous créés à l'image de Dieu et à susciter la générosité qui a pu guider les pionniers du socialisme, les sionistes ont occulté délibérément ces données pour ne retenir que celles qui exaltent l'ethnocentrisme et où le non-Juif, qu'il soit étranger ou résidant en Israël, est toujours un gentil, un goy.

Découlant directement du mythe et de la loi raciale instituant le peuple juif comme un peuple différent des autres et séparant les hommes en Juifs et non-Juifs, bien des écrits émanant du judaïsme, notamment du Talmud, sont venus conforter les sionistes dans leur entreprise de retour en terre de Palestine et d'accaparement de cette terre au bénéfice des seuls Juifs....

" Tu n'auras pas d'autres dieux face à moi " dit Yahvé aux Hébreux (Ex XX, 3). Et à ce dieu exclusif s'adresseront les supplications et prières de son peuple : " Dieu ! si tu voulais massacrer l'infidèle ! Hommes sanguinaires, éloignez-vous de moi... Seigneur, comment ne pas haïr ceux qui te combattent ? Je les hais d'une haine parfaite, ils sont devenus mes propres ennemis (Ps 139, 19-22). " Par ta fidélité tu extermineras mes ennemis et tu feras périr tous mes adversaires, car je suis ton serviteur " (Psaume 143, 12).

Ainsi parle le Seigneur Dieu : " Aucun étranger, incirconcis de c'ur et incirconcis de chair, n'entrera dans mon sanctuaire, aucun étranger qui demeure au milieu des fils d'Israël " (Ez. 44, 9).

Le Deutéronome précise le sort qu'il convient de réserver aux idolâtres : " Si ton frère, fils de ta mère, ou ton fils ou ta fille ou la femme que tu serres contre ton c'ur, ou ton prochain qui est comme toi-même, vient en cachette te faire cette proposition : "Allons servir d'autres dieux" - ces dieux que ni toi ni ton père vous ne connaissez, parmi les dieux des peuples proches ou lointains qui vous entourent d'un bout à l'autre du pays - tu n'accepteras pas, tu ne l'écouteras pas, tu ne t'attendras pas sur lui, tu n'auras pas pitié, tu ne le défendras pas ; au contraire, tu dois absolument le tuer. Ta main sera la première pour le mettre à mort, et la main de tout le peuple suivra ; tu le lapideras, et il mourra pour avoir cherché à t'entraîner loin du Seigneur ton Dieu. " (Deut. 13, 7-11)

Yahvé n'est pas tendre pour les opposants à son peuple : " Je vais punir Amalec de ce qu'il a fait à Israël en s'opposant à lui quand il remontait d'Égypte. Va maintenant, tu battras Amalec et vous vouerez à l'anathème tout ce qui est à lui : tu n'auras pas pitié de lui et tu mettras à mort hommes et femmes, enfants et nourrissons, b'ufs et moutons, chameaux et ânes " (Samuel XV, 2-3).

Et puis, n'est-il pas écrit dans la Torah : " qu'Israël vivra en solitaire et ne se confondra pas avec les nations " (Nombres, 23, 94) ?

N'est-il pas défendu à un Juif de boire du vin versé par un non-Juif ou d'épouser une non-Juive ?

N'est-il pas dit que le Juif religieux doit, chaque matin, bénir Dieu de l'avoir créé Juif

et non autre ?+

N'est-il pas écrit, dans la Halakha, qu'un Juif peut transgresser le Shabbat pour sauver la vie d'un autre Juif, mais non de celle d'un non-Juif ?

N'est-il pas prescrit au Juif pratiquant de prononcer chaque matin les paroles de la prière du Shaharit : " Béni soit l'Éternel qui ne m'a pas fait goy, Béni soit l'Éternel qui ne m'a pas fait femme. Béni soit l'Éternel qui ne m'a pas fait esclave " ?

N'étaient-ils pas dans leur droit ces Hébreux emmenés par Josué lorsque, comme le recommande la Torah, ils ont exterminé les populations de Canaan lors de la conquête de la Terre promise : " Vous chasserez devant vous tous les habitants du pays car c'est à vous que je le donne à titre de possession... Si vous ne dépossédez pas à votre profit tous les habitants, ceux que vous aurez épargnés seront comme des épines dans vos yeux et vous harcèleront sur le territoire que vous occuperez " (Nombres, 35, 53-55)

Et dans le psaume 137, n'est-il pas prévu de " broyer sur le roc les bébés de Babylone " ?

Dans la Bible, on lit aussi : " Lorsque le Seigneur ton Dieu t'aura fait entrer dans le pays et qu'il aura chassé devant toi les nations nombreuses, tu les voueras totalement à l'interdit (Deut. VII, 1-2) " et tu les supprimeras. " (Deut. VII, 24).

" Qu'Israël se réjouisse en son Créateur, que les enfants de Zion se réjouissent en leur Roi [...] Qu'ils chantent pour la joie sur leurs couchettes ! Que les louanges élevées vers Dieu ne quittent pas leurs gorges et que les sabres à deux pointes ne quittent pas leurs mains, afin de faire descendre la vengeance dévastatrice sur les nations et le châtement sur les peuples " (Psaume 149).

Le grand mystique juif Moshe Luzzatto (1706-1746) intégrera parfaitement ces données : " Dans le monde à venir, affirme-t-il sans ambages, aucune nation n'a de place à l'exception d'Israël ".

À ce propos, Schattner rapporte une donnée tout à fait caractéristique d'une certaine évolution de l'éthique juive. Alors que dans une version ancienne de la Mishna il est dit : " Qui a détruit une vie a détruit tout un monde et qui a sauvé une vie a sauvé tout un monde ", les versions imprimées ultérieurement sont devenues : " Qui a détruit une vie au sein d'Israël a détruit tout un monde et qui a sauvé une vie en Israël a sauvé tout un monde ". Le rabbin Ginburg de la yeshiva du tombeau de Joseph (près de Naplouse) vient confirmer cette donnée devenue banale dans les milieux religieux sionistes quand il affirme qu' " une vie juive vaut beaucoup plus qu'une vie non juive ".

Le " sol ", le " sang " et les écrits xénophobes, tels sont les trois piliers fondamentaux du sionisme. Mais ce sont aussi de riches ingrédients politiques. Puisés dans l'héritage religieux du judaïsme, sécularisés et habilement présentés, ils vont guider dans un ethnocentrisme exacerbé toute l'entreprise sioniste.

Si nous parlons du sionisme nous ne méconnaissons pas le fait que cette idéologie s'exprime sous des nuances très diverses. On a pu distinguer notamment :

- le sionisme politique - celui qui est lié à Theodor Herzl - et pour qui l'obtention des droits politiques était le préalable indispensable pour promouvoir un État en Palestine
- le sionisme religieux visant non seulement à obtenir la liberté politique des Juifs mais à restaurer la religion à la lumière de la Thora et de ses commandements. Aux deux piliers du sionisme que sont le sol et au sang, les religieux ajoutent Yahvé.
- le sionisme socialiste qui se proposait d'opérer la fusion entre sionisme et socialisme. Il inspira de nombreux kibboutzim et suscita divers mouvements de

jeunesse.

- le sionisme pragmatique axé sur les moyens pratiques de réaliser les objectifs du sionisme : l'immigration (l'Aliya), le peuplement des zones rurales en priorité pour occuper le maximum de terrain et les institutions éducatives.

À noter que ces nuances permettent avant tout de prendre conscience de la formidable organisation dont les divers composants (socialistes, religieux, libéraux, fascistes, nationalistes...) peuvent diverger sur les moyens à mettre en œuvre mais sont tous tributaires du mythe de l'Alliance et de la loi fondant la judéité, avec comme objectif commun à la fois simple et précis : la conquête de la Palestine historique considérée comme terre éternelle du peuple juif.

-----***Pour revenir au sommaire,***
cliquez [ici](#)

3 - LA COLONISATION DE LA PALESTINE PAR LES SIONISTES pendant la première moitié du XXe siècle De quelques données essentielles d'ordre historique

Au congrès de Bâle, premier congrès juif mondial, réuni en 1897 par Theodor Herzl, le mouvement sioniste (qui tire son nom de Sion une colline de Jérusalem) se donne pour objectif de favoriser l'immigration juive en Palestine et d'entreprendre la colonisation du pays. La conquête de la Palestine occupée alors par les Turcs y est planifiée tandis qu'une charte de colonisation (charte qui devait rester secrète pendant très longtemps) est élaborée. Dans sa motion finale, le Congrès revendique " pour le peuple juif, un foyer reconnu publiquement et garanti juridiquement ". Pour faire aboutir la mission qu'il s'est fixé avec ses amis, Herzl mise sur le Royaume-Uni alors au sommet de sa puissance.

À noter que le noyau dur des fondateurs est composé de quelques milliers de personnes jeunes, hommes et femmes, convaincus d'être investis d'une mission sacrée : la conquête progressive de la Palestine. Ils adoptent une tactique qui doit être intangible et qui effectivement le restera malgré les difficultés rencontrées : " ne jamais abandonner ni position, ni territoire sauf sous la contrainte d'une force supérieure ". Nantis d'un niveau éducatif et culturel élevé, et y ajoutant habileté, ruse, persévérance, travail, solidarité intracommunautaire ainsi que l'argent des communautés juives du monde entier, les pionniers ne se sont jamais départis pendant cinquante ans de cette ligne de conduite qui aura été d'une efficacité remarquable malgré l'opposition farouche rencontrée dans le milieu juif (opposition qui sera examinée plus loin).

La colonisation sioniste revêt un caractère très particulier et inédit. Même si elle a pu s'inspirer - tout au moins à une certaine époque - du colonialisme occidental, elle diffère notablement des colonisations banales de la France, du Royaume-Uni, de l'Espagne, des Pays-Bas..., colonisations pratiquées d'emblée par la force dans la perspective de s'emparer des richesses d'un nouveau territoire, avec l'intention affichée d'apporter à des peuples attardés les bienfaits de la civilisation.

La colonisation sioniste est d'abord l'entreprise, non pas d'une nation souveraine, mais d'une communauté dont les membres dispersés à travers le monde - les Juifs -

ont en commun un héritage d'ordre religieux et culturel. Y figurent la tradition qui veut que certains de leurs ancêtres aient vécu deux millénaires auparavant dans le pays nommé aujourd'hui Palestine, en même temps que la donnée précise d'ordre racial

Il s'agit d'abord et avant tout d'une colonisation de peuplement destinée, à terme, à accaparer en toute propriété le territoire en question, en repoussant progressivement à l'extérieur les populations non-juives préexistantes. L'expérience, s'étalant maintenant depuis plus d'un siècle, montre que cette colonisation commencée adroitement mais pacifiquement - suivant le plan élaboré par ses premiers initiateurs - est montée ensuite en puissance d'agressivité jusqu'à nos jours - surtout depuis la création de l'État d'Israël - en usant de la force comme le firent les colonialismes occidentaux mais en y associant des moyens inédits particulièrement habiles et efficaces. On peut noter d'ailleurs que les sionistes ont repris et adapté d'emblée la législation d'urgence que les Britanniques avaient conçue (Emergency Rules) pour établir et consolider leur domination dans leurs colonies. " Il s'ensuit que le pays tout entier vit toujours à l'ombre de l'état de siège qui est très exactement le régime auquel sont soumis les Arabes d'Israël " écrit Nathan Weinstock

L'Organisation sioniste mondiale, dont le siège est à Londres, est à la base de cette entreprise de colonisation dont le rôle est de susciter, de diriger et de coordonner les actions de toutes les communautés sionistes (Yichouv) de par le monde. Le Yichouv juif de Palestine, dont le président sera longtemps Ben Gourion, aura bien entendu le rôle primordial.

On peut reconnaître trois périodes à la colonisation sioniste de la Palestine :

1 - de la fin du XIXe siècle (1880) à la guerre de 1914-1918,

2 - de 1922 à 1947 - sous le Mandat britannique,

3 - de 1947 à nos jours - avec l'État d'Israël.

Avant la guerre de 1914-1918

Précédée par l'arrivée de juifs immigrés fuyant les pays dont ils sont expulsés, notamment la Russie, la colonisation effective de la Palestine commence dès la fin du XIXe siècle. Elle reste néanmoins assez réduite jusqu'à la guerre de 1914. À noter qu'au cours de cette période Theodor Herzl, n'obtenant pas du Sultan de Turquie l'autorisation de l'implantation juive, envisagea un moment une installation en Ouganda sous la protection de l'Empire britannique. L'Argentine, le Birobidjan, le Nord du Sinaï, la Mésopotamie furent également des localisations discutées. L'idée sioniste ayant évolué, ces territoires furent définitivement rejetés après la mort de Hertzl par le Congrès sioniste mondial.

Les colons qui arrivent en deux vagues successives sont surtout des Juifs jeunes venant de l'Europe de l'Est sous l'inspiration de divers mouvements sionistes, notamment du mouvement travailliste (socialiste) et de l'organisation des Amants de Sion créée par Leo Pinsker à la suite des pogroms de Russie. Pour tous, non-croyants comme croyants, politiquement de gauche ou de droite, la défense et la récupération de la Palestine est le ciment de leurs communautés. Nombre d'entre eux adoptent un mode de vie égalitaire et communautaire consacré surtout au travail manuel dans l'agriculture.

Le peuple arabe est l'adversaire commun à vaincre, autant que possible " sans faire de vagues ", notamment par l'achat des terres grâce à l'argent provenant des communautés juives du monde entier.

Les colons sont puissamment aidés par le Fonds national juif, organisme créé en 1901, dont la vocation est d'acquérir les terres, lesquelles par la suite ne peuvent être ni revendues, ni même louées à des non-Juifs. Une loi viendra plus tard - en 1953 - institutionnaliser ce qui n'était jusqu'alors qu'une condition nécessaire pour obtenir un prêt du Fonds National juif. Désormais, toute aliénation à un non-Juif d'une Terre d'Israël, est déclarée illégale.

En 1900, il y avait environ 50 000 Juifs en Palestine, en 1910, 75 000 mais leur nombre chute à 65 000 lors de la Première Guerre mondiale.

Pendant la guerre de 1914-1918, le gouvernement britannique, pour obtenir l'engagement des États-Unis et de la Russie contre l'Allemagne, cherche l'appui des Juifs américains particulièrement influents. Il a une perspective plus lointaine : celle de bénéficier du dépeçage de l'Empire ottoman et de coloniser à sa place la Palestine. Chaim Weizmann (successeur de Herzl à la présidence de l'Organisation Sioniste mondiale) présente alors astucieusement le plan sioniste comme un moyen de servir les intérêts impérialistes du Royaume-Uni. Il écrit ainsi au Ministre de la guerre britannique : " en vous exposant notre résolution, nous avons confié notre destinée nationale au Foreign Office et au Cabinet Impérial de la guerre dans l'espoir que le problème sera considéré dans l'optique des intérêts britanniques ".

C'est sur cette donnée historique que repose la fameuse **déclaration Balfour du 2 novembre 1917** : " Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait pour porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives " (ces collectivités regroupent à ce moment-là 90 % des habitants de la Palestine). Avant cette déclaration du Ministre britannique des Affaires étrangères - déclaration " lancée à la cantonade et sans consultation d'aucun pays " précise Anne-Marie Vilaine - il faut noter que le Haut-Commissaire en Égypte du Royaume-Uni, Henry Mac Mahon, avait reconnu en 1915-1916 la légitimité de l'aspiration des Arabes à l'indépendance.

Comme nous le verrons, les sionistes exploiteront et les engagements contradictoires du Royaume-Uni et la déclaration maladroite de son ministre, avec un acharnement et un cynisme sans faille...

À la faveur de la Révolution bolchevique de 1917, le nombre des colons augmente brutalement : 60 000 russes émigrés prennent massivement le chemin de la Palestine.

De 1922 à 1947, sous le Mandat britannique

À l'issue de la guerre, le Royaume-Uni obtient, de la part de la Société des Nations, le mandat sur la Palestine dominée précédemment par les Turcs.

À noter que le Mandat mentionnait explicitement le respect des droits civiques et religieux du peuple palestinien, mais laissait de côté l'élément essentiel : leurs droits politiques.

Dans un premier temps, les Britanniques favorisent la colonisation juive en Palestine pour suivre la déclaration de leur ministre Balfour qui, en 1917, avait prévu de favoriser l'établissement d' " un foyer national juif " en Palestine.

Les colons, qui constituent la troisième vague d'immigration, viennent surtout de Pologne puis, à partir de 1933, de l'Allemagne nazie.

Quelques données chiffrées illustrent l'évolution démographique de cette période :

- de 1922 à 1946 : le nombre des Juifs vivant en Palestine passe de 84 000 (1/10 de

la population) à 608 000 (1/3 de la population),

- de 1897 à 1947 la superficie possédée par les Juifs passe de 20 000 hectares à 608 000 hectares soit 7 % des terres) ; le nombre des colonies passe pendant la même période de 27 à 300,

- de 1920 à 1937, la production industrielle de la Palestine, essentiellement du fait des Juifs, passe de l'indice 100 à 1029, tandis qu'à la fin de cette période le revenu moyen de ces derniers atteint alors le double du revenu moyen arabe.

Seul, la résistance des Arabes de Palestine limite quelque peu cette gigantesque expansion

Les Arabes se révoltent de 1921 à 1929 d'abord, puis de 1936 à 1939. Après avoir protesté en vain depuis des années, ils s'insurgent contre le Royaume-Uni qui continue sournoisement à favoriser l'immigration continue des Juifs lesquels, avec l'aide massive en argent provenant de toutes les communautés juives des pays occidentaux, colonisent le pays à un rythme toujours croissant.

Les émeutes sont suivies de terribles représailles de la part de l'armée britannique : la ville de Jaffa notamment, place forte des insurgés, est évacuée de force puis rayée de la carte par les unités du génie britannique aidées des forces armées juives clandestines et des groupes terroristes armés par elle. La révolte est matée au prix d'un grand nombre de victimes arabes : près de mille Palestiniens tués, plusieurs milliers de prisonniers et, parallèlement, destruction de plusieurs milliers de maisons.

Les Britanniques, pour conserver les bonnes grâces des Arabes et sauvegarder leurs intérêts pétroliers veulent alors limiter l'immigration.

Mais, cette nouvelle politique sera un échec total. La détermination des sionistes, leur habileté, leur ruse, leurs modes d'action et les moyens financiers considérables dont ils disposent ont raison du Royaume-Uni. Comme l'a déclaré Ben Gourion président de l'Histadrout, syndicat-entrepreneur qui représente le futur État en marche : " Le seul souci qui doit imprimer notre action est la conquête de notre terre et son redressement par une énorme immigration. Tout le reste est rhétorique ".

En 1937 :

Devant les graves troubles, voire l'état de guerre, qui règnent en Palestine, la Société des Nations nomme une commission, la **Commission Peel**, chargée d'enquêter sur place et d'émettre un avis de solution à la question palestinienne.

Fait notable, la Commission :

- émet l'idée d'un partage de la Palestine en deux États,
- préconise le transfert forcé de la population arabe,
- préconise le rattachement de l'État arabe à l'émirat de Transjordanie.

De plus, le **foyer national juif** (envisagé dans la déclaration Balfour) serait un **État juif**.

La satisfaction des sionistes devant cette solution proposée est vive : les Juifs se voient en effet attribuer un État qui aurait sensiblement la même population que l'autre et dont les terres cultivables dépasseraient même celles de l'État arabe. À noter que les Juifs représentaient alors moins du tiers de la population et détenaient moins de 5,5 % des terres.

Les autorités britanniques, par contre, connaissant mieux que les autres nations la complexité du problème juif en Palestine et toujours soucieuses de ménager leurs intérêts dans le monde arabe, ne sont nullement de l'avis de la Commission Peel. Ils jugent le Plan élaboré comme " irréaliste et impraticable ".

Néanmoins ce Plan, outrageusement favorable aux sionistes, va devenir par la suite la pierre angulaire de toutes leurs revendications.

La Révolution embrase la Palestine

Les Arabes se révoltent de nouveau contre le Royaume-Uni qui continue hypocritement à laisser se développer l'immigration juive.

Le Royaume-Uni mobilise alors ses troupes avec l'élite de ses chefs militaires (Montgomery et Haining notamment) et fait la chasse aux insurgés arabes. La répression est terrible : avec l'aide des formations sionistes de la Haganah à laquelle elle fournit aide et entraînement et qui est placée sous commandement judéo-britannique, l'armée britannique tue un grand nombre d'insurgés et en déporte d'autres aux îles Seychelles.

Par une stratégie implacable le peuple palestinien est désarmé.

Devant la gravité des affrontements, la Société des Nations désigne alors une nouvelle commission.

Cette commission dite technique s'oppose en tous points aux conclusions de la Commission Peel. Elle juge impossible de créer un État juif délesté des Palestiniens. Elle refuse notamment tout transfert des populations arabes hors de la Palestine.

En février-mars 1939 :

Un congrès se réunit à Londres à l'initiative du Royaume-Uni et établit dans un Livre blanc la politique à promouvoir en Palestine. Il est ainsi prévu :

- 1 - la fondation sous les 10 ans d'un État palestinien indépendant regroupant Arabes et Juifs (avec un maximum de 1/3 de Juifs), État lié par un traité au Royaume-Uni,
- 2 - la limitation de l'immigration juive à 75 000 Juifs dans les cinq prochaines années ; cette immigration juive doit ensuite être soumise à " l'approbation des Arabes de Palestine ",
- 3 - les transferts des propriétés arabes aux Juifs sont libres dans certaines zones et interdits dans d'autres.

Mais, ces propositions sont rejetées par les deux parties :

- par les Arabes, plus précisément par le Mufti de Jérusalem parce que la proclamation de l'indépendance de l'État palestinien est remise sine die, les autres délégations arabes étant plutôt favorable- par les Juifs pour des raisons opposées. Les propositions de ce Livre blanc sont néanmoins votées et acceptées. Elles deviennent alors la position officielle du Royaume-Uni. Mais la guerre de 1939 éclate...

- 1939 - 1945 : la guerre

Initialement Churchill, très favorable à l'entreprise sioniste, était farouchement opposé aux données du Livre blanc : il y voyait une trahison des propositions faites par Balfour en 1917, propositions qui avaient été le fondement de la politique britannique jusqu'en 1937 et avaient été reprises par la commission Peel. Il annonce même la création d'une brigade juive sous drapeau sioniste au sein des alliés. Cependant, plusieurs membres du gouvernement britannique s'opposent avec force à la politique de Churchill. Deux raisons les motivent : d'une part leur méfiance vis-à-vis de l'entreprise sioniste (compte tenu des manifestations violentes, voire criminelles, dont les Britanniques ont été victimes de la part des sionistes au cours des dernières années), d'autre part, les intérêts pétroliers du Royaume-Uni liés au monde arabe.

Il s'ensuit un retournement de la politique britannique qui revient à la case départ, celle de la déclaration Peel, comme si les révoltes des Arabes, la Conférence de Londres et le Livre blanc n'avaient jamais existé...

C'est alors qu'entrent particulièrement en scène deux organisations terroristes juives, qui s'étaient déjà manifestées bien avant la guerre, et qui ont pour mission précise de s'attaquer directement aux forces britanniques, le Lehi et l'Irgoun :

- l'Irgoun

Cette organisation d'inspiration fasciste vit le jour en 1935 et se spécialisa dans les attentats à la bombe contre les forces britanniques. En 1939, lors du déclenchement de la guerre, elle conclut une trêve avec les Britanniques mais, en 1943, sous la direction de son chef Menahem Begin, futur Premier ministre, elle reprit avec détermination ses attentats contre les Britanniques.

- le Lehi.

Cette organisation juive extrémiste représentant une dissidence de l'Irgoun jugée insuffisamment agressive envers les Britanniques se spécialisa dans les liquidations de policiers britanniques. Son chef, Yair Stern, abattu par les Anglais en 1943 eut comme successeur Yitzak Shamir, futur Premier ministre de l'État d'Israël, lequel fit assassiner en 1944 Lord Moyne, un grand ami de Churchill. Cet envoyé spécial du Royaume-Uni, et ambassadeur en Égypte, était partisan de limiter l'immigration juive. (À noter que ses deux assassins ont été enterrés, lors de la création de l'État d'Israël, au Monument des héros de Jérusalem).

Churchill, profondément bouleversé par l'assassinat de son ami, revit ses positions passées en faveur du sionisme et ne se soucia plus de l'application du partage qu'il avait préconisé auparavant. Mais, à la fin de la guerre, il est remplacé par Attlee.

En 1945 : Création de la Ligue arabe

L'aspiration des peuples à l'unité, l'espoir de se dégager de la colonisation, la menace sioniste de plus en plus pressante engagent un certain nombre de pays arabes à se réunir. La Ligue arabe est créée. Nuri-al-Said en est un des principaux artisans.

Le projet préconise l'unité entre les pays de la Syrie historique : Syrie, Liban, Transjordanie, Palestine, puis la création d'une Fédération avec l'Irak.

Dans cette unité, il est prévu que les Juifs - tout comme les Maronites du Liban s'ils le désirent - obtiendraient en Palestine un statut d'autonomie dans les régions de forte concentration juive ou maronite.

Ce projet, consigné dans le Livre bleu, ne fait pas l'unanimité des Arabes, mais la charte de la Ligue est néanmoins signée par les divers pays en mars 1945.

En avril 1945, c'est fin de la guerre - Forts de leur victoire, les États-Unis dominant maintenant le monde de leur influence.

Roosevelt, président des États-Unis (qui avait été élu avec 90 % du vote juif) était d'abord totalement ignorant du problème de la Palestine et entièrement acquis aux thèses sionistes. Toutefois, après un voyage en Égypte il s'était engagé à ne jamais prendre une décision hostile aux Arabes sans consulter " pleinement et au préalable " les Juifs et les Arabes.

Mais il meurt bientôt et Truman lui succède

Comme Roosevelt, ce dernier est, lui aussi, très ignorant du problème palestinien et parfaitement conscient de la puissance financière et électorale juive qui a, comme pour Roosevelt, contribué largement à son élection.

À la suite de la visite du rabbin Wise, président de l'Agence sioniste américaine, qui insiste sur la première promesse faite aux Juifs par Roosevelt et qui brandit la menace de la perte de l'électorat juif, Truman décide d'appuyer de tout son poids l'immigration juive.

Au Royaume-Uni, le Parlement, dirigé par les travaillistes, est partagé :

Certains membres - tel le Premier Ministre Attlee - sont très liés au Mapai, le parti de Ben Gourion, et sont partisans des sionistes. À noter que dès 1944 ce parti avait déjà appelé à transférer les Arabes hors de la Palestine ; maintenant il préconise que toute la Palestine devienne un État juif.

D'autres parlementaires, tel Bevin, le ministre travailliste des Affaires Étrangères, ne sont pas de cet avis. À la lumière des multiples rapports des experts, le sionisme leur apparaît maintenant comme un immense danger. Ainsi en était-il pour Roosevelt à la fin de sa vie.

C'est l'épreuve de force entre Attlee et Bevin...

Aux États-Unis, Truman (par Harrison son ministre), tenant parole, préconise l'octroi de 100 000 visas d'immigration juive en Palestine.

En mars 1946 : une commission anglo-américaine se réunit :

- elle prévoit l'immigration de 100 000 Juifs,
- elle rejette la formule des deux États,
- elle demande (naïvement) la collaboration de l'Agence juive pour lutter contre l'immigration illégale et le terrorisme juifs !
- elle lève les restrictions sur les transactions immobilières des Juifs.

Pour Bevin et Attlee : il s'agit d'un tout indissociable, mais Truman ne retient que l'immigration de 100 000 Juifs.

Conférence de Londres

Truman réitère son appui à l'immigration immédiate de 100 000 Juifs et se dit prêt à assurer leur transport. Par ailleurs, contrairement aux propositions de la Commission précédente anglo-américaine, il préconise le partage de la Palestine en deux États et demande au Royaume-Uni de délivrer les suspects juifs arrêtés à la suite d'actes terroristes.

Malgré les efforts d'Attlee, c'est l'échec total entre le Royaume-Uni et les États-Unis.

Pendant ce temps, les organisations terroristes du Lehi, de l'Irgoun, du Etsel sont particulièrement actives pour faire céder le Royaume-Uni devenu franchement hostile au projet sioniste :

- en février 1946 : des commandos détruisent 22 appareils de combat anglais sur des aéroports militaires,
- en avril 1946 : sept soldats anglais sont abattus dans leur caserne,
- en mai 1946 : les ponts reliant la Palestine aux pays limitrophes sont dynamités,
- en juin 1946 : huit officiers britannique sont enlevés,
- en juillet 1946 : l'Irgoun plastique l'hôtel King David siège de l'administration britannique. On dénombre 93 morts en majorité civils : 41 Palestiniens, 28 Britanniques, 17 Juifs.

À la suite de ces actions terroristes les Britanniques arrêtent 2675 suspects juifs (dont Shamir, commandant le Lehi ; Begin quant à lui parvient à s'échapper). Par ailleurs, ils font une descente à l'Agence juive où ils découvrent un important stock de matériel militaire.

L'occupation par l'armée britannique, pendant un jour, de l'Agence juive est considérée, par Weizmann son président, comme une déclaration de guerre du

Royaume-Uni non seulement à la communauté juive de Palestine, le Yishouv, mais à tous les Juifs du monde. Mobilisant alors le puissant service de propagande de l'Agence, n'hésitant pas à mobiliser des enfants juifs pour participer aux violentes manifestations antibritanniques organisées, Weizmann ordonne à tous les Juifs sans exception de faire front contre le Royaume-Uni.

Pendant ce même temps, la Haganah, une organisation militaire sioniste, est chargée de la colonisation de Néguev. Dès octobre 1946 les onze premières colonies y sont fondées.

En résumé, la Grande-Bretagne a mené, pendant la période de son Mandat sur la Palestine (1922-1947) une politique très tortueuse dans cette région, piégée qu'elle fut par ses propres promesses aux Juifs et aux Arabes :

- tantôt, elle a essayé de contenir l'immigration juive pour deux raisons : d'une part son exaspération devant les méthodes des colonisateurs sionistes occupant sournoisement la Palestine et maniant le terrorisme envers son armée et ses diplomates pour avoir le champ entièrement libre, d'autre part, le mécontentement des pays arabes de voisinage où elle avait des intérêts pétroliers,

- tantôt elle a fermé les yeux sur l'immigration juive, l'a même favorisée sous l'influence du groupe de pression sioniste en trahissant toutes ses promesses d'indépendance faite aux Arabes.

Parallèlement elle a réprimé très sévèrement les révoltes des Arabes tenus politiquement pour quantité négligeable. En 1917, Lord Balfour, secrétaire au Foreign Office ne désignait-il pas les musulmans et les chrétiens de " collectivités non-juives " ou de " minorités non-juives " alors qu'ils étaient 700 000 aux côtés de 60 000 juifs ?

-----***Pour revenir au sommaire,***
cliquez [ici](#)

4 - 1947 : LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL PAR L'ONU **Les principaux épisodes**

janvier 1947

Le Congrès sioniste exige un État juif sur toute la Palestine ou à la rigueur deux États dans des frontières " adéquates ".

février

Reprise de la Conférence de Londres avec les seuls Arabes

- le plan britannique de Bevin prévoit un État palestinien bi-national avec 5 ans de tutelle britannique

- mais ce plan est rejeté et par les Juifs et par les Arabes.

La Conférence demande le recours de l'ONU.

avril-juillet

L'ONU, en réponse à la demande britannique d'une conférence, nomme une Commission d'enquête internationale, l'UNSCOP qui est composée des représentants de 11 pays (à l'exclusion des 5 grandes puissances). Ces pays sont les suivants :

- Iran, Inde, Yougoslavie qui souhaitent un État fédéral indépendant avec un État arabe et un État juif,

- Canada, Pays-Bas, Pérou, Suède, Tchécoslovaquie, Uruguay et Guatemala (ces deux derniers pays déjà connus pour leur appui proclamé au sionisme) se prononcent pour un partage avec union économique.

Pendant le séjour de cette Commission en Palestine, on assiste à une multiplication des opérations d'immigration illégale des Juifs et à des attentats terroristes sionistes dirigés contre les troupes anglaises qui continuent à payer à un lourd tribut. À signaler notamment l'enlèvement et la pendaison de deux sergents anglais dont les cadavres piégés explosent lorsqu'ils sont découverts en faisant de nouvelles victimes parmi les soldats britanniques. " La bestialité des nazis ne pouvait aller plus loin " écrit à cette occasion l'éditorialiste du Times.

juillet : l'épisode de l'Exodus

Ce bateau, affrété par la Haganah et chargé de 4500 immigrants juifs, se présente au large d'Haïfa pour forcer les Britanniques à permettre le débarquement.

L'Agence juive y envoie des journalistes. À l'aide d'informations que l'on sait aujourd'hui mensongères sur le comportement " sauvage " des Britanniques, l'Agence lance à travers toute l'Europe, les États-Unis et les nombreux pays où les Juifs sont présents, une violente propagande anti-britannique.

À propos de l'exploitation de cet épisode de l'Exodus par l'intelligentsia juive à des fins de propagande, Christopher Sykes a pu écrire : " Exodus 1947 fut parmi les plus importants succès du sionisme avant la naissance de l'État d'Israël. Il devint le sujet d'une saga, avec un livre et un film, ayant autant de ressemblance avec les événements en cours que l'Iliade d'Homère avec le siège de Troie ".

Le rapport final de l'UNSCOP recommande notamment :

- la fin du Mandat britannique et une période transitoire avant l'indépendance sous le contrôle de l'ONU,
- la préservation des Lieux saints,
- la résolution pacifique des différends entre les deux parties,
- l'unité économique de la Palestine,
- la reconnaissance des droits des citoyens étrangers à la Palestine.

Les délégués minoritaires (Inde, Iran, Yougoslavie) recommandent un État fédéral bi-national, tandis que les autres veulent deux États et l'internationalisation de Jérusalem.

La Grande-Bretagne surprise du vote de l'UNSCOP

- refuse implicitement le partage,
- et décide d'abandonner son Mandat dans un délai de 6 mois si aucun accord n'est conclu entre Juifs et Arabes.

Mais les maîtres du jeu en 1947 sont avant tout les États-Unis et l'URSS.

Aux États-Unis, le lobby juif acquis à la cause sioniste, et représentant une puissance financière et électorale considérable, fait pression sur le Congrès américain et sur Truman pour le partage. C'est là la motivation essentielle de la position des États-Unis. Le risque d'une brouille avec le monde arabe est éclipsé par l'intérêt immédiat du Président Truman.

Quant à l'URSS, c'est avant tout son hostilité à la Grande-Bretagne présente dans la région et la perspective stratégique de prendre sa place qui dicte sa conduite. Son vote est paradoxal puisque l'on sait que les marxistes ont toujours été des antisionistes farouches. C'est ainsi qu'elle appuie soit la création d'un État bi-national,

soit de deux États, l'un juif, l'autre arabe. Dans la circonstance, l'intérêt étroitement national a manifestement prévalu sur l'idéologie.

Les délégations palestinienne et arabe rejettent absolument le plan de partage.

Il faut noter que les **sionistes** ont alors plaidé leur cause avec diplomatie en jouant :

- . sur les intérêts électoraux des divers représentants des pays de l'ONU en leur assurant la collaboration des organisations juives de divers pays,
- . sur l'histoire des Hébreux et de la Torah, histoire commune aux juifs et aux chrétiens,
- . sur les persécutions dont les Juifs ont été victimes au cours des siècles dans de nombreux pays,
- . sur la responsabilité plus ou moins importante des pays occidentaux dans le génocide hitlérien,
- . sur les réalisations économiques des colons juifs en Palestine, susceptibles de profiter à tous les Arabes de la région, pauvres et peu instruits.

De plus les sionistes, par la voix de leur président Ben Gourion, à un moment particulièrement crucial où les représentants des Nations Unies étaient excédés par l'antagonisme absolu des forces en présence, avaient accepté un compromis de pure tactique mais particulièrement habile, en déclarant se satisfaire d'une seule partie de la Palestine, malgré " le lourd sacrifice " que cela représentait. " Nous sommes prêts à considérer, avait-il déclaré, la question d'un État juif sur une partie significative de la Palestine, tout en réaffirmant notre droit sur toute la Palestine " avec comme sous-entendu exprimé clairement parmi les siens : " dès que nous serons devenus puissants, une fois notre Etat établi, nous l'annulerons et nous nous étendrons sur tout le territoire d'Israël ".

Les Arabes, au contraire, avaient décliné d'emblée, par l'intermédiaire du Haut comité arabe (HCA), toute coopération avec la Commission de l'ONU : " Les droits naturels des Arabes de Palestine sont évidents et ne peuvent continuer à faire l'objet d'enquête ".

Face à la tactique cyniquement habile des sionistes, celle des Arabes, seulement assurés de leur incontestable bon droit, ne fut pas fructueuse.

De nouvelles sous-Commissions sont alors nommées pour réexaminer les demandes palestinienne et juive.

La Grande-Bretagne est en grand désarroi, de même que les pays arabes...:

De nombreuses résolutions sont votées par les différents pays de la Ligue arabe, mais elles demeurèrent toujours des vœux pieux. Toutes les décisions concernant soit l'aide économique (pour contrer les acquisitions systématiques des terres par les colonisateurs sionistes), soit l'aide militaire en hommes et en matériel pour s'opposer à tout partage de la Palestine, ne trouvèrent jamais la moindre application concrète par suite des dissensions, de la méfiance et des divergences d'intérêts entre les pays en question. Ainsi, la Ligue arabe recommande la mobilisation de toutes les forces arabes disponibles, mais ne prend qu'une seule décision : l'octroi d'un million de livres sterling à la commission militaire.

En septembre : l'ONU émet un premier vote pour décider de l'avenir de la Palestine

Le résultat est le suivant :

- 25 voix pour le partage,

- 13 voix contre,
- 19 abstentions.

Mais la résolution, pour être validée, devait obtenir les 2/3 des voix, ce qui n'est pas le cas.

C'est alors que les pressions les plus grandes s'exercèrent sur les représentants des Nations Unies de la part du Congrès, de l'Administration, du Parti démocrate, du président Truman (inquiet pour sa réélection), de l'ensemble des organes du mouvement sioniste présent dans tous les pays. Ils pèsent de tout leur poids pour gagner à leur cause les États les plus faibles.

Il s'ensuit que les représentants de certains de ces États : la Grèce, les Philippines, le Libéria et Haïti... récalcitrants jusque-là deviennent favorables au partage, les Philippines et Haïti se voient accordés des prêts pour leur développement tandis que, à l'instigation de l'Administration démocrate, la compagnie de caoutchouc Firestone prévient le Libéria qu'elle annulerait ses projets d'extension dans le pays s'il ne renversait pas son vote en faveur du partage !

Le 25 novembre : l'ONU (où l'Afrique et une partie de l'Asie n'ont pas encore de voix) émet un second vote pour décider de l'avenir de la Palestine

En dépit de l'opposition farouche du Royaume-Uni et des États arabes, le projet soviéto-américain de deux États séparés passe en commission.

Le vote est le suivant :

- 25 voix pour- 13 voix contre,
- 17 abstentions,
- 2 absents.

Mais il manque encore 1 voix pour atteindre la majorité requise des 2/3.

C'est alors que Truman jette de nouveau tout son prestige de Président des États-Unis dans la bataille et mobilise tous les moyens dont il dispose, moyens diplomatiques et autres : l'administration des États-Unis menace la France, qui s'est abstenue lors du vote, de lui couper les vivres, tandis que plusieurs chefs de délégations se voient offrir des " enveloppes " ou des cadeaux pour leurs épouses... Ainsi se termine à l'avantage du groupe de pression sioniste une bataille fertile en manœuvres, chantages, menaces et autres coups de bluff.

Le 29 novembre 1947 : l'ONU vote le partage de la Palestine en trois parties :

- . **un État juif** de 14 000 km² avec 558 000 Juifs et 405 000 Arabes,
 - . **un État arabe** de 11500 km² avec 804 000 Arabes et 10 000 Juifs,
- avec entre eux une union économique, monétaire et douanière,
- enfin, **une zone sous régime international particulier** comprenant les Lieux saints, Jérusalem et Bethléem avec 106 000 Arabes et 100 000 Juifs.

La résolution 181 est acquise suivant le vote suivant :

- 33 voix pour la création (dont celles des E.U., de l'URSS et de la France),
- 13 voix contre,
- 10 abstentions (dont celle de la Grande-Bretagne qui fixe au 15 mai 1947 son retrait civil et militaire de Palestine).

L'ONU prévoit aussi dans sa résolution :

- **que l'union économique - vue comme " une nécessité absolue " - soit réalisée entre les États,**
- **que les droits des minorités (bénéficiant d'office de tous les droits civils**

et politiques) et les principes démocratiques soient respectés,
- que les futurs textes constitutionnels des deux États suivent les normes de l'ONU.

Ainsi s'est décidé légalement, mais manifestement de façon illégitime, le sort de la Palestine et du peuple qui l'habitait. Les Nations Unies, assez peu soucieuses d'accueillir les Juifs rescapés des camps, bernées par un puissant lobby tout à sa tâche de forcer par tous les moyens les portes de la Palestine, en ne voyant par ailleurs dans le mouvement sioniste que sa louable intention : la sécurité des juifs, mais en méconnaissant et son potentiel raciste anti-"non-Juifs" présent dans de multiples écrits et la très importante littérature juive d'opposition, trahirent là l'un de leurs principes les plus sacrés : celui du droit fondamental d'un peuple à l'autodétermination, principe cardinal du droit moderne.

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [ici](#)

5 - LA GUERRE JUDÉO-PALESTINIENNE DE 1947-1948

Elle débute le 30 novembre 1947 dès le vote des Nations Unies, bien avant la fin du Mandat britannique fixé au 15 mai 1948.

Les Sionistes,

Ils sont parfaitement unis et bien préparés à la guerre : une grande proportion est apte au métier des armes ; les officiers, formés pour certains au Royaume-Uni, sont compétents.

La Haganah (l'armée juive clandestine) qui s'enrichit de nombreux jeunes juifs étrangers venant la rejoindre, compte 5 à 7 000 hommes en décembre 1947, 35 000 en mai 1948 et 90 000 en décembre 1948.

Des plans de guerre ont été mis au point : d'abord le plan Gimmel (tant que les Britanniques sont présents) puis le plan Dalet après leur départ.

La Tchécoslovaquie assure une importante fourniture d'armes, tandis que les États-Unis fournissent une aide massive financière et militaire.

Les Arabes,

D'une grande diversité sociale, sans conscience politique collective, peu instruits dans leur grande majorité, non unis, ils sont mal préparés à l'affrontement.

Leurs milices sont peu nombreuses, dispersées et mal entraînées et ne comportent que quelques milliers de volontaires étrangers.

Les premiers éléments des armées arabes n'arrivent qu'en février 1948, bien après les combats engagés par les Juifs. La seule force arabe importante est la Légion arabe de Transjordanie, mais elle ne comporte que 4 500 à 6 000 hommes sans aviation ni chars et manque cruellement de munitions.

De plus le souverain de Transjordanie, Abdallah, après une entrevue avec Golda Meir et la toute puissante Agence juive, se laisse circonvenir par ses interlocuteurs et accepte en secret le partage de la Palestine avec la perspective de s'emparer de la Cisjordanie. La Légion arabe face aux Juifs se trouve alors neutralisée.

Par ailleurs, toutes leurs tentatives d'achats d'armes à l'étranger échouent.

Les combats - notamment pour le contrôle des voies de communication - culminent en mars 1948 :

Les victimes civiles sont nombreuses des deux côtés :

- les combattants arabes (de l'armée dite de secours) tuent successivement dans des embuscades 45 soldats juifs de la Haganah puis 70, tandis que le plasticage du siège de l'Agence juive fait 12 morts ;
- de son côté, le Lehi multiplie les attentats terroristes où de nombreux Palestiniens sont tués,

Devant l'extension des combats - et le revirement de l'opinion américaine qui regrette maintenant le partage auquel elle était initialement favorable - Washington revient sur la résolution de partage et réclame une tutelle internationale

Ce revirement fait suite à un mémorandum adressé à Truman par l'Administration américaine et les experts du Département d'État face aux combats meurtriers qui se déroulent en Palestine.

Mais, c'est le moment de la campagne présidentielle de Truman :

- le secrétaire d'État aux affaires étrangères, le Général Marshall, est farouchement opposé au partage de la Palestine en prophétisant le chaos si ce partage est effectué
- tandis que le conseiller du Président, Clifford, est favorable aux sionistes, compte tenu du poids électoral des organisations juives américaines. C'est lui qui va dicter à Truman sa conduite

Pendant ce temps, les forces sionistes poursuivent leur conquête progressive de la Palestine tout en préparant, avec l'aide extérieure, une offensive de plus grande envergure.

C'est alors qu'a lieu le massacre de Deir Yassin

C'est le nom d'un village arabe siège d'un massacre particulièrement odieux perpétré par les organisations terroristes sionistes, l'Irgoun et le Lehi, le 9 avril 1948

Après les bombardements et le dynamitage des habitations avec leurs occupants, le massacre est organisé méthodiquement et de sang-froid : tous les habitants du village sont tués. La Croix-Rouge dénombra 254 victimes, en majorité des femmes et des enfants.

Le nom de Deir Yassin est destiné - comme celui d'Oradour-sur-Glane en France - à rester dans l'Histoire (Israël, en 1993, a enfin reconnu et regretté les faits) mais les ruines du village ayant été rasées par les Israéliens et remplacées par de nouvelles habitations juives, ce n'est pas un lieu de mémoire.

Sans attendre le départ des Britanniques prévu pour le 15 mai 1948 et l'intervention prévue des Arabes, les sionistes lancent alors une offensive générale.

À ce moment-là, le déséquilibre des forces en présence - avec notamment la Haganah et l'Irgoun (cette dernière regroupant à elle seule de 5 000 à 10 000 combattants) du côté de sionistes - est devenu particulièrement important.

Après le plan Gimmel, le plan Dalet, prévu seulement après le départ des Britanniques, est mis en œuvre par anticipation : il débute la première semaine d'avril. Ce plan prévoit notamment le contrôle total du territoire alloué par l'ONU, la conquête de nombreuses autres portions de territoire considérées comme vitales, la protection des colonies juives implantées dans ce qui aurait dû constituer l'État arabe prévu par l'ONU et, nous dit Benny Morris, " le nettoyage du territoire du futur État juif de toutes les forces hostiles ou potentiellement hostiles ".

Lorsque les États arabes : Syrie, Égypte, Transjordanie, Irak... décident enfin d'envoyer leurs armées en Palestine, ils remportent d'abord quelques victoires éclatantes, mais ces victoires ne sont qu'éphémères : les sionistes reprennent vite l'offensive et se rendent maîtres du terrain. Les villes tombent les unes après les autres : Tibériade, Haïffa, Jaffa... tandis que les chefs arabes sont tués. La dernière ville tombe le 14 mai, veille du départ des Britanniques.

Les combats, meurtriers de part et d'autre, sèment la panique dans la population arabe misérable qui fuit en masse dans les régions voisines malgré les appels lancés à la fois par quelques personnalités juives (comme le maire de Haïffa) et les dirigeants arabes pour inviter les populations à rester à leur place (nous reviendrons plus loin sur ce sujet). Le Mandat britannique vit alors ses derniers jours... tandis que Jérusalem brûle et que se succèdent en vain réunions, discussions et commissions internationales...

En résumé, la guerre se termine par l'écrasement des Arabes, par l'exode de centaines de milliers de réfugiés palestiniens abandonnant tous leurs biens derrière eux et par la conquête par Israël de nouveaux territoires.

Seule la vieille ville de Jérusalem échappe, grâce aux Britanniques, à une occupation sioniste. Elle restera arabe jusqu'à la guerre de 1967 tandis que les réfugiés seront empêchés par la force et de façon absolue de retourner dans leurs terres, lesquelles furent immédiatement saisies par le Fonds national juif et distribuées aux nouveaux immigrants juifs, à diverses institutions et aux kibbouzim.

Par ailleurs, l'État palestinien prévu par l'ONU ne voit pas le jour : Israël et la Transjordanie se partagent son territoire.

Le 14 mai 1948 à 18 heures, en pleine guerre, l'État juif est proclamé par Ben Gourion à Tel-Aviv.

Truman le reconnaît immédiatement (onze minutes plus tard exactement), sans que soient précisées les frontières du nouvel État. Quant à la France, où des voix se font entendre au gouvernement pour stigmatiser son vote à l'ONU, elle attendra mai 1949 pour la reconnaissance d'Israël.

Les combats d'arrière-garde continuent malgré tout. C'est à ce moment-là, le 11 juillet, que se situe le massacre perpétré à Lod et Ramle. Il s'agit de deux autres villages où les Israéliens, en réponse à des coups de feu de tireurs arabes embusqués et convaincus " *qu'il s'agissait d'une insurrection générale, ont réagi brutalement, massacrant des centaines de civils* ". (Greilsammer)

Les combats s'éteignent progressivement avec l'anéantissement des forces arabes. À ce moment-là, précise Greilsammer, l'armée israélienne (Tsahal) " *avait à sa disposition cent mille soldats, des armes et un matériel important, plus que ce que possédaient toutes les armées arabes réunies* ".

La guerre de 1947-1948 a modifié radicalement les données sur le terrain. La création de l'État d'Israël sur la partie la plus importante de la Palestine mandataire s'accompagne en définitive du départ de 900 000 Palestiniens (estimation de l'ONU) qui, d'hommes libres vont devenir de misérables réfugiés dans les pays du voisinage : Égypte, Syrie, Jordanie, Liban, Syrie... Quant aux Arabes restés en Palestine (environ 160 000) ils sont frappés de stupeur : ils sont devenus brutalement minoritaires et étrangers dans leur propre pays et hôtes de leurs ennemis... Le gouvernement militaire instauré entrave leur liberté de déplacement tandis que toute une kyrielle de lois entraînent rapidement la confiscation de 40 % à 60 % de leurs

terres. Alain Dieckhoff précise qu' " *une catégorie juridique tout à fait orwellienne apparaît même : celle des présents-absents. Elle concerne environ 20 000 Arabes qui avaient provisoirement quitté leur domicile pour se réfugier dans les pays arabes voisins ou dans les zones sous contrôle des armées arabes avant de s'en retourner quelques semaines vers leur chez-soi, lequel avait été entre-temps confisqué par le gouvernement israélien* ". Situation dramatique en vérité : ils appartenaient au peuple qui avait combattu l'État juif, un État dont ils étaient désormais citoyens ! En définitive, l'exil (ghurbah) et la dispersion (shatat) ont fait du peuple de Palestine un peuple de réfugiés profondément déraciné et mutilé par la perte de ses terres tandis que la société palestinienne était elle-même totalement et durablement disloquée. Restait alors la nostalgie de la terre ancestrale assimilée à un paradis perdu qui devait être le prélude à la naissance d'un nouveau peuple, le peuple palestinien.

On peut noter que les Occidentaux dans leur ensemble, à la fois peu instruits sur ce problème du Proche-Orient et tout préoccupés d'eux-mêmes au lendemain de la guerre qu'ils venaient de subir - parfois même les Arabes éduqués en Occident - ont accepté d'emblée la version sioniste des faits :

. d'une part, le partage est vu comme une formule de compromis, légale, morale, juste, équilibrée...,

. d'autre part, on pense que la guerre a été celle de David contre Goliath, qu'elle a été menée du côté juif de la façon la plus propre et la plus morale possible sans atrocités, massacres ou pillages, et que les populations arabes ont fui de leur plein gré...

Nous savons maintenant que les Occidentaux se sont laissé tromper par l'habile propagande sioniste.

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

6 - LES GUERRES ISRAËLO-ARABES de 1967 et de 1973 LA GUERRE DU LIBAN CONTRE l'O.L.P. de 1982

Ces trois guerres, qui succèdent à celle de 1947-48 (et accessoirement à celle de 1956 contre l'Égypte en association avec la France et la Grande-Bretagne) sont une illustration parfaite de l'engrenage de violences engendré par la création de l'État d'Israël voué, pour son malheur et pour celui des non-Juifs, à avoir et des *ennemis intérieurs* et des *ennemis extérieurs* et à être appelé perpétuellement dans une logique implacable, à se défendre par les armes et à manier une infernale vengeance.

Les ennemis d'Israël sont d'abord ses voisins immédiats : l'Égypte, la Syrie et la Jordanie.

La guerre de 1967 dite " des six jours "

Après plusieurs années de tensions concrétisées notamment par le détournement des eaux du Jourdain par Israël, après des mouvements de l'armée égyptienne dans le Sinaï et le ralliement de la Jordanie et de l'Irak au pacte égypto-syrien, Israël passe à l'attaque : son aviation détruit l'aviation arabe en quelques heures, tandis qu'il fait la

conquête de la péninsule du Sinaï, de la Cisjordanie, de Gaza, du plateau du Golan et de Jérusalem-Est.

Jérusalem est officiellement réunifiée et un gouvernement militaire est établi dans les territoires occupés.

Les Arabes fuient en grand nombre vers la Syrie, le Liban, l'Égypte, mais surtout vers la Jordanie. Comme le précise dans ses mémoires Haïm Herzog, président d'Israël, cette " fuite spontanée " se fait avec l'aide des Israéliens qui mettent à la disposition des Arabes une noria de bus et de camions).

À la suite de cette guerre - qualifiée par Y. Leibowitz de " catastrophe historique ", la surface du territoire sous contrôle israélien est brutalement multipliée par 5 : elle occupe désormais 100 000 kilomètres carrés soit les 4/5 de la Palestine historique. L'ONU, par sa résolution 242, demande le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés et le retour des réfugiés, mais ses demandes, comme les précédentes et les suivantes, resteront toujours lettre morte en l'absence de contrainte sur Israël.

Ultérieurement, le Golan et Jérusalem-Est seront annexés tandis que, en 1980, la Loi fondamentale institue : " Jérusalem capitale d'Israël "

De 1967 à 1973 les incidents frontaliers et les combats de chars ou aériens sont incessants entre Israël et ses voisins. C'est la guerre d'usure qui prépare la guerre totale annoncée par les chefs arabes (à l'exception de ceux de la Jordanie).

On peut noter :

- la destruction par Israël de toute l'aviation civile libanaise, soit 13 avions, en décembre 1968 ;
- les bombardements, à de multiples reprises, des bases palestiniennes dans les territoires voisins ;
- le bombardement du Liban en 1972 où périssent de nombreuses victimes civiles (ce bombardement est effectué en représailles de l'attentat de Munich commis par un groupe terroriste palestinien contre l'équipe olympique israélienne).

Chaque camp se prépare manifestement à la guerre...

La guerre de 1973 dite " du Kippour "

Le 6 octobre, l'Égypte et la Syrie lancent une attaque-surprise coordonnée avec l'aide de contingents venant de divers pays : Irak, Maroc, Lybie, Koweït, Arabie Saoudite. À noter que le Liban et la Jordanie ne rentrent pas dans le combat.

Pendant les trois premiers jours, les Arabes remportent des succès notables, mais la contre-offensive israélienne s'avère victorieuse.

Les pertes sont lourdes de part et d'autre. Pour Israël : 2355 tués

Un cessez-le-feu est demandé par les Soviétiques qui comprennent que leurs alliés ont perdu la guerre. Les Américains l'acceptent aussi, contre l'avis d'Israël.

Avec l'affrontement israélo-arabe, le conflit devient mondial car l'OPEP (qui réunit les pays grands producteurs de pétrole) décide diverses mesures :

- une importante hausse du prix du pétrole,
- une réduction des exportations vers les pays occidentaux,
- un embargo total pour les États-Unis (qui ont fourni l'essentiel du matériel de guerre à Israël), puis pour les Pays-Bas (qui lui ont également apporté leur soutien).

La guerre du Liban en 1982

Précédée en 1981 de l'opération "Litani" qui avait repoussé au-delà de ce fleuve les forces palestiniennes et établi un "Etat du Liban-Sud" dirigé par un fidèle d'Israël l'officier libanais Saad Haddad, la guerre est déclenchée en 1982 par Israël dans la

perspective de détruire l'O.L.P. qui a rassemblé au Liban des forces importantes d'où elle lance ses commandos pour commettre des attentats en Israël, attentats auxquels ne répondaient jusqu'alors que des bombardements-représailles. L'autre intention d'Israël est d'établir au Liban un pouvoir fort aux mains des Phalanges chrétiennes dirigées par Pierre Gemayel, ennemi juré des Palestiniens. À noter aussi que la guerre civile entre chrétiens et musulmans sévit au Liban depuis 1975.

C'est la première guerre strictement israélo-palestinienne :

- en juin : Israël envahit le Liban par opérations terrestres, aériennes et maritimes et détruit les installations palestiniennes,

- en septembre : les troupes israéliennes encerclent Beyrouth-Ouest (la partie musulmane de la ville) où l'OLP est solidement installée, en font le siège et bombardent la ville.

C'est alors qu'ont lieu les horribles massacres des camps de Sabra et Chatila où des centaines de civils palestiniens (plusieurs milliers selon certaines sources) : femmes, enfants, vieillards... trouvent la mort. Ces massacres sont perpétrés par les milices chrétiennes maronites alliées de l'armée israélienne dirigée par Ariel Sharon qui *a laissé faire*. En fait, nous savons maintenant que l'armée israélienne et ses chefs ont été très directement impliqués.

Le témoignage d'un témoin oculaire du siège de Beyrouth, l'Ambassadeur de France Paul Marc Henry, dans son ouvrage *Les jardiniers de l'enfer* est particulièrement éclairant : *" L'ordre général donné à l'armée israélienne pour leur entrée dans Beyrouth-Ouest aux petites heures du 15 septembre indique précisément : "nous n'entrerons pas dans les camps de réfugiés. Le ratissage et le nettoyage des camps seront effectués conjointement par les Phalanges et l'armée libanaise". Quant à l'armée libanaise, elle est "autorisée à entrer n'importe où à Beyrouth selon sa demande". En fait, d'après le rapport Kahane, l'entrée des Phalanges dans les camps de réfugiés avait été décidée d'un commun accord entre le Général Sharon, ministre de la Défense et le Général Drori, la veille au soir, à vingt heures trente. "*

" Au cours de la journée du jeudi 15 l'armée israélienne avait procédé à un bouclage complet de la zone des camps, ce dont nous avons pu nous rendre compte nous-mêmes en partant de la Résidence des Pins "

Devant ces massacres et cette guerre où Israël est manifestement l'agresseur, le monde entier est stupéfait et indigné, de même qu'une partie notable de l'opinion israélienne. De nombreuses manifestations, notamment d'intellectuels juifs ont lieu à Paris, tandis qu'en Israël même de violentes réactions et des manifestations imposantes condamnent le gouvernement. Le grand journal israélien Haaretz établit même une comparaison avec les massacres nazis...

À propos de cette entreprise guerrière, Benjamin Cohen de l'Université de Tel-Aviv, écrit dans une lettre à P. Vidal-Naquet (lettre publiée dans le Monde du 19 juin) : *" Je vous écris en écoutant le transistor qui vient d'annoncer que "nous" sommes en train d'atteindre notre objectif au Liban : assurer "la paix" aux habitants de Galilée. Ces mensonges dignes de Goebbels me rendent fou. Il est clair que cette guerre sauvage, plus barbare que toutes les précédentes, n'a rien à voir, ni avec l'attentat de Londres, ni avec la sécurité de la Galilée... Des juifs, fils d'Abraham... Des juifs victimes eux-mêmes de tant de cruautés, peuvent-ils devenir tellement cruels ? Le plus grand succès du sionisme n'est donc que ceci : la "déjudaisation" des juifs. Faites, chers amis, tout ce qui reste dans votre pouvoir pour que les Begin et les*

Sharon n'atteignent par leur double objectif : la liquidation finale (expression à la mode ces jours-ci) des Palestiniens en tant que peuple et des Israéliens en tant qu'êtres humains ".

À propos de Sabra et Chatila le lieutenant-colonel Elie Geva, limogé pour son refus d'entrer dans Beyrouth pendant la guerre du Liban a pu déclarer : *" Les camps d'extermination nazis sont le niveau le plus grave, et puis Sabra et Chatila, un degré un peu en dessous... Et juste après, il y a les moyens nécessaires à la pénétration militaire dans une ville : on viole une population, on se viole soi-même ".*

La guerre du Liban fit 30.000 tués ou blessés, 10.000 disparus, 80.000 sans-abri tandis que 32 villes et 14 camps de réfugiés palestiniens furent totalement ou en partie détruits.

L'action diplomatique réussit à sauver l'OLP de destruction complète. Dans le cadre d'une Force multinationale (F.M.N.) de l'ONU, une partie des combattants palestiniens est dirigée vers la Syrie, la Jordanie, la Tunisie et d'autres pays arabes ; la direction, quant à elle, se réfugie à Tunis. (À Tunis, l'OLP sera pourchassée par les Israéliens : en 1985 un bombardement israélien fera 70 morts à son quartier général, en 1988 puis en 1991 plusieurs de ses dirigeants seront assassinés par un commando israélien).

L'occupation israélienne durera jusqu'en 1985, sauf pour "la zone de sécurité du Sud-Liban" qui ne sera évacuée qu'en 2000. Au cours de cette dernière période allant de 1985 à 2000 de multiples opérations militaires de l'armée israélienne eurent lieu, notamment celle dénommée "Raisins de la colère" qui s'est soldée par la mort de 175 civils dont 105 dans la ville de Cana.

C'est maintenant le Hezbollah pro-iranien, soutenu par la Syrie, qui prend la place de l'OLP comme organisation clandestine anti-israélienne.

-----***Pour revenir au sommaire,***
cliquez [*ici*](#)

7 - L'ONU : JOUET D'ISRAËL

Nombre de résolutions ont été prises par l'ONU depuis la création de l'État d'Israël en 1947, résolutions qu'elle a été incapable de faire respecter.

Rappelons tout d'abord la résolution 181 du 29 novembre 1947 par laquelle l'ONU vote le partage de la Palestine en trois parties

.: un **État juif** de 14 000 km² avec 558 000 juifs et 405 000 arabes,

. un **État arabe** de 11500 km² avec 804 000 arabes et 10 000 juifs,

avec entre eux une union économique, monétaire et douanière,

. enfin, une **zone sous régime international particulier** comprenant les Lieux saints, Jérusalem et Bethléem avec 106 000 arabes et 100 000 juifs.

L'ONU prévoyait aussi dans sa résolution :

- que l'union économique - vue comme une nécessité absolue - soit réalisée entre les États,

- que les droits des minorités (bénéficiant d'office de tous les droits civils et politiques) et les principes démocratiques soient respectés,

- que les futurs textes constitutionnels des deux États suivent les normes de l'ONU.

Après la guerre de 1948 :

La résolution 194 - Assemblée générale des Nations unies : 11 décembre 1948

Elle stipule, à la suite du départ forcé de centaines de milliers de Palestiniens : *" qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables. "*

Après la guerre israélo-arabe de 1967 :

La résolution 242 - 22 novembre 1967 - du Conseil de sécurité des Nations unies :

Cette résolution décrète *" l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre "* et *" exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient "*, qui passe par *" le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés pendant le récent conflit "* et le *" respect de la souveraineté de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région, et leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces et d'actes de force. "*

Cette résolution sera reprise dans toutes les négociations ultérieures de l'ONU. La base de la paix au Proche-Orient est l'évacuation par Israël des territoires occupés.

Après la guerre israélo-arabe de 1973 :

La résolution 338 - 22 octobre 1973 - du Conseil de sécurité des Nations Unies :

La résolution réaffirme la validité de la résolution 242 et appelle au cessez-le-feu et à des négociations en vue *" d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient "*.

La résolution 3236 - 22 novembre 1974 - de l'Assemblée générale des Nations Unies :

La résolution réaffirme le *" droit inaliénable des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens, d'où ils ont été déplacés et déracinés, et demande leur retour "* et *" le droit à l'autodétermination du peuple palestinien "*.

Fait particulièrement notable, **la résolution 3379 de 1975 de l'Assemblée générale des Nations Unies** condamne le sionisme comme *" une forme de racisme et de discrimination sociale "*.

Mais, fait non moins notable, les Israéliens et leurs protecteurs américains parviennent en 1991, à l'occasion de l'effondrement du bloc soviétique qui modifie la répartition des votes aux Nations Unies, à faire annuler la condamnation précédente à la Conférence de Madrid.

De plus, poussant alors le cynisme à un rare niveau, les dirigeants israéliens et leurs complices occidentaux demandent dans la foulée à l'Assemblée générale des Nations Unies de condamner l'antisionisme. Cette demande inouïe est rejetée.

La résolution 478 du 20 août 1980

Cette résolution est la réponse de l'ONU au décret israélien du 30 juillet 1980 instituant Jérusalem comme *" capitale éternelle de l'État d'Israël "*. Elle dénonce *" une violation du droit international "* et déclare cet acte de force de *" la puissance occupante "* comme *" nul et non avenue "*.

À noter aussi que :

- l'Assemblée générale des Nations unies réitère chaque année depuis 1948 "**le droit au retour**" pour les réfugiés palestiniens ou, pour ceux qui renonceraient à ce droit, des compensations financières,
- le Conseil de Sécurité a fait depuis 1948 de multiples déclarations appelant Israël à ne pas étendre ses colonies et notamment à abandonner son projet de Grand Jérusalem. La dernière, celle du 13 juillet 1998, prie Israël de : "*ne prendre aucune autre mesure qui compromettrait l'issue des négociations sur le statut définitif de la ville*" et de "*se conformer scrupuleusement à ses obligations découlant de la 4e convention de Genève*".

Mais la démission de l'ONU, face à Israël, a été constante :

- en octobre 1990, l'ONU nomme une commission d'enquête à la suite de la tuerie dite "des mosquées" par l'armée israélienne, tuerie qui fait 18 morts et 150 blessés. Israël refuse de recevoir cette commission. L'ONU ne réagit pas...
- en 1992 : l'ONU condamne Israël pour l'expulsion vers le Sud-Liban de 415 Palestiniens à la suite de l'assassinat d'un garde-frontière par le Hamas... Israël ne tient pas compte de cette condamnation. L'ONU ne réagit pas...
- en 1996 : à l'occasion de l'opération "Raisins de la colère" menée au Sud-Liban, l'armée israélienne bombarde le camp de l'ONU recevant des réfugiés libanais : 98 civils sont tués. L'ONU ne réagit pas...
- le 13 juillet 1998, le Conseil de sécurité des Nations Unies demande à Israël de renoncer au Grand Jérusalem. L'ONU ne réagit pas.... (et, comme chacun sait, la colonisation de Jérusalem-Est s'est poursuivie à un rythme toujours plus soutenu, y compris pendant le déroulement des pourparlers entre les Israéliens et l'OLP sous l'égide des États-Unis).
- le 20 juillet 1998, la Cour Pénale Internationale juge que "*la colonisation de territoires par une puissance occupante doit être assimilée à un crime de guerre*". Israël vote contre, 21 s'abstiennent, 121 pays votent la motion. Il s'ensuit que les pays signataires, comme ceux de l'Europe, se sont implicitement engagés (dès ratification par leur Parlement) à procéder aux arrestations des responsables israéliens criminels de guerre pénétrant sur leur territoire. Jusqu'ici aucune arrestation n'a eu lieu...

- **en mai 2000**, Israël bombarde les centrales électriques du Liban, privant ainsi d'électricité plusieurs centaines de milliers de Libanais avec les morts qui s'ensuivent (notamment par l'arrêt de certains appareils de nécessité vitale). L'ONU se contente d'appeler le Hezbollah et Israël à " plus de retenue ", comme si Israël n'était pas directement responsable de ces bombardements dirigés exclusivement sur des objectifs civils libanais.

C'est dire qu'Israël et ses dirigeants ont toujours, avec un constant cynisme, ridiculisé l'ONU en se moquant de ses résolutions et de ses vœux. Suivant la phrase célèbre de Ben Gourion : "*peu importe ce que disent les Gentils, l'important c'est ce que font les Juifs*". À propos de cette phrase, Ammon Kapeliouk fait remarquer qu'elle est connue de tous les enfants israéliens.

Un autre exemple récent entre mille : **en 1998**, alors que les États-Unis demandaient à Israël d'arrêter la colonisation, Netanyahu, Premier ministre, déclarait : "*Israël traverse une période qui nécessite une activité énergétique pour renforcer la mainmise juive sur la terre*" tandis que son ministre des Affaires étrangères, Ariel Sharon, invitait les colons "*à passer à l'assaut*" en leur proclamant : "*tout ce que vous prendrez restera entre nos mains*".

Si Israël s'est toujours moqué de l'ONU, il lui arrive aussi de se comporter de même avec ses amis américains. En 1992, le Secrétaire américain, James Baker, avait lié l'octroi de garanties bancaires pour un prêt de 10 milliards de dollars à Israël à l'arrêt de la colonisation juive en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. En définitive, Israël devait recevoir la garantie pour son prêt quelque temps plus tard tout en poursuivant sa colonisation, sans aucune réaction américaine...

La responsabilité particulière des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne

Par l'importance de leurs appuis technologiques, financiers et militaires à Israël cette responsabilité est particulièrement lourde : toutes ont contribué à lui fournir notamment des armements sophistiqués de terre, de mer, des airs (y compris de l'armement atomique). Les experts estiment aujourd'hui que l'armée israélienne possède une centaine de charges nucléaires susceptibles d'être *délivrées* dans un rayon de trois mille kilomètres autour de Jérusalem mettant toutes les capitales du monde arabe à sa portée. De leur propre aveu, les Israéliens vendent des armes à des pays plus grands qu'eux sur les cinq continents, notamment à l'Afrique du Sud, au Chili, à l'Argentine... On peut noter aussi que ces exportations d'armes représentent 30 % du montant total des exportations israéliennes, que l'aide officielle reçue des seuls États-Unis est de 4 milliards de dollars par an tandis que la puissante communauté juive américaine ajoute à cette somme un milliard de dollars...

Quant à l'URSS, tout en menant constamment une impitoyable politique antijuive, elle n'a cessé de fournir des armes à l'État juif dans sa lutte contre les Palestiniens. En ce qui concerne les Allemands il faut souligner que du génocide hitlérien est né un singulier couple, le couple germano-israélien. Un premier rapprochement eut lieu en 1952 lorsqu'un accord fut conclu entre les deux pays concernant les réparations officielles de l'Allemagne. À la suite des négociations entre David Ben Gourion et le chancelier Konrad Adenauer, ces réparations comportaient la paiement de plus de 50 milliards de dollars à des particuliers et à l'État d'Israël. Elles étaient payables en nature sous forme d'équipements, d'investissements industriels, de pièces détachées, de navires et de locomotives.

À ces aides, proposées spontanément par le gouvernement allemand à titre de compensation envers la communauté juive gravement spoliée, sont venues s'ajouter par la suite des aides bien plus importantes encore, avant tout sous la pression des juifs américains particulièrement persévérants à exploiter, en faveur d'Israël, la Shoah et la culpabilité des Allemands. Précisons que l'organisation juive que préside Lawrence Eagleburger exige de l'Allemagne des indemnités de 300 000 \$ par an. Par ailleurs, dans le domaine militaire, l'Allemagne est devenue le deuxième partenaire d'Israël après les États-Unis : les deux pays coopèrent à la mise au point de nouvelles armes, échangent des technologies de pointe, l'Allemagne fournissant même en douce deux sous-marins extrêmement sophistiqués (tout en en bradant un troisième) dans un mouvement de générosité à la suite de la guerre du Golfe. L'Allemagne est également le deuxième partenaire commercial d'Israël et lui envoie plus de touristes qu'aucun autre pays. En ce qui concerne la politique "*l'Allemagne est désormais notre soutien principal et notre avocat en chef en Europe*" a déclaré Reuven Merhav, ancien directeur au ministère israélien des Affaires Étrangères. Quant aux relations entre les services secrets entre les deux pays, elles sont particulièrement intenses. L'Allemagne fournit à Israël des informations extrêmement

importantes sur le monde arabe, en échange de quoi Israël fournit à l'Allemagne des données secrètes sur l'Europe de l'Est et la Russie

Même si une impression s'est répandue chez les Allemands d'être les dindons de la farce d'une " *industrie de l'Holocauste* ", même si " *beaucoup de compagnies allemandes ont le sentiment d'être soumises à un véritable racket par les Juifs américains* " comme le dit Deidre Berger, directeur du Comité Juif Américain à Berlin, il n'en reste pas moins qu'une enquête menée en Allemagne et en Israël montre que le soutien de l'Allemagne, quoique fort discret, est absolument central dans les domaines militaire, sécuritaire, politique et économique alors que le comportement de l'intelligentsia française est considéré en Israël comme tout à fait suspect. Bref, du remords quant au passé et de la volonté d'expiation savamment exploitée et attisée est née une étrange amitié (suivant le mot de Roger Cohen journaliste au New York Times). La méconnaissance de la malignité de l'idéologie sioniste et une certaine lâcheté, lâcheté commune à bien d'autres États occidentaux, ne sont cependant pas absentes de la coupable indulgence de l'Allemagne vis-à-vis d'Israël. Comme le constate Cohen, le rapport annuel sur les Droits de l'Homme édité par le Ministère allemand des Affaires Étrangères au Moyen-Orient ne comporte aucune mention des exactions d'Israël dans les territoires occupés. Seuls, les Palestiniens sont l'objet de critiques. M. Wiener, un diplomate allemand marié à une israélienne, est heureux de vivre en Israël, mais pour préserver la remarquable alliance entre les deux pays, il est contraint, dit-il, à la réserve. " *Je pense qu'Israël devrait rendre les territoires occupés [...] Je le dis à mes amis et ils n'ont rien contre, mais en public, en tant qu'Allemand, la seule chose que vous puissiez faire, c'est... la fermer* ".

Ainsi l'ONU, par sa faiblesse, a accepté d'Israël, un de ses membres à part entière depuis 1949 :

- la violation permanente des frontières,- l'application ininterrompue d'une politique d'élimination, d'annexion, d'expansion et de colonisation, alors que le Tribunal international assimile la colonisation à un "crime de guerre",
- la prétention d'Israël à résoudre seul - hors de toute intervention de l'ONU - les conflits qu'il a lui-même provoqués,
- la violation permanente des droits de la personne tels qu'ils sont définis par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, notamment la torture et la prise d'otages,
- le non-respect des Conventions de Genève dans les territoires occupés,
- le refus de tout contrôle de l'Agence Internationale de l'Énergie atomique et la production des armes chimiques et biologiques.

Comme l'écrit Miguel Benassayag (écrivain argentin exilé) : " *L'État d'Israël justifie à l'avance chaque nouvelle exaction par un supposé droit à la survie, dont l'holocauste est l'argument majeur et imparable. Ainsi une barbarie pourrait en légitimer une autre ! La vérité, si simple et pourtant rarement énoncée, réside dans le fait que la brutalité de l'État d'Israël ne l'érige pas héritier du ghetto de Varsovie mais plutôt de ses bourreaux* ".

Alors que le ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine, après bien d'autres dirigeants, peut aussi déclarer que : " *Les Israéliens trouveront toujours des raisons pour justifier une attitude dilatoire* ", **comment ne pas voir que seules les sanctions diplomatiques, économiques, voire militaires, émanant de l'ONU sont susceptibles de faire céder Israël et le ramener dans le droit international ?**

Car si l'ONU avait quelques circonstances atténuantes dans sa funeste erreur de 1947 (son défaut de jugement quant la malignité potentielle de l'idéologie sioniste), cette excuse n'existe plus depuis longtemps, et devant l'état de guerre permanent qui en est résulté dans cette région, et devant le mépris affiché d'Israël pour la communauté internationale.
Errare humanum est, perseverare diabolicum !

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

8 - LES ORGANISATIONS TERRORISTES DU SIONISME

Tout terrorisme, de quelque nature qu'il soit, commandité par quelque individu ou quelque organisation que ce soit, est odieux et intolérable. Ce terrorisme qui tue des personnes totalement étrangères au conflit en cause, notamment des enfants, sera toujours inadmissible.

Ceci étant posé, et sans chercher de circonstances atténuantes à quelque entreprise terroriste que ce soit, il convient néanmoins de remarquer que l'odieux comporte des niveaux. Dans l'ex-Palestine, il y a manifestement un terrorisme d'agression et de conquête, c'est celui des forts, celui des sionistes israéliens et un terrorisme de défense et de désespoir, c'est celui des faibles, des dominés et opprimés, celui des Palestiniens. Les deux sont lâches, mais il est évident que le premier dépasse le second dans l'insupportable.

Si nous ne parlons ici que des organisations terroristes israéliennes, ce n'est nullement pour minimiser ou excuser les crimes dont sont responsables les organisations palestiniennes (Hamas, Hezbollah, Jihad...) : même la terrible oppression subie depuis tant d'années de la part des sionistes ne peut le justifier. En dehors du fait que ce dernier terrorisme est celui du désespoir, de la faiblesse et de l'oppression, une raison justifie ce parti pris : le terrorisme israélien parce que beaucoup plus occulte, plus sophistiqué, moins sommaire et partant moins spectaculaire que le terrorisme palestinien, est totalement ignoré de la majorité des esprits.

À propos de ce terrorisme palestinien, le philosophe israélien Leibovitz a pu écrire : "*Je ne vois aucune raison de condamner des actes dont je suis convaincu qu'ils sont inévitables. Tant que l'occupation continuera des Palestiniens installeront des voitures piégées et nous, nous tuerons des gosses. Les Palestiniens luttent avec tous les moyens qu'ils trouvent efficaces*".

Parmi les organisations sionistes les plus notables ayant œuvré en Palestine avant la création de l'État d'Israël ou depuis cette création, citons :

Le Ha-Shomer (la Garde)

Ce fut la première organisation paramilitaire clandestine.

Elle comptait en 1910 une centaine de membres et combattit avec les Anglais pendant la guerre de 1914.

Ses membres formèrent, entre les deux guerres de 1914-18 et de 1939-45, les cadres de l'armée juive clandestine : la Haganah.

L'Irgoun

Comme nous l'avons vu précédemment, cette organisation d'extrême droite se spécialisa dans les attentats à la bombe contre les forces britanniques et les Arabes de 1935 à 1939 avec reprise en 1944.

Elle donna naissance en 1948 au parti Herout, devenu l'actuel Likoud.

Le Lehi (ou groupe Stern)

Dissidence de l'Irgoun il a multiplié lui aussi les attentats, les exécutions sommaires et les extorsions de fonds et se spécialisa particulièrement dans les attentats à la bombe contre les forces britanniques pendant la période du Mandat.

Fait tout à fait notable, en vertu de l'adage selon lequel " les ennemis (les Allemands) de nos ennemis (les Britanniques) sont nos amis " et dans la perspective d'obtenir de Hitler la création d'un État juif après la conquête du Moyen-Orient, les dirigeants du Lehi, ont offert en 1940-41 les services de leur organisation à l'Allemagne nazie. Cette organisation s'était engagée, en effet, à aider Rommel contre Montgomery.. Un message de la direction du Lehi dit ceci : *" la création d'un État juif sur une base nationale et totalitaire, lié par un traité avec le Reich allemand, servirait les intérêts et consoliderait la future puissance allemande au Proche-Orient. Si les aspirations nationales que nous venons de citer sont reconnues par le Reich allemand, notre mouvement de libération se propose de prendre une part active à la guerre, du côté de l'Allemagne "*.

Mais Hitler dans sa haine des Juifs refusa net cette proposition.

La Haganah (la Défense)

Elle fut créée en 1920, avait 15 000 membres au début de la guerre de 1940 et comportait notamment (à partir de 1941) des " compagnies de choc ", le Palmach. Cette organisation militaire sioniste qui n'hésitait pas à s'attaquer aux Juifs antisionistes - c'est elle qui assassina en 1924 le poète et journaliste juif De Haan - fut qualifiée d'armée privée clandestine, dès 1946, par la commission anglo-américaine.

Les mista'arebim

C'est une organisation terroriste sioniste toujours active en Israël.

Leibowitz l'assimile au Hamas palestinien : " Est-ce que quelqu'un peut nier le fait, atroce, que les actes du Hamas, d'une part, et les mista'arebim, d'autre part, se ressemblent ? " écrit-il.

De quelques crimes perpétrés par les organisations terroristes sionistes

La Grande-Bretagne accusée par les sionistes de contrarier l'arrivée massive et programmée de colons juifs pendant son Mandat sur la Palestine (après la guerre de 1914-1918 jusqu'en 1948) sera souvent la cible de choix de ce terrorisme juif. De multiples faits peuvent être rapportés... Citons en quelques-uns :

1944

Yitzhak Shamir, chef du Lehi, fait assassiner Lord Moyne grand ami de Churchill, ambassadeur d'Égypte et envoyé spécial de Churchill en Palestine.

1946 :

- en février : des commandos détruisent 22 appareils de combat britanniques sur des aéroports militaires,
- en avril : 7 soldats britanniques sont abattus dans leur caserne,
- en mai : les ponts reliant la Palestine aux pays limitrophes sont dynamités,
- en juin : 8 soldats britanniques sont enlevés et pris en otage,
- en juillet : l'Irgoun plastique l'hôtel King David, siège de l'administration

britannique. On dénombre 93 morts, en majorité des civils, soit 41 Palestiniens, 28 Britanniques et 17 Juifs.

À la suite de ces actions terroristes les Britanniques arrêtent 2675 suspects juifs (dont Shamir, commandant le Lehi ; Begin quant à lui parvient à s'échapper). Par ailleurs, ils font une descente à l'Agence juive où ils découvrent un important stock de matériel militaire. L'occupation par l'armée britannique, pendant un jour, de cette Agence juive est considérée, par Weizmann son président, comme une déclaration de guerre du Royaume-Uni non seulement à la communauté juive de Palestine, le Yishouv, mais à tous les juifs. Weizmann demande alors aux juifs du monde entier et au service de propagande de l'Agence de faire front contre le Royaume-Uni.

1947

- en mars : l'Irgoun organise des raids contre une quinzaine d'objectifs militaires britanniques,

- en mai : l'Irgoun attaque la prison de Saint Jean d'Acre et libère plusieurs centaines de militants sionistes emprisonnés par les Britanniques,

- en juin : les attentats se multiplient lors de l'enquête de l'UNSCOP à l'initiative des Nations Unies. À signaler notamment l'enlèvement et la pendaison de deux sergents anglais dont les cadavres piégés explosent lorsqu'ils sont découverts.

En 2 ans, ce sont 150 militaires britanniques qui tombèrent victimes des sionistes et 350 qui furent grièvement blessés.

1947-1948 : C'est la guerre israélo-arabe

Avec les hommes et l'argent provenant de nombreuses communautés juives, avec les armes venues en masse de l'Occident (notamment de Tchécoslovaquie) et avec son organisation terroriste mise au point méthodiquement et clandestinement depuis longtemps, Israël triomphe de ses voisins arabes.

Outre les multiples attentats terroristes et la destruction de très nombreux villages, il faut signaler particulièrement le massacre perpétré dans le village palestinien de Deir Yassin dont nous avons déjà parlé et celui du village chrétien d'Eilaboun, en Galilée dont 13 habitants furent massacrés le 30 octobre 1948 par l'armée d'Israël tandis que les autres étaient expulsés vers le Liban, avant d'être, par exception, autorisés à regagner leurs foyers et leurs champs dévastés. (À noter que ce dernier cas n'est connu que depuis quelques années grâce à l'historien israélien Benny Morris qui a pu exhumer des archives de l'ONU). L'historien de la Haganah, Arieh Yitzhaqi, affirme que *" l'opération de Deir Yassin était en ligne avec des dizaines d'attaques menées à cette époque par la Haganah et le Palmah, au cours desquelles des maisons pleines de personnes âgées, de femmes et d'enfants étaient dynamitées "*.

À noter que l'Organisation Socialiste Israélienne publia elle-même, dans son organe Matzpen, une liste de 384 villages arabes détruits par Israël en 1948 ainsi qu'une liste des agglomérations juives construites sur leurs décombres.

On peut ajouter que depuis 1948, bien d'autres villages ont subi le même sort sous les prétextes les plus divers.

En cette même année 1948, le 19 septembre, le Médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte, qui dans son premier rapport décrivait : " le pillage sioniste à grande échelle et la destruction de villages sans nécessité militaire apparente " et prônait " le retour dans leurs foyers des réfugiés enracinés dans cette terre depuis des siècles ", est abattu dans son avion, avec son assistant français le Colonel Serrot. Ce sont les organisations terroristes de l'Irgoun et du Lehi qui sont de nouveau responsables de

cet assassinat. Bien qu'ayant sauvé des milliers de Juifs, Bernadotte avait été jugé trop " pro-arabe " par Yitzhak Shamir.

À noter que l'opinion américaine, jusque-là favorable au partage de la Palestine, le regrette alors en majorité tandis que Washington lui-même amorce un revirement de sa position. Néanmoins, comme nous l'avons vu plus haut, il est trop tard, ce revirement n'aura pas de suite...

À ce terrorisme issu d'organisations sionistes diverses s'est associé, à partir de 1948, un terrorisme d'État, dans lequel on peut ranger :

- **les actions de l'armée** destinées, par exemple, à terroriser les populations pendant les guerres de 1948 et de 1967 dans la perspective de les faire quitter leurs villages ou les actions menées comme représailles sur des populations civiles comme celle du 14 octobre 1953 à Kybié en Samarie. À la suite de la mort d'une femme et de deux enfants par l'explosion d'une grenade lancée sur un foyer juif par un Arabe de la Région, les représailles de l'armée firent plus de cinquante morts et comportèrent la destruction de quarante maisons. À cette occasion le philosophe Yeshayahou Leibowitz (dans *Judaïsme, peuple juif et État d'Israël*) devait interroger ainsi ses compatriotes : " *D'où vient cette jeunesse qui n'a éprouvé aucune réserve, aucun frein psychologique en commettant cette barbarie ; d'où a-t-elle reçu l'impulsion (interne et externe) pour exécuter cet acte de représailles ?*"

De multiples actions criminelles commises par l'armée israélienne sont maintenant connues... Citons par exemple celle qui a été rapportée par l'universitaire Rudolf El-Kareh en tant que témoin direct : l'écrasement en 1972 par un blindé, sur ordre d'un officier commandant une patrouille, d'un véhicule type Mercedes 180 avec ses neuf occupants. Citons aussi les atrocités qui accompagnèrent la guerre du Liban en 1982, le massacre de Cana, au Sud Liban en 1996...

- **les multiples actions d'enlèvement et de liquidation des dirigeants des organisations palestiniennes** résidant en Palestine ou à l'étranger, tels Saïd Hamman assassiné à Londres en 1978, Naim Kider assassiné à Bruxelles en 1981, Sartawi assassiné au Portugal en 1983, Abou Jihad, numéro deux de l'OLP, assassiné à Tunis par un commando israélien en 1988 ou, son successeur, Abou Iyad, assassiné lui aussi à Tunis en 1991 avec plusieurs de ses conseillers, Kamal Adwan, Kamal Nasser, Ghassan Kanafani, Abu Jihad et Abu Ali Mustafa... En dix mois d'Intifada 2000-2001, quelque 60 Palestiniens (les uns manifestement visés, les autres tués parce qu'ils se trouvaient simplement là) ont été victimes de ces assassinats politiques sommaires effectués la plupart du temps grâce aux indications fournies par les petits collabos arabes et chrétiens du Shin Bet. Lors de la première Intifada ce sont environ 120 Palestiniens qui furent victimes de ces assassinats, pratique très ancienne dans le mouvement sioniste.

À ce terrorisme, tantôt terrorisme de l'ombre et silencieux, tantôt terrorisme spectaculaire à l'aide de missiles, terrorisme décidé, organisé et planifié directement et froidement en conseil des ministres en défiant toutes les instances internationales des droits de l'homme et les gouvernements des États démocratiques, il faut ajouter :

- **le terrorisme personnel des colons**

Organisés en milices plus ou moins secrètes, au nombre de 200 000, les colons possèdent, avec l'appui de l'armée, des armes automatiques tout à fait sophistiquées.

Ainsi, à Hébron, un petit groupe de colons surarmés, à peine 300, contrôle le centre

d'une cité de 100 000 habitants, habitants marginalisés, interdits de centre-ville et menacés en permanence par les militants extrémistes et les soldats.

On peut noter que, dès 1978, les colons ont été totalement intégrés au sein de la défense territoriale par le chef d'état-major Rafael Eitan pour assurer une défense statique aux endroits sensibles (frontières, colonies juives...)

Indépendamment d'une garde civile permettant aux colons de patrouiller dans les villes (" le civil israélien est un soldat en permission " suivant le mot fameux d'un général) une structure originale a été créée les *yeshivot hesder* où les appelés religieux du contingent associent service militaire et études talmudiques. Elle vient renforcer la militarisation des colonies.

- **le terrorisme d'individus isolés** comme celui qui a entraîné les massacres d'étudiants islamiques en 1982 à Hébron ou de 29 musulmans dans la mosquée de cette même ville en 1994.

Selon les services mêmes de renseignements civils israéliens, il existe dans les colonies de Cisjordanie et de Gaza une nébuleuse de " **petites organisations terroristes juives** " occupées principalement à comploter contre le " processus de paix " et pariant sur le chaos comme antidote aux éventuelles concessions territoriales que consentirait le gouvernement israélien. Beaucoup sont dirigées par des rabbins.

Parmi leurs projets, il y a eu notamment : l'assassinat du président de l'État, du chef du gouvernement et du ministre de la Défense, le déclenchement d'une tuerie massive de Palestiniens, le dynamitage du Dôme du Rocher à Jérusalem, troisième lieu saint de l'Islam.

À ce dernier propos signalons l'existence des "**Artificiers du Messie**" et les "**Fidèles du Mont du Temple**" responsables de la tuerie du 8 octobre 1990 au cours duquel dix-sept fidèles musulmans furent tués et qui restent toujours décidés à dynamiter les mosquées et à construire le troisième temple. Parmi elles, on peut citer aussi le **Kahane Haï** du rabbin Meir Kahane, le **Haï Vekayam...** Tous se réclament de l'esprit de ces sicaires juifs qui, au premier siècle de notre ère, assassinaient leurs coreligionnaires accusés de collaborer avec la puissance occupante, les Romains.

À noter encore - véritable institution centrale de l'État d'Israël - le service de renseignements, de police et d'espionnage, service particulièrement sophistiqué auquel sont consacrés des capitaux considérables et qui trouve facilement des complices en dehors d'Israël, mais aussi chez les Arabes comme il en existe toujours chez les peuples réduits à la servitude. En 1994, l'organisation israélienne des droits de l'homme B'tselem estimait à 6000 le nombre de collaborateurs répertoriés par le Shin Bet. Le retrait israélien de certaines villes palestiniennes n'a pas tari, bien au contraire, ce besoin d'indics. Tous les moyens de corruption sont bons pour recruter : un permis pour travailler en Israël ou s'y faire soigner, un laissez-passer pour se rendre en Jordanie, une somme d'argent...

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

9 - LA COLONISATION INÉDITE ET SOPHISTIQUÉE DE LA PALESTINE depuis la création de l'État d'Israël

Dès 1945 et la fin de la guerre, un vaste réseau d'organisations des migrations juives (la Britah) fut mis en place en Palestine par le mouvement sioniste. Il avait particulièrement pour but d'attirer le plus grand nombre possible de Juifs d'Europe de l'Est vers les camps de personnes déplacées pour développer l'immigration clandestine, tout en suscitant l'émotion de l'opinion publique internationale et en accroissant les pressions sur le gouvernement britannique en charge du Mandat. Par ailleurs, dans leurs zones d'occupation en Allemagne et en Autriche, les autorités américaines ont apporté toute leur aide à l'Agence juive chargée de la même politique d'immigration juive vers la Palestine.

Avec la création de l'État d'Israël en 1947 de nombreux autres facteurs vont venir s'associer, permettant l'expansion démographique spectaculaire des Juifs :

- la loi dite " du retour " qui accorde systématiquement aux juifs la citoyenneté israélienne et l'aide à leur établissement dans le pays,
- l'usage de la force intervenant sur l'ensemble des territoires occupés. Cette force de contrainte sur les populations arabes est multiforme et parfaitement organisée : outre les militaires et les policiers, les colons et nombre de religieux sont armés en permanence,
- un redoutable arsenal juridique, notamment les lois dites " d'urgence " qui permettent la confiscation de terres appartenant aux Arabes (actuellement ils ne possèdent plus que 10 % de leur propriété foncière d'avant 1948),
- l'afflux massif de capitaux en provenance des communautés juives de l'Occident, capitaux qui permettent notamment, entre autres avantages, de subventionner les colons lesquels ne payent qu'une fraction minime de la valeur des terrains acquis aux Arabes
- la mise en œuvre de méthodes inédites de colonisation : implantations multiples et disséminées dans les territoires peuplés de Palestiniens et destinées à asphyxier ces territoires

C'est ainsi que le nombre de Juifs qui, en 1948, était de l'ordre de 600 000 environ a été multiplié depuis par plus de 8. Dans les années 70, les immigrés sont majoritairement des Juifs d'Afrique et d'Asie. Dans les années 80, la nouvelle vague provient avant tout d'URSS. Après entente avec le Président Mikhaïl Gorbatchev, et moyennant des sommes d'argent considérables, elle est faite en majorité de gens d'un niveau professionnel élevé (ingénieurs, chercheurs, professeurs d'Université, médecins...).

Les Juifs d'Éthiopie (les Falashas, très pauvres) sont, quant à eux, ramenés à l'occasion d'une terrible famine après que les dirigeants israéliens se furent imposés près des autorités éthiopiennes pour la mise en œuvre de leur entreprise. Triés parmi les populations affamées, ils sont transportés par avion en Israël.

La valeur des terres et des biens perdus par les Arabes au profit des Juifs par le processus de colonisation a donné lieu à bien des estimations. Citons celle de la commission tripartite (anglo-franco-turque) concernant simplement le bilan de la guerre de 1947-1948. Selon ses conclusions, les biens abandonnés par les Palestiniens devaient être estimés à 1 124 000 000 livres sterling (ce qui représente aujourd'hui plusieurs centaines de milliards de dollars).

Pour Dominique Vidal , journaliste au Monde, avec cette colonisation, " la somme qui a été volée est phénoménale. Les Israéliens se sont emparés de trois cent mille hectares, ce qui est considérable compte tenu de la superficie du territoire, de

milliers de chambres d'habitation, de magasins, d'ateliers ".

La colonisation des territoires occupés a toujours été la priorité des priorités des différents gouvernements israéliens de gauche ou de droite. Elle s'est perpétrée dans l'indifférence des nations, dans le mépris le plus total de la 4e Convention de Genève de 1949 qui stipule dans son article 49 que : *" La Puissance occupante ne pourra procéder au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle "*.

Le rôle colonisateur des kibboutzim

Sans nier l'idéalisme des pionniers sionistes porteurs d'un certain idéal collectiviste, il faut bien voir que leur entreprise répond d'abord aux impératifs stratégiques de l'État juif. Pour le Mapam lui-même une des fonctions essentielles des kibboutzim est d'être *" le facteur le plus important dans l'établissement de l'hégémonie territoriale d'Israël "*. Ainsi chaque kibboutz-frontière est considéré comme une unité militaire autonome dont les membres initialement pacifiques sont destinés, compte tenu de la tension persistante, à se transformer rapidement en militaristes particulièrement intransigeants, agressifs et convaincus du bien fondé des représailles.

Le ministère de la Défense intervient directement dans la sélection des terres à coloniser par les kibboutzim tandis que l'Agence juive assure le financement de leurs *" besoins normaux et spéciaux "*. Le principe politique sous-jacent à cette organisation sophistiquée est particulièrement bien réfléchi : *" aucune ligne de fortifications ne peut égaler une chaîne vivante de villages dont les fermiers sont prêts à la fois pour le travail et la défense "*.

La colonisation inédite des territoires occupés : la Cisjordanie et la bande de Gaza

Les prétextes sont multiples pour exproprier, avec l'aide de l'armée, de la police, des forces religieuses juives, les terres des Arabes au profit des colons juifs, d'autant plus que la jurisprudence rabbinique favorise systématiquement les Juifs dans les conflits avec les non-Juifs. Le nombre des colonies et leur étendue n'ont ainsi jamais cessé de s'accroître dans la perspective commune à tous les Juifs sionistes : la récupération de l'ensemble des territoires de l'ex-Palestine et la création de Eretz Israël.

Colonisation brutale ou rampante, la tactique a pu changer en fonction notamment du contexte international mais la stratégie : avancer, réduire le rythme (ou faire semblant de le réduire ici pour occulter ce qui se passe là), jamais reculer, est restée parfaitement immuable avec les années. Lorsque la communauté internationale a d'autres préoccupations urgentes, telle la guerre du Golfe, la guerre de Yougoslavie ou celle d'Afghanistan, les implantations juives s'accroissent dans la frénésie. Comme le dit très simplement un rabbin opposé au processus de paix, il s'agit de *" créer une situation sur le terrain qui rende impossible tout règlement du conflit "*. *" Chaque nouvelle colline conquise fait progresser la nation. Ce n'est pas le gouvernement qui nous fait venir ici, ce sont la Torah et nos rabbins "*. dit aussi Boaz Melet, un de ses coreligionnaires. *" Nous sommes là pour récupérer des terres appartenant à Israël "* rétorque un autre.

Le Général Sharon a aussi le mérite de la franchise. *" Si nous étions dix millions de Juifs en Israël, nous n'aurions plus de problèmes "* affirme-t-il, en faisant un appel pressant aux Juifs du monde entier pour les engager à venir en Israël. Pour lui et pour nombre de ses compatriotes, la lutte pour la terre doit se continuer à jamais *" la guerre d'indépendance n'est pas terminée et peut être qu'elle continuera à jamais. Un peuple normal ne se pose pas de telles questions comme : "vivrons-nous toujours*

par le glaive ?" [...] Le glaive est une partie de la vie. Ceux que le caractère sacré de la terre enthousiasme ne seront jamais satisfaits de ce qu'ils ont. Il y a beaucoup de dunums palestiniens qui attendent leur rédemption. Un par un, ils connaîtront cette rédemption. Grâce à nos héros et, ajouté aux "bandes de sécurité" ils seront des terres sans Arabes "

Tout un arsenal juridique inventé et adapté au but poursuivi (parfaitement décrit dans le rapport d'Amnesty International de décembre 1999), les références au Talmud, les prétextes les plus divers comme la présence des ancêtres deux mille ans auparavant, ou les nécessités stratégiques, sont toujours utilisés au service des expulsions, des expropriations de terres, des destructions par le feu ou les bulldozers des maisons palestiniennes indésirables, de l'arrachement des arbres et des plantations, sans parler de l'accaparement systématique de l'eau au bénéfice d'une seule catégorie. C'est ainsi qu'en 1999, 40 % de la bande de Gaza et 73 % de la Cisjordanie (contre 41 % en 1984) sont aux mains des Juifs.

Par ailleurs, certaines tactiques et astuces de colonisation nous sont maintenant bien connues grâce aux archives israéliennes. L'une d'elles est parfaitement décrite par le général Moshe Dayan, un des principaux chefs militaires d'Israël et ministre de la Défense d'avant 1967. À propos des affrontements frontaliers entre la Syrie et Israël, affrontements qui officiellement étaient causés par la Syrie, Dayan dit ceci : *" Pour au moins 80 % des affrontements, cela se passait de la manière suivante : on envoyait un tracteur labourer une parcelle, là où il était impossible de rien faire, dans la zone démilitarisée. Si les Syriens ne tiraient pas, on disait au tracteur d'aller plus loin, jusqu'au moment où, perdant patience, ils tiraient. Alors nous utilisions l'artillerie et ensuite les forces aériennes. C'est ainsi que cela se passait "*

De son côté, le général Mattiyahou Peled affirme que *" plus de 50 % des incidents frontaliers avec la Syrie avant la guerre des six jours étaient le résultat de notre politique de colonisation dans la zone démilitarisée. "*

À ce propos, le professeur Israël Shabak écrit : *" Pour convaincre qu'avant Israël la Palestine était un "désert", des centaines de villages ont été rasés au bulldozer avec leurs maisons, leurs clôtures, leurs cimetières et leurs tombes "*

De quelques-uns des 1300 ordres promulgués par l'Autorité militaire depuis 1967 dans les territoires occupés :

- il est interdit de puiser de l'eau sur terre ou sous terre sans permis spécial (n° 158)
- il est interdit d'importer ou d'utiliser un tracteur ou tout équipement agricole sans autorisation (n° 134)
- il est interdit de planter des arbres fruitiers et certains légumes sans autorisation (n° 1015, 1039, 1140)
- il est interdit d'exporter la plupart des fruits et légumes, les produits industriels, les pierres, les algues, les timbres-poste, les antiquités
- toute terre dont le propriétaire est absent ou ne peut pas prouver ses droits est propriété d'État (n° 59, 364, 1091, 1308)
- toute terre confisquée pour des raisons d'intérêt public ou de sécurité est propriété d'État
- toutes les propriétés d'État peuvent être cédées à des colons
- l'Autorité militaire décide des livres autorisés ou interdits dans les écoles et les collèges (n° 107, 812)
- l'Autorité militaire peut boucler tout secteur ou bloquer la circulation sans préavis ni explication (n° 378)

- l'Autorité militaire peut arrêter et détenir toute personne pour une période de 6 mois renouvelable par simple décision administrative (n° 378, 1229-0, 1236, 1254)
- les comités d'appel peuvent prendre en considération des éléments de jugement sans les communiquer à l'accusé (n° 1311)

..... etc

.Comme l'affirmait en 1995 l'organisation israélienne des droits de l'homme Betsalem : *" Depuis vingt-cinq ans, Israël viole la loi internationale et les principes fondamentaux de la démocratie pour réaliser à Jérusalem ses objectifs politiques : préserver la primauté démographique de la population juive "*.

Ainsi, chaque jour qui passe, la Palestine des Arabes se rétrécit, rongée kilomètre après kilomètre carré, dunum après dunum, par une colonisation inexorable.. Edward W. Saïd (professeur de littérature à l'Université de Columbia - E. U.), à l'occasion d'un voyage en Cisjordanie, note, par exemple, que : *" presque toutes les voies, toutes les voies de contournement et tous les petits villages où nous sommes passés ont été le théâtre d'une tragédie quotidienne : terre confisquée, champs saccagés, arbres et plantes déracinés, moissons arrachées, maisons détruites "* exactions contre lesquelles les propriétaires sont totalement impuissants "

Cette colonisation des territoires à conquérir, par l'implantation d'unités à la fois disséminées et poursuivant un but unique, est particulièrement habile, diaboliquement habile, sournoise et redoutable d'efficacité. Elle n'est pas sans rappeler les métastases cancéreuses, ces cellules " folles " qui s'en vont coloniser les organes dans le voisinage ou à distance d'une tumeur et les détruisent – souvent par asphyxie - inexorablement.

À la fin de l'année 2000 dans les territoires occupés, il y avait, répartis dans environ 150 colonies :

- 200 000 Juifs en Cisjordanie,
- 180 000 à Jérusalem-Est,
- 6 500 à Gaza

Trois institutions financées par les Juifs du monde entier contribuent puissamment à cette colonisation sioniste :

- l'Organisation juive mondiale, agence chargée d'aider concrètement les immigrants à s'installer en Israël,
- le Keren Hayessod qui collecte des fonds dans la diaspora,
- le Fonds national juif chargé de l'achat des terres aux non-Juifs et de leur mise en valeur par des Juifs

La colonisation israélienne, soutenue depuis 1948 par une force coercitive croissante de la part du gouvernement et de l'armée, légitimée par des principes religieux tirés des Écrits du Judaïsme, et qui porte sur tous les domaines (politique, économique, culturel...) n'avait manifestement pas été prévue par les pionniers du sionisme lesquels, malgré leurs erreurs, étaient profondément marqués par l'idéalisme, le pacifisme et le socialisme. Par l'impérialisme dont elle témoigne, elle est sans nul doute la plus maléfique des temps modernes sur les populations asservies. Assimilée à un " crime de guerre " par la Cour Pénale Internationale depuis le 20 juillet 1998, elle n'en continue pas moins d'avancer en toute impunité.

On peut ajouter enfin que la colonisation n'est qu'une étape de l'entreprise sioniste. Comme l'a écrit assez ingénument la professeur Benzion Dinur, historien et ancien ministre de l'Éducation nationale : " A l'heure actuelle, nous parlons de colonisation, et seulement de colonisation. C'est notre but à court terme ". Le but final pour être

occulté n'en est pas moins précis : la possession de Eretz Israël, horizon indépassable des sionistes.

-----**Pour revenir au sommaire,**
cliquez [ici](#)

10 - NATIONALISME, APARTHEID ET RACISME ANTI-"NON-JUIF" EN ISRAËL

Avec le recul du temps - un siècle d'évolution et de développement - qui permet de porter un jugement assez assuré - on peut définir le contenu de l'idéologie sioniste comme **un nationalisme à base religieuse et raciale, s'exprimant par un colonialisme agressif, un apartheid spécifique, voire un racisme caractérisé.**

C'est un nationalisme particulier de par ses deux composantes.

Apparu à la fin du XIXe siècle en même temps que les nationalismes occidentaux, le nationalisme sioniste a sans doute quelques ressemblances avec le nationalisme d'Europe centrale et orientale, tel qu'on a pu le voir, par exemple, à l'époque moderne, dans l'ex-Yougoslavie ou l'ex-URSS, nationalisme d'ordre culturel et religieux s'appuyant sur un passé commun héroïque. Néanmoins, il en diffère profondément par ses deux composantes spécifiques : la composante mythique d'une part, celle de la *Terre promise* par le dieu Yahvé à un *Peuple élu*, la composante raciale d'autre part, cette dernière étant définie très précisément à partir de l'hérédité au sens strict et basée sur le droit du sang : "*est juif celui qui a une mère juive*".

Malgré leur incroyance religieuse quasi généralisée, tous les dirigeants israéliens de droite ou de gauche - ces derniers mobilisant le socialisme non pas pour un objectif social avec ses valeurs universalistes mais pour un objectif étroitement national - ont partagé depuis cinquante ans cette mystique nationaliste réclamant les territoires antiques dont il est question dans la Torah. Tous ont intégré cette idée d'un peuple spécifique *qui n'est pas comme les autres*, à qui appartient une terre de toute éternité. Tous ont pratiqué parallèlement une solidarité de race.

Les religieux sont néanmoins à la pointe du combat. "*Cette terre est ma terre, donnée par Dieu à mon peuple*" proclame, par exemple, le député et rabbin israélien Avraham Ravitz, tandis que l'ex-grand rabbin français, René-Samuel Sirat, de son côté, n'hésite pas à écrire que "*personne ne peut nier les droits d'Israël sur les terres de la Promesse*" et à revendiquer, pour les juifs exclusivement, et le droit du "*sol*" et celui du "*retour à Jérusalem*".

Le Juif israélien *moyen* d'aujourd'hui partage, bien entendu, ces mêmes convictions d'autant plus que la jeunesse israélienne, élevée dans le culte de l'État et de la force armée, tend à rejeter toutes valeurs étrangères ou qui ne renforcent pas l'unité nationale.

Israël est ainsi le seul pays établi sur de tels fondements théoriques, fondements aussi contraignants l'un que l'autre, le premier portant sur un territoire précis, le second sur un groupe d'hommes parfaitement désigné.

En ce qui concerne la composante raciale, on peut dire que la constatation de son existence est particulièrement surprenante et affligeante. On sait, en effet, que l'État d'Israël a vu le jour récemment et ce, grâce à une communauté de nations. On sait d'autre part, que la notion de race est non seulement vide de sens mais qu'elle corrompt automatiquement et profondément toute idéologie qui l'intègre.

Ce nationalisme engendre un apartheid spécifique

La pureté ethnique pour que soit évité le mélange du sang juif et du sang impur des non-Juifs, souci constant dans certaines couches des populations juives, repose sur de nombreux textes de la Thora que les sionistes ont retenus électivement :

- *" Tu ne donneras pas ta fille à leur fils et tu ne prendras pas leur fille pour ton fils "* ordonne le Deutéronome (VII, 3).

- Dans l'Exode (XXXIV, 16) il est dit aussi que Moïse reçoit un ordre de Dieu pour que son peuple n'épouse pas les filles des étrangers.

- Esdras, quant à lui, pleure parce que " la race sainte s'est mêlée avec les peuples des pays voisins " (Esd. 9,2) et ordonne la sélection : *" Tous ceux qui avaient pris des femmes étrangères, ils les renvoyèrent, femmes et enfants "* (Esd. 10, 44).

Néhémie dit aussi des Juifs : *" je les purifiais de tout élément étranger "* (Neh. 13, 30).

Dans son livre *Le Talmud* le rabbin Cohen formule sans ambages le grand principe : *" Les habitants du monde peuvent être répartis entre Israël et les autres nations prises en bloc. Israël est le peuple élu : dogme capital. "*

La pression des rabbins a certes toujours existé pour que l'ordre biblique de non-assimilation des Juifs soit respecté et qu'il n'y ait pas *de mariages mixtes, mais elle s'est faite particulièrement insistante depuis la création de l'État d'Israël au point précise E. Benbassa que " la peur de l'exogamie est devenue une véritable obsession dans les milieux rabbiniques, dans les instances communautaires, et chez plus d'un juif ordinaire ". " Je voudrais que les jeunes gens juifs n'épousent jamais que des jeunes filles juives "* écrit, Joseph Sitruk, le grand rabbin de France en 1993. Si les Juifs incroyants ne respectent pas toujours cet ordre, il n'en est pas de même chez les Juifs croyants pour qui il s'agit d'un impératif absolu.

Comme l'écrit en 1998 Zeev Sternhell (professeur de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem) : *" Le nationalisme juif n'éprouve aucune difficulté à refuser à autrui les mêmes droits élémentaires qu'avec une tranquillité d'esprit absolue il exige pour lui-même. Confiant dans son bon droit à réclamer toute la terre antique de nos rois et de nos prophètes, le sionisme ne pouvait concevoir qu'une autre légitimité pût aussi exister au pays de la Bible "*.

Face aux pratiques de pureté ethnique mises en œuvre par les sionistes, Haïm Cohen (qui fut juge à la Cour Suprême d'Israël) évoque sans hésitation les lois nazies. Il écrit ainsi : *" L'amère ironie du sort a voulu que les mêmes thèses biologiques et racistes, propagées par les nazis et qui ont inspiré les infamantes lois de Nüremberg, servent de base à la définition de la judaïcité au sein de l'État d'Israël "*.

L'apartheid engendre lui-même un sectarisme ethnique, voire un racisme caractérisé

Là aussi, pour justifier et appuyer leur démarche, les sionistes, peuvent trouver de multiples références dans la Bible ou dans les autres écrits importants du judaïsme :

- *" Lorsque le Seigneur ton Dieu t'aura fait entrer dans le pays et qu'il aura chassé devant toi les nations nombreuses, tu les voueras totalement à l'interdit " lit-on dans le Deutéronome (Deut. VII, 1-2) " et tu les supprimeras. "* (Deut. VII, 24).

- " *Qu'Israël se réjouisse en son Créateur, que les enfants de Zion se réjouissent en leur Roi [...] Qu'ils chantent pour la joie sur leurs couchettes ! Que les louanges élevées vers Dieu ne quittent pas leurs gorges et que les sabres à deux pointes ne quittent pas leurs mains, afin de faire descendre la vengeance dévastatrice sur les nations et le châtement sur les peuples* " (Psaume 149)

- " *Dans le monde à venir aucune nation n'a de place à l'exception d'Israël* " affirme le grand mystique Moshe Luzzatto (1706-1746).

- Shneur Zalman (1745-1813), fondateur du mouvement Habad, mouvement qui a pris un extraordinaire essor dans le monde juif et particulièrement dans l'État moderne d'Israël où il se range à l'extrême droite de l'échiquier politique, ne comparait-il pas " *les âmes des nations à celles des porcs, les Juifs ayant seuls une âme divine* " ?

- En 1974, Menahem Barash dans le journal *Yediot Aharonot* peut ainsi parler des Palestiniens : " *Cette peste déjà dénoncée dans la Bible [...] Pour nous emparer de la terre promise par Dieu à Abraham, nous devons suivre l'exemple de Josué pour conquérir la terre d'Israël et nous y installer, comme le commande la Bible [...] Il n'y a pas de place, en cette terre, pour d'autres peuples que celui d'Israël. Ce qui signifie que nous devons en expulser tous ceux qui y vivent [...] C'est une guerre sainte exigée par la Bible* ".

Avec les attentats suicides des Palestiniens consécutifs à l'arrêt du processus de paix en septembre 2000 on sait que les appels à la vengeance par l'État israélien se sont multipliés. Les rabbins ne sont pas les derniers à enrôler des foules israéliennes pour réclamer avec force l'application de la loi biblique du talion. Ainsi, par exemple, le rabbin Joseph Soloveichik : " *Si nous voulons défendre héroïquement notre existence historique, alors nous devons, parfois, interpréter l'injonction "il pour il"... dans son sens le plus littéral. Nous avons perdu beaucoup d'yeux durant les années d'exil, parce que nous ne rendions pas coup pour coup. Il est grand temps de prendre la règle "il pour il" au pied de la lettre* ".

D'ailleurs pour le Dr Katz, député religieux à la Knesset, il est nécessaire de maintenir " *la pureté de la race* ".

Face à de tels propos, Moshe Zimmermann (chef du département d'études germaniques à l'Université hébraïque de Jérusalem) n'hésite pas à parler d'un " *judéo-nazisme populaire* " sévissant parmi les Juifs d'Israël et de certains pays anglo-saxons : " *Il y a un secteur entier de la population juive que je définis, sans hésitation, comme une copie des nazis allemands. Regardez les enfants des colons juifs d'Hébron, ils ressemblent exactement à la jeunesse hitlérienne. Depuis leur enfance, on les imprègne de l'idée que tout Arabe est mauvais, et que tous les non-Juifs sont contre nous. On en fait des paranoïaques : ils se considèrent comme une race supérieure, exactement comme les jeunes hitlériennes* ".

Cette terrible similitude explique d'ailleurs parfaitement que les juifs sionistes aient été longtemps tolérés en Allemagne nazie, voire qu'ils aient collaboré dès 1933 sur la base de " *la communauté d'idées existant entre le nationalisme sioniste et le nationalisme nazi* ", communauté idéologique dont parlait Blumenfeld le chef des sionistes allemands. Ilan Greilsammer peut écrire à ce sujet : " *Les deux partenaires y trouvent leur compte : les sionistes deviennent l'organisation dirigeante de la communauté juive, et les nazis trouvent en eux un instrument pratique pour séparer les juifs du reste de la population* ". À ce propos, Y. Leibowitz nous apprend aussi que l'organisation sioniste des Juifs allemands avait une existence légale jusqu'en

1938 - cinq ans après l'avènement de Hitler - et que son journal, la *Jüdische Rundschau*, parut parallèlement jusqu'à cette même année.

Fait tout à fait singulier que nous avons déjà signalé, ce sont les Juifs religieux qui, après avoir combattu avec force le sionisme jusqu'à la création de l'État d'Israël en 1947, sont devenus depuis cette création, les partisans les plus farouches de cette idéologie et les plus acharnés à sa mise en œuvre en s'appuyant sur les écrits xénophobes du judaïsme. Parallèlement ils occultent délibérément les écrits xénophiles. *" N'aie aucune pensée de haine pour ton frère, tu aimeras ton prochain il est comme toi " " Tu aimeras l'étranger qui s'installe chez toi comme toi-même "* lit-on dans le Lévitique (19, 17-18 et 34)

À propos de la Bible, Israël Shahak relève que l'enseignement traditionnel joue auprès des enfants israéliens un rôle décisif dans le mépris vis-à-vis des Palestiniens. Ces derniers sont volontiers identifiés aux Philistins de la Torah dont l'élimination fait partie du plan divin.

Si le racisme anti-non-Juif, surtout anti-arabe, est banal en Israël, puisqu'il concerne d'après les sondages une nette majorité de la population juive, il est évident que certaines couches de la société sont particulièrement marquées. Il en est ainsi de la police. Lors des pogroms de Nazareth, de Tel-Aviv, de Jaffa... perpétrés lors de l'Intifada 2000 sur des Arabes par des nervis juifs, le chroniqueur juridique israélien Moshé Hanegbi a déclaré *" que ces pogroms ont renforcé le sentiment que la police est une police raciste engagée seulement dans la défense des juifs : elle n'a tiré pour tuer que sur les émeutiers arabes "*. Comment s'étonner d'un tel phénomène ? Pour toute la droite israélienne, et une partie de la gauche, les villes et villages arabes d'Israël ne sont-ils pas considérés comme un cinquième front ?

Dès le mois de mai 1948, Hannah Arendt dans un article de la revue Commentaire pouvait écrire à propos du racisme des sionistes : *" Le sentiment traditionnel du sionisme est que tous les non-juifs sont antisémites... L'hostilité générale des non-juifs est considérée par les sionistes comme un fait inaltérable et éternel de l'histoire juive.... Cette attitude est pur racisme chauvin et il est évident que cette division entre les juifs et tous les autres peuples - tenus pour ennemis - ne diffère pas des autres théories de la race des seigneurs "*.

La forme du racisme sioniste

Dans le langage courant, le racisme, qui signifie toujours mépris, hostilité, haine... à l'égard de l'ensemble des individus d'un groupe - avec les comportements de violence morale ou physique qui vont souvent en résulter - comporte schématiquement deux formes très différentes avec chacune des nuances diverses. Dans son sens étroit et strict, le racisme que l'on peut qualifier de biologique est porteur de la notion de *race*, notion sans valeur scientifique mais comportant néanmoins deux éléments ayant quelque objectivité en tant que marqueurs : l'hérédité et le " sang ". Au sens fort du terme, ces éléments sont déterminants dans la théorie pour hiérarchiser les " races " en supérieures et inférieures à partir de leur patrimoine génétique ; dans un sens plus faible ils ne déterminent qu'une séparation plus ou moins franche entre les " races ". Dans son sens ordinaire ou large, le racisme est, par contre, un racisme sans race et plus précisément une forme d'ethnocentrisme *" ce point de vue suivant lequel le groupe auquel on appartient est le centre du monde et l'étalon auquel on se réfère pour juger les autres "*. Il représente, en somme, une dérive de la préférence communautaire. Parfois il peut s'agir aussi d'une hostilité systématique envers des personnes " étrangères "

partageant quelques éléments communs. C'est cette dernière acception qui est utilisée lorsqu'on parle, par exemple, de racisme anti-français, de racisme anti-jeunes...

Et puis, bien sûr, il peut y avoir des formes associées de racisme. Le nazisme a éliminé massivement les juifs (et les tziganes) en tant qu'héritiers d'une certaine race et indépendamment de tout autre critère - rendant ainsi les juifs, suprême vengeance, victimes de leur propre tradition - mais il a exterminé aussi une foule d'opposants, de handicapés, d'asociaux, ou d'individus chez qui la notion de race n'était nullement présente mais qui furent déclarés seulement inférieurs (Untermensch) par une assemblée de seigneurs (Herrenvolk).

Comme nous l'avons vu le sionisme a conservé fidèlement, en Palestine-Israël, l'héritage du judaïsme : la race, déterminée de façon précise par l'hérédité maternelle, est un élément social d'importance. Il y a des *Juifs* et des *non-Juifs*. C'est dire que l'opposition éventuelle d'un Juif à un non-Juif (ou de Juifs à des non-Juifs) en intégrant cette donnée culturelle du judaïsme va très naturellement représenter une forme de racisme " vrai ", tandis qu'à son tour l'opposition des non-Juifs aux Juifs va dériver très facilement, par simple référence à leurs interlocuteurs, vers le même type de racisme. S'ensuit ce cercle infernal qui s'épanouit depuis tant d'années dans cette région sous culture sioniste.

Certes, il est possible que le racisme soit " naturel " et possède une base génétique -. Taguieff signale que divers biologistes et généticiens énoncent clairement l'hypothèse d'une base génétique de la xénophobie et de la discrimination sociale dans le cadre d'un instinct primordial d'auto conservation - mais " *il est clair*, poursuit ce même auteur, *qu'une telle approche, réduisant les comportements sociaux et politiques à des schémas génétiquement déterminés ne peut expliquer la spécificité, a fortiori la singularité des mobilisations xénophobes et racistes observables dans l'histoire* ". C'est qu'il faut bien voir que l'homme n'est pas seulement un être " de nature " mais aussi un être " de culture ". Il va théoriser le sujet et comme toujours, peut en résulter le meilleur et le pire : alors que prophétisme juif s'est donné une admirable mission universaliste (mission qui devait ensuite être prolongée par le Christianisme), la loi rabbinique au contraire, en confortant le racisme *naturel* d'une population précise, et d'autant plus qu'elle confortait elle-même le mythe du *Peuple élu*, a joué comme un élément de civilisation hautement régressif. .

Si le racisme est toujours fondamentalement violent, il peut aussi être simplement stupide. Qu'on en juge par les propos d'Israël Shahak , ancien président de la Ligue israélienne des droits de l'Homme qui se pose la question : " *Qu'est-ce en pratique qu'un État juif ?* " " *Commençons par les statistiques officielles : l'Etat d'Israël publie tous les ans un "Annuaire statistique d'Israël". Dans tout cet annuaire, il est presque impossible de trouver des statistiques concernant les Israéliens ; on ne trouve que celles concernant les Juifs et les non-Juifs. Ainsi, par exemple, il n'existe pas en Israël de statistiques sur la mortalité des personnes, mais seulement des statistiques sur la mortalité des "Juifs" et des "non-Juifs". Ainsi, par exemple, lorsque l'Etat d'Israël enquête officiellement sur la mortalité infantile, il n'enquête pas sur la mortalité des enfants israéliens : il y a des nourrissons juifs et des nourrissons non-juifs, qui, même statistiquement, ne sont jamais associés. Et si, dans certains cas, on les associe, on n'écrit pas "Israéliens", mais "Total", comme s'il s'agissait d'additionner des espèces différentes.*

Non seulement il n'existe pas d'Israéliens en Israël, mais les animaux et les plantes elles-mêmes sont divisés en juifs et non-juifs. Officiellement l'Etat d'Israël recense et classifie les vaches et les moutons, les tomates ou le blé en "juifs" et "non-juifs". " Comment répondre par ailleurs à la question : " Où les non-juifs sont-ils autorisés à vivre au sein de l'Etat juif ? La réponse est que, dans la plupart des lieux, ils n'ont purement et simplement pas le droit de vivre. La majorité des terres en Israël appartiennent à l'État qui les a soumis aux règlements interdisant à un non-Juif d'y vivre. Il lui est interdit d'y construire une maison, d'y louer un appartement, d'y ouvrir une affaire, bref il lui est interdit d'y vivre. Cela est d'autant plus cruel que la majorité des terres sur lesquelles s'exercent ces lois ségrégationnistes appartiennent à ces mêmes Palestiniens qu'on définit officiellement en Israël comme non-Juifs, et leur ont été arrachées. Ils sont ainsi privés, même en tant que citoyens de l'"État juif", du droit de jouir des terres de leur État. Ainsi, il existe en Israël des villes entières où la loi interdit formellement aux non-Juifs d'habiter ".

Les Nations Unies, tout en n'appliquant par faiblesse aucune sanction pratique envers Israël, ont néanmoins dénoncé les discriminations raciales dont sont porteuses de nombreuses lois de ce pays, lois contribuant à faire deux types irréductibles de citoyens : des citoyens à part entière, les Juifs, des citoyens de seconde zone, les non-Juifs. Elles en ont recensé 17.

Parmi elles, on peut citer :

- la loi du retour qui accorde systématiquement aux Juifs du monde entier la citoyenneté israélienne alors que les réfugiés arabes n'ont pas le droit de revenir en Israël sur leurs propres terres,
- la loi suivant laquelle les citoyens arabes d'Israël ayant épousé des non-israéliens se voient refuser la réunification familiale,
- les lois qui interdisent la participation aux élections de tout parti arabe n'ayant pas reconnu le caractère juif de l'État,
- les lois d'urgence qui permettent la confiscation de terres appartenant aux Arabes,
- les lois qui interdisent aux Arabes d'acheter des terres à des Juifs,
- la loi sur l'éducation qui fixe parmi ses objectifs la promotion de la culture juive et de l'idéologie sioniste,
- la loi qui interdit formellement aux non-Juifs d'habiter certaines villes.

À propos de discrimination, il est tout à fait instructif de savoir que l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 3379 datant de 1975 a condamné le sionisme comme " *une forme de racisme et de discrimination sociale* ". Il faut se souvenir aussi que les Israéliens et leurs protecteurs américains parvinrent en 1991, à l'occasion de l'effondrement du bloc soviétique qui modifiait la répartition des votes aux Nations Unies, à faire annuler à la Conférence de Madrid, la résolution en question !

On peut ajouter que cette notion de race, entretenue voire exaltée par les sionistes et tous les Juifs religieux et qui, depuis un siècle, a fait tant de mal aux Arabes de Palestine, n'est pas sans conséquences potentiellement funestes pour les Juifs eux-mêmes. Faut-il rappeler que pour les nazis, un Juif converti au christianisme, tel le protestant Victor Klemperer, restait juif (conformément au Talmud) et qu'il était voué, de par sa race, à l'extermination commune ?

" Il est étonnant, écrit Edmond Amran El Maleh (écrivain juif marocain), que personne n'ait osé entreprendre, au-delà des critiques du régime israélien, une analyse philosophique des bases racistes du sionisme. Raciste, parce que la patrie

par le sang, l'exclusion des non-juifs et, dans la foulée, l'expansionnisme territorial, la terreur, la violation des lois internationales. "

Toutes ces données expliquent fort bien qu'en Israël, si les non-Juifs sont susceptibles d'avoir des droits en tant qu'individus isolés, ils n'en ont pas comme membres d'une communauté et qu'il a fallu attendre les accords d'Oslo (en 1993) pour que les dirigeants Israéliens arrivent à réviser leur position traditionnelle et à admettre qu'il n'y avait pas seulement des indigènes mais une communauté arabe en Palestine, communauté que les livres d'Histoire à l'usage des enfants israéliens ignorent toujours...

.-----**Pour revenir au sommaire, cliquez [ici](#)**

11 - L'APARTHEID AU QUOTIDIEN DANS L'ÉTAT D'ISRAËL ET LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Citons pêle-mêle quelques manifestations de ce type d'apartheid :

En Israël : la singulière citoyenneté des non-Juifs

Descendant des 160 000 Arabes restés dans le pays après la guerre de 1948, ils sont généralement désignés sous les expressions : "Arabes israéliens" ou bien "Israéliens arabes"" ou encore "Israéliens palestiniens".

Dans cet "État juif" qu'est Israël - formé des territoires attribués par les Nations Unies aux Sionistes et de ceux qui ont été annexés d'autorité ou par conquête guerrière - on peut retenir les données suivantes :

- les non-Juifs - avant tout des Arabes, au nombre de 970 000 (sur 6 millions d'Israéliens) et,, en petit nombre des chrétiens et des Druzes - sont des citoyens israéliens ayant le droit de vote et jouissant de certaines libertés mais leurs droits sociaux et civiques ne sont néanmoins que partiels : nombre de fonctions et de villes leur sont absolument interdites. Alors qu'ils représentent 17 % de la population, ils occupent à peine 1 % des emplois du service public et pour la plupart des emplois subalternes,
 - les budgets alloués aux villes arabes sont bien inférieurs à ceux qui sont alloués aux villes juives. Selon le rapport même du centre d'études Adva de Tel-Aviv en 1998, le rapport des subventions entre les municipalités arabes et les municipalités juives est d'un pour trois, tandis que le taux de chômage est de 20 % chez les Palestiniens contre 10 % pour l'ensemble des habitants,
 - l'éducation est l'un des secteurs où les disparités entre les deux communautés sont les plus évidentes. L'allocation aux élèves en difficulté, par exemple, se monte à plus de 1000 shekels pour un écolier juif et à 25 shekels pour un écolier arabe... À 17 ans, 42 % des Arabes israéliens ont déjà abandonné leurs études,
 - le taux de mortalité des enfants arabes est presque le double de celui des enfants juifs (9,6 pour 100 000 en 1996 contre 5,3),
 - les ressources en eau (ressources particulièrement précieuses au Moyen-Orient) qui se trouvent essentiellement en Cisjordanie occupée ont été accaparées entièrement par Israël au bénéfice de ses colons et au détriment des non-Juifs,
 - une loi interdit formellement aux non-Juifs d'habiter certaines villes. Sont notamment citées : Carmiel, Nazareth-Illith, Hatzor, Arad, Mitzphen-Ramen...
- Fait significatif : ce n'est qu'en mars 2000, après 52 ans de totale et impitoyable discrimination religieuse et ethnique, que la Cour suprême israélienne a, dans un cas

isolé, permis à un Arabe d'acheter une terre dans un " lotissement réservé aux Juifs ". L'opposition des députés de droite à cette décision inédite fut d'ailleurs farouche. " *C'est un nouveau clou sur le cercueil du sioniste* " proclama l'un ; " *c'est la fin d'Israël en tant qu'État juif* " a prédit un autre ; tandis qu'une nouvelle proposition de loi était déposée pour " *arrêter cette dérive antinationale et antisioniste* " car " *la loi juive interdit de vendre la terre d'Israël à des non-Juifs* " .

Même si les travaillistes au pouvoir ont permis quelques investissements dans les localités arabes, il n'en reste pas moins que la politique de discrimination poursuivie depuis toujours n'est pas le fait de quelque retard ou seulement mauvaise volonté : elle n'est pas fortuite mais constitutive de l'État juif.

Dans un article du *Independent Palestinian Information Network* de septembre 1999 intitulé " *Les ouvrages scolaires et la littérature enfantine israéliens incitent à la haine et au racisme envers les Palestiniens et les Arabes* ", Maureen Meehan nous apprend que " le professeur Daniel Bar-Tal, de l'université de Tel-Aviv, après avoir étudié cent vingt-quatre manuels pour les écoles primaires, les collèges et les lycées israéliens, consacrés aux matières suivantes : grammaire et littérature hébraïques, histoire, géographie et instruction civique, conclut : " *que les manuels israéliens présentent les Juifs comme impliqués dans une guerre juste, et même humanitaire, contre un ennemi arabe qui refuse d'accepter et de reconnaître l'existence et les droits des Juifs en Israël. Les premiers manuels scolaires (israéliens) avaient tendance à décrire les actes des Arabes comme hostiles, déviants, cruels, immoraux, injustes, posés avec l'intention de nuire aux Juifs et de détruire l'Etat d'Israël. Dans ce cadre général, les Arabes y étaient délégitimés par le recours à des qualificatifs tels que "voleurs", "assoiffés de sang" et "assassins". Le professeur Bar-Tal précise enfin que les révisions des programmes intervenues, au fil des années, dans un sens positif, sont des plus modestes* " .

Tout cela explique fort bien que l'expression même de " peuple palestinien ", peuple dont l'indépendance était pourtant prévue depuis 1947 par l'ONU, fut exclue du vocabulaire et de la pensée des Israéliens jusqu'à une date récente.

Bien entendu, dans une telle situation de servitude, les comportements des non-Juifs vis-à-vis des maîtres du pays ne peuvent être que fort divergents. Pour les uns, tributaires de leurs intérêts immédiats, c'est la collaboration plus ou moins affirmée ; pour les autres, ayant quelque fierté et souci de justice, l'opposition franche ; pour d'autres enfin, percevant particulièrement la disparité des forces antagonistes, l'attentisme et la désespérance.

On peut ajouter que tous ces non-Juifs, surveillés en permanence par des experts spécialement chargés de cette tâche, sont des suspects et des ennemis potentiels aux yeux de la grande majorité des Israéliens. Le gouvernement n'a pas hésité d'ailleurs à réprimer brutalement leurs manifestations pacifiques en octobre 2000 lors de la seconde Intifada : treize personnes furent tuées par balles lors de ce pogrom anti-Arabes.

Fait notable, avec ces nouveaux événements dramatiques pour leur communauté, nombre de ces Arabes israéliens, à l'opinion jusqu'ici mal assurée, sont parvenus à mieux comprendre la malignité de l'idéologie qui les maintient en servitude, eux et leurs frères des territoires occupés. Certains d'entre eux ne se considèrent-ils pas désormais " Palestiniens d'Israël " ?

Dans les territoires occupés

Si l'apartheid régnant dans les frontières d'Israël et les territoires annexés est assez sophistiqué, l'apartheid des territoires occupés est beaucoup moins civilisé. Tout en relevant d'un plan établi avec soin, ses manifestations sont plus brutales et sommaires.

Ainsi, par exemple, on constate que :

- les villages arabes, isolés par les Israéliens et leurs colonies, forment, à l'image de l'ancienne Afrique du Sud (avec ses bantoustans), de véritables enclaves où toute organisation des habitants dans quelque domaine que ce soit : agriculture, commerce, enseignement, santé... est extrêmement difficile ou impossible. Ceci est permis grâce à des routes dites de " contournement ", toutes établies sur de nouvelles terres confisquées, qui assurent la séparation entre les colonies israéliennes et les villes, villages et camps palestiniens, ces routes formant un réseau qui, pour l'essentiel, n'est accessible qu'aux seuls colons juifs ;
- les 2,5 millions de Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ne peuvent pas entrer dans Jérusalem depuis le 30 mars 1993 ;
- en 1998, alors qu'il n'y avait plus un seul Palestinien dans la partie juive de Jérusalem, 170 000 Juifs résidaient dans sa partie arabe. Ce nombre a depuis augmenté notablement avec l'implantation quotidienne de nouvelles habitations ;
- dans la bande de Gaza, 5 000 colons juifs possèdent de confortables villas tandis que 700 000 Palestiniens vivent le plus souvent dans des taudis et travaillent comme journaliers chez les colons ou partent vendre leur force de travail en Israël.

Et comment ne pas parler du " **bouclage** ", cette invention machiavélique des sionistes depuis 1967, pour " gérer, par l'intermédiaire d'un permis, la circulation des personnes et des biens dans les territoires occupés (Gaza, Cisjordanie et Jérusalem-Est) ". Selon sa rigueur, ce bouclage revêt trois niveaux : le " général ", niveau le moins restrictif, le " strict ", et le " total ". Ces deux derniers sont institués pour des périodes variables en fonction des raisons évoquées : par exemple, de septembre 1993 à juin 1996 il y eut 100 jours de bouclage " strict " et 200 jours de bouclage " total ".

Que dire de la torture légalisée et réglementée, fait unique dans l'Histoire actuelle des nations, par la Justice israélienne et appliquée couramment sur les Arabes jusqu'à une date récente par le Shin Beth, le Service de sécurité intérieure d'Israël. Cette torture a fait dire au philosophe israélien Y. Leibowitz : *" Israël compte aujourd'hui parmi les États les plus barbares du monde : torturer, c'est un acte de barbarie primitive... Dans un État où on légalise la torture, moi, je dis sans ambages : "judéo-nazi" "*

À noter que c'est Moshe Landau, président du tribunal qui avait jugé Eichmann, qui, en tant que président de la Cour suprême israélienne, légalisa la torture. Ce n'est qu'en septembre 1999 que cette même Cour suprême a, sous les pressions réitérées du Comité des Nations Unies contre la torture, consenti à la condamner (sans toutefois la rendre illégale, cette décision ne pouvant procéder que d'une loi nouvelle).

Selon le centre israélien des droits de l'homme Betsalem il s'agit de *" pressions physiques modérées : coups, secousses violentes (c'est le Shabeh), privations de sommeil, ligotage dans des positions douloureuses (c'est le Qambaz), expositions au froid, écartèlement des bras jusqu'à une douleur intense (c'est le Qas'al-Tawleh), humiliations et menaces diverses "*.

De son côté, Amnesty international (dans son rapport de 1991) décrit ainsi cette torture : *" Les méthodes systématiquement utilisées comprennent : le port de cagoules faites de sacs crasseux, parfois humides, pouvant empêcher le détenu de respirer, la privation de nourriture et de sommeil pendant la détention à l'isolement, le port prolongé de menottes en plastique ou en métal, le maintien du détenu dans des positions inconfortables (une pratique appelée le shabah), l'internement dans des cellules minuscules et obscures appelées "placards" ou "cercueils" ou dans de petites cellules glaciales appelées "réfrigérateurs", les coups sur tout le corps, souvent violents, visant parfois les organes génitaux, les brûlures de cigarettes, l'interdiction prolongée pour le détenu de se rendre aux toilettes, les insultes et menaces de toutes sortes, enfin le harcèlement sexuel dont sont surtout victimes les femmes "*

En 1996, le rapport d'Amnesty signale notamment que quarante-neuf Palestiniens ont été abattus par les forces israéliennes dans des circonstances évoquant parfois des *exécutions extrajudiciaires*.

Quant à Betsalem, dans son rapport de mai 1998, il précise qu'Israël arrête chaque année entre 1000 et 1500 Palestiniens *" soupçonnés d'activités hostiles "* dont 80 % sont questionnés avec violence, au motif qu'ils représentent *" une menace imminente "*. *" On a torturé beaucoup d'innocents pour soi-disant 100 % de sécurité "* écrit par ailleurs le chroniqueur judiciaire Moshe Negbi.

Que dire également du bilan de la première Intifada, cette révolte qui dura six ans à partir de décembre 1987 où 1500 Palestiniens (dont 233 de moins de dix-sept ans) furent tués, 20000 furent blessés, 15 000 faits prisonniers lors de gigantesques opérations de police. (*Le Monde " Dossiers et documents 1997*) ? Que dire à ce propos de la recommandation faite alors aux militaires par Yitzhak Rabin, alors général en chef (avant de devenir Premier ministre), *" de casser les bras des enfants lanceurs de pierres " ?*

Que dire aussi du bilan de la seconde Intifada où les trois premiers mois ont fait près de trois cents morts et une dizaine de milliers de blessés, le quart d'entre eux, atteints à la tête ou au thorax par les balles israéliennes, restant à jamais de grands mutilés ?

L'apartheid qui a régné pendant des siècles aux États-Unis, en Afrique du Sud, en Australie et ailleurs s'est évanoui relativement facilement en quelques dizaines années : il n'était porté que par une tradition " primitive "... Il en va tout autrement avec l'apartheid israélien dont la malignité est spécifique. Basé sur une idéologie faite de données mythiques et raciales faisant partie intégrante du judaïsme, se complétant et se perfectionnant avec le temps et une application diabolique, il représente une donnée non contingente mais constitutive de l'État d'Israël avec son appareil religieux d'État, État ethnocratique où le pouvoir n'appartient, et ne peut appartenir, qu'à une seule catégorie de personnes.

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

12 - LE SIONISME : TROISIÈME GRANDE IDÉOLOGIE (OU UTOPIE) DU XX^e siècle

À côté des deux grandes idéologies qui ont marqué le XX^e siècle, communisme et nazisme, c'est une grave erreur que de méconnaître le sionisme, d'autant plus que, contrairement aux précédentes, il n'est pas éteint et continue son expansion naturelle et que ses méfaits présents et passés pourraient bien être légers par rapport à ceux qui sont largement prévisibles.

Si le bilan des terribles manifestations du communisme et du nazisme est loin d'être achevé - il n'est même qu'à peine amorcé pour le communisme - on peut néanmoins l'apprécier approximativement en chiffres de mortalité : quelque 100 millions de morts (en 72 ans) pour le communisme, quelque 15 millions (en 12 ans) pour le nazisme. En ce qui concerne le sionisme, le jugement collectif est par contre terriblement déficient. Certes, cette idéologie inventée à la fin du XIX^e siècle et qui n'a cessé de monter en puissance n'a jamais engendré (sauf en quelques occasions) et n'aboutira sans doute jamais à des horreurs semblables aux précédentes, mais il n'en est pas moins vrai que le sionisme a depuis cinquante ans engendré quatre guerres locales, des exactions sans nombre et qu'il est porteur, par son contenu militariste unique au monde, de puissants germes d'un affrontement guerrier qui pourrait fort bien être dramatique non seulement pour les Juifs et les Palestiniens mais pour bien d'autres populations. Bénéficiant d'une habileté dialectique incomparable près de laquelle celle des communistes et des nazis était fort élémentaire, subjuguant ou neutralisant par le Verbe les dirigeants occidentaux directement concernés, sa malignité reste manifestement méconnue du grand nombre.

L'aide inconsciente des Nations Unies a favorisé le développement du sionisme.

Contrairement à ce qui s'est passé avec le nazisme et le communisme, le sionisme n'a pas été seulement le fait d'un inventeur et d'un groupe d'activistes. Dans sa manifestation majeure, l'État d'Israël, c'est aussi le fait de l'ONU se laissant aller, exemple absolument unique et qui sans nul doute le restera, à créer ex nihilo en 1947, ce nouvel État - un État-ghetto à l'échelle d'une Région - au mépris de l'ensemble des populations qui, dans la continuité des générations, y vivaient antérieurement.

Certes, tous les motifs qui ont guidé les Nations Unies en créant l'État d'Israël n'étaient pas impurs, après les souffrances infligées aux Juifs européens par l'Allemagne nazie ou les exactions subies à de multiples reprises dans divers pays. On peut même dire que leur intention d'apporter la sécurité aux Juifs était parfaitement louable en soi mais, terrible ironie du sort, en cédant à une émotion légitime au mépris de la justice la plus élémentaire, en négligeant la réflexion juive formellement opposée depuis quelque quatre-vingts ans à toute aventure territoriale pour le judaïsme, elles ont créé un État qui, par nature, est voué perpétuellement à l'insécurité intérieure et extérieure, est incapable d'apporter aux Juifs cette sécurité recherchée, à juste titre, comme le bien le plus précieux, tandis qu'il est entraîné parallèlement à une agressivité progressivement croissante. Avoir négligé la population autochtone au prix d'une injustice caractérisée et avoir méconnu ce que recelait en malignité l'idéologie sioniste (ignorance très analogue à celle qui prévalut longtemps en Occident quant aux idéologies communiste et hitlérienne) explique

manifestement leur maladresse insigne et leur dramatique erreur. Fait aggravant : cette création est celle d'un État " juif " aussi absurde dans son principe théocratique, aussi désastreux dans sa réalisation, que celle d'un État islamique ou d'un État chrétien

Des intentions louables ont entraîné deux populations en enfer... L'enfer n'en est-il pas pavé ?

C'est dire que les Nations Unies (notamment les États-Unis et la France), d'abord par leur malheureuse initiative de 1947 sous la pression d'un puissant lobby, ensuite par leur incapacité à faire respecter depuis lors leurs propres résolutions visant à réduire les méfaits d'Israël, portent dans le développement du sionisme sur le terrain une écrasante responsabilité.

Il ne fait aucun doute aujourd'hui que, si les délégués de l'ONU avaient mieux connu l'idéologie sioniste telle qu'elle était exposée simplement dans les écrits des fondateurs, (on peut rappeler, à ce propos, que le programme nazi fut librement et largement exposé dans *Mein Kampf* sans que le monde ne s'en soucie), s'ils avaient réfléchi quelque peu à la malignité potentielle d'un État théocratique, ou s'ils avaient tenu compte de la malheureuse expérience de la Grande-Bretagne pendant son Mandat sur la Palestine à partir de 1922 - ils auraient été mieux armés pour résister au lobby porteur de cette doctrine et ne se seraient pas laissés circonvenir par lui. Rappelons que le Royaume-Uni, après avoir favorisé initialement le sionisme (notamment avec la déclaration Balfour) l'a combattu à partir d'une certaine période après en avoir été une singulière victime. Rappelons également que si le Royaume-Uni n'eut pas, en définitive, le courage de voter contre la création de l'État d'Israël en 1947, on sait au moins qu'il mit les autres nations en garde contre l'immense danger qui s'annonçait, qu'il s'abstint d'apporter sa voix à une entreprise qu'il jugeait inconsidérée et qu'il refusa de participer à la mise en place du projet retenu par l'ONU.

L'idéologie sioniste est destinée à s'évanouir et son entreprise territoriale israélienne à échouer...

À l'instar du communisme et du nazisme, le sionisme est une utopie reposant sur une idée aberrante, en la circonstance le mythe de la *Terre promise*, avec comme objectif final, à la fois monstrueux et dérisoire, celui de réaliser un État spécifiquement juif pour les Juifs. Certes, il y a un " monde juif " et des " populations juives " mais nous savons aujourd'hui qu'il ne peut y avoir de " nation juive ", de " race juive " voire de " peuple juif " car il est évident qu'il n'y a pas un élément spirituel ou culturel qui soit une valeur commune à ceux qui pourtant se disent juifs. Nous voyons aussi qu'Israël, dans une contradiction insurmontable, est acculé simultanément (faute de pouvoir faire autrement sous le regard des nations) à admettre en son sein des populations non-juives et à rejeter par son idéologie fondatrice ces populations de seconde zone. Les succès et réalisations spectaculaires de l'État d'Israël d'aujourd'hui et de demain, voire ses triomphes dans de nombreux domaines et la fuite en avant continue à laquelle il se voue avec fébrilité, ne peuvent occulter cette donnée incontournable : ces populations étrangères, " inférieures ", méprisées voire détestées, resteront à jamais son tendon d'Achille tandis que le judaïsme, gangrené par le nationalisme, est entré - comme le pensent nombre de Juifs - dans la crise la plus dramatique de son histoire.

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

13 - LES PARTIS et MOUVEMENTS ISRAÉLIENS NATIONALISTES et RACISTES

À noter tout d'abord que les partis d'Israël - y compris les partis de gauche - se réclament tous du sionisme, à l'exception du parti communisme et des petits partis arabes.

Les principaux partis ou mouvements où fleurit le racisme anti-arabe sont les suivants :

ceux de la droite israélienne :

- **le Likoud**, parti laïque qui, pour arriver au pouvoir en 1996, s'est allié au mouvement Geshet et aux partis religieux ultra orthodoxes, tous partisans du Grand Israël. Il comporte une aile ultra nationaliste et fanatique.

- **les partis russes**

ceux de l'extrême droite israélienne :

les partis religieux :

- **le Shass** (composé de séfarades gardiens de la Torah),

- **Agoudat Israël** (Le Rassemblement d'Israël),

- **Deguel Hatorah** (Le Drapeau de la Torah),

- **le Mafdal** (le Parti National Religieux).

Ces 4 partis d'extrême droite - sous la domination des rabbins - sont ultra orthodoxes et ultranationalistes. Pour eux, la colonisation de tous les territoires occupés est un impératif religieux et sacré dans la perspective du Grand Israël dépourvu de non-Juifs.

Divers mouvements ont également pour but la main mise juive sur toute la Palestine. On peut citer notamment :

- **le mouvement Kach** ("C'est ainsi"). Fondé en 1971 par le rabbin américain Meir Kahana, il vise explicitement " l'expulsion de tous les Arabes du Grand Israël " pour que la Terre sainte soit débarrassée de toute " souillure étrangère ". Kahana a été assassiné en 1989. Son mouvement a été interdit en 1994, mais il poursuit néanmoins son activité au grand jour. Son idéologie raciste caractérisée, et revendiquée avec force dans un discours féroce anti-"non-Juifs", se retrouve semblable dans :

- **le mouvement Tehiya** où sont présents de nombreux immigrants issus de l'Union soviétique

- **le mouvement Modelet,**

- **le mouvement Tzomet** (le Renouveau sioniste),

- **Gouch Emounim** ("le Bloc de la foi"). Ce mouvement idéologique encadré par de nombreux rabbins est particulièrement agressif. Parfaitement organisés en milices, puissamment armés et fanatiques, ses partisans ne se laissent arrêter, ni par les risques d'affrontements avec les Arabes qu'ils se plaisent à agresser, ni par la loi (à leurs yeux la loi humaine est sans valeur par rapport à la loi divine qui exige la possession par les Juifs de toute la Palestine), ni par les décisions éventuelles du gouvernement israélien. En son sein se sont formés de nombreux petits groupes

d'individus particulièrement violents se consacrant à des actions terroristes caractérisées. Ceux de la grande colonie de Kyriat Arba qui domine la ville arabe d'Hébron, par exemple, font chaque semaine une expédition punitive dans un quartier différent de la ville en s'en prenant aux voitures, aux vitrines et aux habitants. Il en est ainsi dans bien d'autres villes : Rammah, El Bireh, Naplouse... À plusieurs reprises il y eut mort de musulmans. Deux idées maîtresses l'animent. La première : les temps messianiques ont commencé avec la création de l'État d'Israël en 1947 et la libération de la Judée-Samarie en 1967. La seconde : l'arrivée finale du Messie et la rédemption qui l'accompagne pour les Juifs ne pourra intervenir que lorsque le peuple juif sera en possession de toute " sa " terre.

Pour la plupart des membres de ces partis ou mouvements c'est l'Arabe qui est devenu l'ennemi à combattre. À noter qu'ils bénéficient toujours d'une grande indulgence de la part des tribunaux. L'immunité est pratiquement de règle. Comme le montre le rapport Karp de 1982, stigmatisant la banalisation de la violence anti-arabe, " la plupart des crimes et des délits ne donnent lieu à aucune poursuite judiciaire ".

La prépondérance des religieux dans les partis israéliens, et partant leur rôle politique majeur, est un bon témoin du pouvoir corrupteur exceptionnel du sionisme.

Les instances religieuses de l'Allemagne ont pu se laisser contaminer par le nazisme pendant quelques années, mais leur culpabilité a relevé essentiellement de la passivité : elles n'ont été que rarement des supporters actifs du nazisme. Ici, phénomène très différent, ce sont les religieux d'Israël et d'ailleurs qui, dans leur grande majorité, se sont révélés, depuis plus d'un demi-siècle, par leur activisme, être les supporters les plus zélés de l'idéologie sioniste avec son racisme anti-"non-juif" et les plus ardents défenseurs de ses actions criminelles.

C'est dire qu'il ne faut pas être surpris que les Organisations israéliennes pour les droits de l'homme n'aient pas échappé elles-mêmes à ce pouvoir de corruption. En effet, la plupart de ces organisations :

- acceptent sans protester les différentes lois édifiées par l'État qui fondent une citoyenneté de seconde zone et un rigoureux et humiliant apartheid
- se sont absoutes de la responsabilité des pertes subies par les réfugiés dépossédés par l'État " au nom du peuple juif " de leurs maisons et de leurs terres
- acceptent l'annexion du Golan et de Jérusalem
- dénie le droit au retour des Palestiniens
- ne demandent même pas la fin de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza.

-----***Pour revenir au sommaire,***
cliquez [ici](#)

14 - EXPULSÉS, DÉPORTÉS et RÉFUGIÉS

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a recensé, au 30 juin 1999, 3,6 millions de réfugiés palestiniens, auxquels s'ajoutent plusieurs centaines de milliers de personnes de Cisjordanie et de Gaza

déplacées pour la plupart vers la Jordanie en 1967. 59 camps sont répertoriés. Enfin il existe plusieurs centaines de milliers de réfugiés non recensés.

À l'occasion des diverses guerres ayant ensanglanté la Palestine depuis la création de l'État d'Israël (guerre judéo-palestinienne de 1947-48, guerres israélo-arabes de 1967 et de 1973, guerre du Liban de 1982), les Palestiniens ont connu en effet plusieurs vagues d'exil.

Dans la plupart des guerres - comme celles que la France a bien connues - la motivation essentielle de la quasi-totalité des réfugiés est la peur devant les combats ou devant la perspective de rester en territoire ennemi et, pour une très petite minorité, la volonté d'entrer " en résistance " pour préparer la revanche. **Mais, dans ces conflits issus de l'idéologie sioniste, s'ajoute une donnée nouvelle et spécifique : la volonté délibérée de ses tenants de faire un État réservé à une population déterminée, les Juifs.**

C'est ainsi, dans la circonstance, que quelques questions particulières se posent :

1 - Y a-t-il eu un plan d'expulsion systématique des Palestiniens de la part des dirigeants sionistes ?

2 - Y a-t-il eu déportation organisée des populations ?

3 - Y a-t-il eu pressions des sionistes pour que les Palestiniens quittent en masse leur pays ?

4 - Les Palestiniens sont-ils partis sur la demande des nations arabes de voisinage dans la perspective de revenir ultérieurement en vainqueurs ?

Globalement, on peut dire tout d'abord, d'après le compte-rendu de Moshe Sasson, adjoint du Chef du Département arabe des services de renseignements de Tsahal de juin 1948, compte-rendu qui semble représenter une référence valable, que la fuite vers l'exil à la suite d'attaques sionistes ou par peur de nouvelles attaques a concerné 70 % des Palestiniens.

Pour l'historien israélien Tom Segev, ce sont ainsi 400 000 " unités de logement " qui ont changé de mains, ce qui signifie sans doute bien plus que les 800 000

Palestiniens reconnus de la guerre de 1948 (auxquels s'ajouteront 440 000 autres lors de la guerre de 1967). En ce qui concerne les biens abandonnés, Greilsammer écrit " *qu'il s'agissait de millions de dounams, de dizaines de milliers de maisons, et de biens estimés à des milliards de dollars d'aujourd'hui*".

Pour Ilan Pappé, un *nouvel historien*, dans *The Making of the arab-Israeli Conflict 1947-1951*, il ne fait aucun doute que les dirigeants du Yichouv (la communauté juive de Palestine) ont bien mis en œuvre un plan d'expulsion des Arabes hors des territoires. Le Plan Dalet de l'état-major sioniste notamment, prévu pour être mis en place au départ des Britanniques de Palestine et qui fut appliqué en fait dès le début de 1948, comportait l'évacuation des civils et des opérations d'expulsion au besoin *manu militari* en direction de la frontière la plus proche.

" *Alors que les expulsions forcées avaient été rares pendant les premiers mois de la guerre cette pratique devint plus systématique au cours de l'été 1948 afin de réaliser une continuité territoriale "purement juive"*" nous dit Alain Dieckhoff .

Dans les rares archives israéliennes encore accessibles sur le sujet, les historiens ont retrouvé des ordres caractérisés d'expulsion, tel celui d'Itzhak Rabin alors lieutenant-colonel concernant la ville de Lydda (70 000 habitants), reconnu dans ses mémoires et ainsi rédigé : " *Les habitants de Lydda doivent être expulsés rapidement sans prêter attention à leur âge* " ou ceux concernant les importantes agglomérations de Ramleh (30 000 habitants) et de Mjdlet où la population arabe fut, ou contrainte par

les bataillons israéliens de vider les lieux, ou embarquée à froid sur des camions en direction de Gaza. On sait aussi qu'en octobre-novembre 1948 ce sont de 100 000 à 150 000 Palestiniens qui furent expulsés et jetés sur les routes de l'exil lors d'attaques menées en Galilée et dans le Néguev.

Si l'existence d'un plan concerté au plus haut niveau de l'Organisation sioniste pour éliminer la population non juive de la Palestine est soutenue par certains historiens juifs modernes, cette donnée est néanmoins contestée par d'autres. Tel est le cas de Benny Morris dans *The Birth of the Palestinian Refugee Problem 1947-1949*.

L'historien conteste tout plan d'expulsion globale et systématique : pour lui sur 369 localités arabes abandonnées, 40 seulement ont été délibérément vidées de leur population par l'armée israélienne. Par contre, il contredit et rejette avec force arguments la thèse officielle israélienne selon laquelle les Palestiniens seraient partis de leur plein gré ou à l'appel radiophonique de la Ligue arabe. Pour lui et pour les nouveaux historiens, les Arabes de Palestine ont quitté leurs villes et villages, avant tout sous la contrainte des forces sionistes, en raison des pillages et des atrocités destinés plus ou moins volontairement à créer la panique : les prétendus appels des États arabes et de leurs radios invitant les Palestiniens à quitter leur pays sont de purs mensonges. Il affirme avec force : *" Il n'y a pas eu d'ordre arabe demandant aux Palestiniens de quitter la Palestine "*.

Si les dirigeants sionistes, de 1947 et d'avant cette date, n'ont sans doute pas élaboré un plan général pour éliminer tous les Arabes de Palestine - l'unanimité n'existe d'ailleurs guère dans les communautés juives - on peut affirmer par contre qu'il y a bien eu des plans partiels tel le " plan D " de la Haganah visant à expulser tous les habitants d'une zone précise en préparation de l'attaque arabe prévue. On peut affirmer, aussi et surtout, qu'il y a eu depuis le début de l'aventure sioniste un climat tendant à préparer cette " élimination " et que nombre de responsables sionistes avaient bien eu cette volonté de voir procéder à des " transferts " plus ou moins forcés, avaient réfléchi sérieusement aux modalités pratiques d'exécution et imaginé les solutions les plus efficaces. Pour Uri Ben Eliezer, comme le rapporte Greilsammer , *" il y avait la volonté d'expulser, il y avait une idéologie, il y avait une connivence non écrite entre la direction politique et les militaires et pour cela un ordre explicite n'était pas nécessaire. L'ordre tacite d'expulser n'est que la partie visible de l'iceberg, le reflet d'une culture politique datant d'avant 1948 selon laquelle le départ des Arabes de Palestine allait de soi, était normal et inévitable "*.

Les moyens et des méthodes mis en œuvre en 1948, pour terroriser les Palestiniens et les déporter, n'ont pas été sans créer chez certains Juifs une grave crise de conscience. Ahara Zisling, ministre de l'agriculture pouvait déclarer : *" Maintenant, les Juifs aussi se conduisent comme des nazis, et mon être entier en est ébranlé "*. Selon les nouveaux historiens : *" il ne fallait pas le dire, il ne fallait pas l'écrire, il fallait le faire "...* On sait qu'il s'agit d'une tactique banale des Israéliens, appliquée depuis toujours notamment aux armements et à la bombe atomique.

Il faut d'ailleurs savoir à ce propos que, bien avant la création de l'État d'Israël, il existait des **"Commissions de transfert"** des populations non juives, commissions qui, nous dit encore Greilsammer, devaient agir *" comme une sorte de lobby auprès du gouvernement et organiser elles-mêmes la destruction de villages abandonnés "*. Elles avaient aussi pour but affiché *" de faire en sorte que les Arabes qui avaient fui ne puissent pas revenir sur leurs domaines "*.

Les textes qui témoignent de cette ferme volonté de récupérer tout le territoire de la Palestine pour les Juifs sont multiples et parfaitement explicites. Et, comme on peut s'en rendre compte, ils ne sont pas tous dépourvus d'un certain cynisme !

Dès 1895, Theodor Herzl note dans son Journal du 18 juin : " *Nous tenterons d'encourager la population misérable à passer la frontière en lui procurant de l'emploi dans les pays de passage, tout en lui refusant tout travail dans notre pays. Le double processus d'expropriation et de déplacement doit être mené de façon à la fois prudente et discrète. Que les propriétaires fonciers s'imaginent qu'ils nous roulent et nous vendent leurs biens à des prix exagérés ; nous, pour notre part, ne leur revendrons rien* ".

Israël Zandwill, écrivain juif de Grande-Bretagne et porte-parole du mouvement sioniste écrit en 1905 : " *Si nous voulons donner un pays à un peuple sans pays, il serait absolument fou de lui permettre d'être le pays de deux peuples. Cela ne peut que créer des problèmes. Les juifs souffriraient, et nos voisins aussi. De deux choses l'une : il faut trouver un autre lieu, soit pour les juifs, soit pour leurs voisins* ".

Et en 1920 : " *Nous ne pouvons pas permettre aux Arabes de se mettre en travers d'une entreprise de reconstruction historique aussi précieuse. Aussi devons-nous les convaincre gentiment de "prendre la piste". Après tout ils ont l'Arabie avec ses millions de kilomètres carrés, ils n'ont aucune raison de s'accrocher à ces quelques kilomètres carrés. Plier leur tente et disparaître en silence est leur habitude : qu'ils la mettent donc maintenant en pratique* ".

Moshe Beilinson, écrivain et proche collaborateur de Ben Gourion, écrit de même en 1929 : " *Il y a une différence fondamentale et décisive entre la situation des Arabes en tant que nation et celle des Juifs en tant que nation. Les Arabes, du point de vue national, n'ont pas besoin de la Palestine. Ils sont liés à d'autres centres. Là, en Syrie, en Irak, dans la péninsule arabique, gît la patrie des Arabes. Nous ne sommes pas responsables du fait que tel individu est né à tel endroit, et non pas quelques kilomètres plus loin* ".

En 1937, Bonné, directeur d'un Institut au Fonds national juif, lors d'une réunion du "**Comité du transfert**" peut dire : " *Les arguments pour ou contre le caractère obligatoire du transfert doivent être énoncés en détail. Il est vital de ne pas renoncer trop facilement à la proposition de "coercition" qui a originellement été suggérée, non par les juifs, mais par les Anglais* ".

" *Je suis convaincu, dit de son côté Shmuel Zukhovitsky, spécialiste des questions agricoles, lors d'une réunion de l'exécutif de l'Agence juive, qu'il sera tout à fait impossible d'accomplir le transfert sans coercition. Je ne vois dans cette mesure rien d'immoral. Je veux aider les juifs à rejoindre l'état juif et je veux aider les Arabes à rejoindre l'État arabe* ".

À la même réunion de 1938, Menahem Ussishkin : " *Si vous me demandez s'il est moral de déplacer 60 000 familles de leur lieu de résidence et de les transférer ailleurs, je dirai que c'est moral... Je suis prêt à aller défendre la moralité de la chose devant le Tout-Puissant et devant la Société des Nations... Il n'y a pas que le gouvernement britannique qui puisse procéder au déplacement forcé et, à cet effet, deux choses sont nécessaires : de la poigne anglaise et de l'argent juif* ".

Tandis que pour David Remez, Président du Comité national, secrétaire général de la Histradout à la même époque : " *Il y a des choses délicates dont il n'est pas facile de parler. Néanmoins nous devons dire ces choses en dépit du risque que cela*

comporte. Nous devons avoir la force de confisquer des terres dans l'État juif pour le développement et la mise en œuvre du plan de colonisation qui est à la base de la structure tout entière ".

Quant au directeur du "Fonds national juif", Yosef Weitz, il écrivait en 1940 : *" Il n'y a pas de place pour deux peuples dans ce pays. Si les Arabes le quittent, cela nous suffira [...] sinon il n'existe pas d'autre moyen que de les déplacer tous ; il ne faut pas laisser un seul village, une seule tribu. Il faut expliquer à Roosevelt, et à tous les chefs d'États amis, que la terre d'Israël n'est pas trop petite si tous les Arabes s'en vont, et si les frontières sont un peu repoussées vers le Nord, le long du Litani, et vers l'Est, sur les hauteurs du Golan ".*

Et en 1941 : *" Pendant tout le voyage, mes réflexions tournaient autour de ce plan auquel nous pensons depuis des années. Le plan d'évacuation du pays à notre profit, je connais les difficultés... mais c'est seulement du transfert des populations que le salut viendra. Il n'y a pas de place pour nous avec nos voisins. Le développement est un processus trop lent. Ils sont trop nombreux et trop enracinés. La seule manière, c'est de les éradiquer, d'arracher leurs racines ".*

En 1947, Yosef Weitz écrit encore dans son Journal : *" J'ai dressé la liste des villages arabes qui doivent être nettoyés afin d'homogénéiser les zones juives ".*

Dans ses écrits, Baruch Kimmerling, professeur de l'Université de Jérusalem, rapporte aussi, nous dit Joseph Algazy, les propos du premier président de l'État d'Israël Haïm Weizmann selon lequel le vrai *" miracle "* lors de la guerre de 1948 n'avait pas été la victoire juive, mais le *" nettoyage "* du pays par l'éviction des Arabes. *" Tout le monde le savait, mais ce sujet a toujours figuré parmi les tabous de l'historiographie israélienne ".* Et Kimmerling d'ajouter : *" Historiens et sociologues, tous ceux qui font ce que l'on exige d'eux - fournir au peuple une histoire partielle, préfabriquée, déformée, fondée sur des mythes, abusent de leur fonction de scientifiques comme de leur fonction intellectuelle ".*

Dans le grand journal israélien *Yediot Aharonoth* du 14 juillet 1972, Yoram Ben Porath rappelle avec force l'objectif à atteindre : *" C'est le devoir des dirigeants israéliens d'expliquer clairement et courageusement à l'opinion un certain nombre de faits que le temps fait oublier. Le premier de ceux-ci, c'est le fait qu'il n'y a pas de sionisme, de colonisation, d'État juif, sans l'éviction des Arabes et l'expropriation de leurs terres ".*

Ben Gourion, qui fut sans doute le plus grand théoricien et praticien des *transferts* massifs de populations arabes, considérait d'ailleurs le transfert comme *" une idée humaniste et sioniste importante "*. En effet, pour lui, le transfert permettait de donner des terres nouvelles à la fois aux Juifs (venant en Palestine) et aux Arabes (transférés en Jordanie, en Syrie, ou en Irak). On peut noter, à ce propos, que le transfert des Arabes figurait dans le programme du Labour Party britannique en 1944.

Rehavam Zeevi (ministre dans le gouvernement Shamir en 1983) n'hésite pas, quant à lui, à demander le *transfert* de tous les Palestiniens de Samarie et de Judée vers d'autres terres arabes au motif que Staline et les Polonais ont pratiqué ainsi en Poméranie, en Silésie, en Prusse en 1945 sans que le monde réagisse.

Favoriser le départ des populations arabes de Palestine en exploitant leur faiblesse ou organiser méthodiquement leur irréversible *transfert* à l'occasion des diverses guerres qui ont ensanglanté la Palestine a manifestement été une préoccupation majeure et quotidienne de nombreux sionistes depuis le début de leur entreprise,

mais surtout, bien entendu, depuis 1947 et la création de l'État d'Israël. Si le *transfert* des Arabes n'est plus actuellement que dans le programme politique de l'extrême droite israélienne, il n'en reste pas moins que tous les gouvernements qui se sont succédé ont eu comme objectif prioritaire cette purification ethnique absolument nécessaire au but final à atteindre : "un État juif pour les (seuls) Juifs" et qu'en l'année 2000, 60 % des Juifs israéliens, nous disent les sondages, sont partisans du transfert !

Comme le montrent les statistiques, la réussite de ce plan, élaboré avec soin et mis en œuvre avec une persévérance sans faille, est incontestable et spectaculaire : une population de plusieurs millions de personnes a perdu sa place et ses biens au profit exclusif d'une autre population choisie sur un critère racial.

Néanmoins, quelques "grains de sable" enrayent la machine infernale : désormais il y aura toujours des non-Juifs en Israël - à moins que la "folie" se donne libre cours et que l'abdication de l'ONU se perpétue, ce qui n'est pas totalement exclu - tandis que l'utopie sioniste dévoile progressivement sa malignité foncière à un nombre croissant de personnes et que le doute rongé ses supporters.

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

15 - SIONISME ET ANTISIONISME CHEZ LES JUIFS

Deux périodes sont schématiquement à distinguer :

- 1900-1947 : avant la création de l'État d'Israël,
- 1947-2000 : depuis cette création.

1) - Avant 1947 et la création de l'État d'Israël, les partisans du sionisme sont très minoritaires

À cette époque, les Juifs pour une proportion fort importante d'entre eux sont parfaitement assimilés dans les nombreux pays où ils vivent, pays d'Europe notamment tels la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni... Ces Juifs sont d'abord Français, Allemands, Anglais avant d'être juifs : leur patrie est celle qui les a vus naître, grandir, accomplir leur service militaire, exercer leur profession, faire la guerre avec ferveur patriotique comme soldats ou officiers. La culture, l'histoire de ces pays est leur culture et leur histoire. Ce sont des Français juifs, des Allemands juifs, des Anglais juifs comme il y a des Français catholiques, des Allemands protestants, des Anglais agnostiques. En dehors de l'agriculture il y a des Juifs - on disait plutôt des israélites - dans toutes les professions, y compris dans l'armée.

C'est dire, à ce propos, qu'il était absolument inconcevable pour les Juifs allemands, particulièrement bien intégrés, de penser que les nazis étaient susceptibles de les exterminer. Beaucoup payèrent de leur vie leur attachement à la patrie allemande. Quant à Marc Bloch, historien torturé et fusillé par la Gestapo en 1944, il pouvait crier son amour de la France et écrire dans *L'étrange défaite* : "*La France, dont certains conspirent à m'expulser aujourd'hui et peut-être (qui sait ?) y réussiront, demeurera, quoi qu'il arrive, la patrie dont je ne saurais déraciner mon cœur. J'y suis*

né, j'ai bu aux sources de sa culture, j'ai fait mien son passé, je ne respire bien que sous son ciel, et je me suis efforcé à mon tour de la défendre de mon mieux ". Chez un grand nombre de Juifs éloignés de leur religion, la notion raciale issue de la loi rabbinique suivant laquelle les femmes transmettent à leur descendance le caractère de juif s'est elle-même estompée dans les esprits au point d'être totalement négligée.

S'appuyant sur la dimension universaliste et spirituelle du Judaïsme présente dans la Torah et dans divers autres textes, l'opposition juive au sionisme - née d'abord chez les croyants - s'est manifestée dès l'apparition de l'entreprise sioniste et n'a jamais cessé jusqu'à la guerre de 1939-1945. La plupart de ces juifs refusèrent l'émigration en Palestine. De multiples données historiques, de multiples textes émanant de religieux, de laïcs ou d'historiens juifs en font foi.

Citons par exemple :

- la motion votée, sur la proposition du rabbin Isaac Meyer Wise, lors de la Conférence des Rabbins américains à Montréal en 1897 : *" Nous désapprouvons totalement toute initiative visant à la création d'un État juif. Des tentatives de ce genre mettent en évidence une conception erronée de la mission d'Israël que les prophètes juifs furent les premiers à proclamer. Nous affirmons que l'objectif du judaïsme n'est ni politique, ni national, mais spirituel. Il vise une époque messianique où tous les hommes reconnaîtront appartenir à une seule grande communauté pour l'établissement du Royaume de Dieu sur la terre "*.

- les propos du Baron de Rothschild à qui Théodor Herzl était venu demander son soutien : *" Un état juif serait un ghetto et subirait les mêmes préjugés. L'état des Juifs, lui, serait mesquin, petit, intolérant, non libéral et orthodoxe. Il exclurait les non-Juifs et les Chrétiens "*.

- l'opposition violente à l'entreprise sioniste naissante du Bund. Cet organisme créé à la fin du XIXe siècle et rassemblant des ouvriers juifs socialistes de Russie, de Pologne et de Lituanie prône une assimilation d'ordre universaliste.

- la déclaration de Simon Wolf, le dirigeant du N'nai Brith (organisation juive structurée comme les ordres maçonniques) : *" les États-Unis sont notre maison, notre Palestine "* et il ajoutait en 1888 : *" nous n'avons d'ambition que celle de prospérer sur cette terre d'adoption, dont nous avons contribué à la croissance matérielle, sociale et intellectuelle "*. Pour lui, c'est la religion qui définit le Juif. De nombreux rabbins considéraient en effet la doctrine politique du sionisme comme *" une insulte pour le judaïsme "*. La terre de Palestine n'est qu'une terre virtuelle et symbolique : c'est la Torah qui représente le véritable monde du Juif religieux.

Voyant dans le projet colonial des sionistes une dangereuse hérésie le directeur de l'Alliance israélite écrivait : *"Chez nous, nous n'avons pas changé d'opinion sur les dangers du sionisme. Nous restons convaincu que ce mouvement aboutira à un insuccès final, et peut même à une catastrophe "*

Quant au grand rabbin Yaakon Kappel Rottblum il disait de même dans une de ses lettres : *" Le danger du sionisme c'est qu'il fait accomplir au peuple juif des péchés, des choses mauvaises en lui faisant croire qu'ainsi il accomplit la loi divine. C'est en cela que consistait le péché des habitants de Sodome : ils n'avaient pas conscience de faire le mal ; ils pensaient au contraire qu'ils s'acquittaient de leur devoir de citoyens, qu'ils accomplissaient la loi de leur pays. Tels sont les sionistes. "* Rappelons aussi que le premier congrès sioniste n'avait pu se tenir en Allemagne par suite de la protestation des rabbins

allemands. Cette idée de la création d'un État laïque leur paraissait absolument sacrilège.

- la déclaration présentée au président Wilson, pour la Conférence de la paix de 1919 par deux organisations juives américaines dirigées par des rabbins : l'UAHC (Union of American Hebrew Congregation) et le CCAR (Central Conference of American Rabbis). Après avoir dénoncé l'entreprise sioniste de sectoriser les Juifs en tant qu'unité politique et rappelé le principe d'égalité pour tous les citoyens de tous les États, la pétition mettait en garde contre le conflit entre Juifs et non-Juifs qu'entraînerait inexorablement la création d'un État juif en Palestine. Elle se terminait ainsi : *" En ce qui concerne le futur de la Palestine, notre espoir fervent est que ce qui fut un jour la "Terre promise" pour les Juifs devienne une "Terre de promesse" pour toutes les races et croyances, sauvegardée par la Société des Nations qui sera, comme il est prévu, le fruit de la Conférence de la paix, attendue avec tant d'anxiété et d'espoir. Nous demandons que la Palestine soit constituée en État libre et indépendant gouverné sous une forme démocratique, par un gouvernement reconnu, indépendamment de toute appartenance religieuse et ethnique, et avec un pouvoir adéquat pour protéger le pays contre toute oppression quelle qu'elle soit. Nous ne souhaitons pas voir la Palestine, maintenant ni jamais dans le futur, organisée comme un État juif "*

- la déclaration d'Albert Einstein en 1938 : *" La conscience que j'ai de la nature essentielle du judaïsme se heurte à l'idée d'un État juif doté de frontières, d'une armée, et d'un projet de pouvoir temporel, aussi modeste soit-il. Je crains les dommages internes que le judaïsme subira en raison du développement dans nos rangs, d'un nationalisme étroit... Devenir une nation, dans le sens politique du mot, équivaldrait à se détourner de la spiritualisation de notre communauté que nous devons au génie de nos prophètes "*

Stefan Zweig fustige, lui aussi, le sionisme promu par Theodor Herzl. Pour lui, la grandeur du peuple juif réside dans le fait qu'il n'a ni territoire, ni armée et qu'il n'existe que par sa référence à la Torah. *" Je tiens, écrit-il, les idées nationales pour dangereuses comme toutes les limitations et je vois dans le projet de réalisation du judaïsme un recul et un renoncement à sa mission la plus haute "*

Judah Magnes, président à l'Université hébraïque de Jérusalem, lors de son allocution d'ouverture à la rentrée de 1946 prend lui aussi résolument parti contre l'idéologie sioniste de plus en plus pressante : *" Nous ne pouvons pactiser avec une société où le nationalisme est devenu un credo imposé. À la lumière de notre conception universaliste de l'histoire du destin juif, et aussi parce que nous sommes préoccupés par la situation et la sécurité des juifs dans les autres parties du monde, nous ne pouvons souscrire à l'orientation politique qui domine le programme sioniste actuel, et nous ne la soutenons pas. Nous pensons que le nationalisme juif tend à créer la confusion chez nos compagnons sur leur place et leur fonction dans la société, et détourne leur attention de leur rôle historique : vivre en communauté religieuse partout où ils sont. "*

Parallèlement, de nombreuses organisations juives, notamment d'Allemagne (l'Association des rabbins), de France (l'Alliance israélite universelle), d'Autriche (l'Israelitische Allianz), l'Association de la communauté juive de Londres montrent la même opposition déterminée au sionisme, une opposition formelle toujours basée sur la vocation essentiellement spirituelle de la Torah et du judaïsme.

Par ailleurs, les Juifs religieux et les rabbins avaient des raisons supplémentaires de s'opposer à l'entreprise sioniste : d'une part, ils constataient que la grande majorité des sionistes étaient des incroyants ne respectant pas le shabbat, d'autre part ils refusaient, au nom de la Torah et de multiples textes à l'appui, qu'une terre soit gagnée et par l'argent, et par la violence préconisée par les sionistes. Dans une tradition fondamentale du judaïsme n'est-il pas dit que " *la violence commence là où finit la parole* " ? Ainsi beaucoup s'opposèrent de toutes leurs forces à l'entreprise sioniste sur le point de triompher en 1947 : " *Les sionistes impies veulent substituer le nationalisme à la Torah* " dit l'un, tandis qu'un autre, Yoël Teitelbaum, écrit : " *En tentant de précipiter la Rédemption d'Israël, Israël a commis la pire des transgressions envers la Torah. Les nazis ne sont qu'un instrument de la colère divine, le sionisme qui l'a provoquée est le véritable responsable d'Auschwitz. Son succès n'est qu'un piège de Satan* ". Pour nombre de dirigeants orthodoxes, en effet, l'entreprise sioniste n'est autre que l'œuvre antimessianique de Satan lui-même. Les deux événements intimement liés que sont la Shoah et la naissance de l'État d'Israël participent d'un seul et même processus malin : c'est l'irruption des forces du Mal. Pour les socialistes comme Gustave Kahn : " *La Jérusalem nouvelle, ce sera toute la terre, toute la terre socialiste* ". Quant au parti communiste, fondé en 1922, il pourfend le sionisme au nom de la libération de tous les Palestiniens, Juifs et Arabes. Par ailleurs, pour nombre de penseurs, en correspondance avec le message universaliste des prophètes, la " Terre promise " représente, non un morceau de terre, mais le monde moral tel qu'il se développe au cours l'Histoire...! D'autres, plus pragmatiques, tout en étant favorables à un centre spirituel en Palestine, rejettent formellement l'idée d'un État juif en raison de considérations pratiques et en premier lieu du fait de la présence arabe.

Bref, considérer la communauté juive comme une entité culturelle et spirituelle en refusant tous les éléments nationaux - toute territorialisation étant vue comme une lamentable régression - telle fut la pensée *largement dominante chez les Juifs, religieux ou non, jusqu'à la création de l'État d'Israël. Comme l'écrivent Attias et Benbassa* : " *La question juive devait se régler dans les lieux de la dispersion, et non en Palestine ou en un pays quelconque réservé aux seuls Juifs* ".

Ainsi que l'écrit par ailleurs l'écrivain israélien Abraham B. Yehoshua il est manifeste que : " *L'État d'Israël a été construit sans l'accord du peuple juif* ".

2) - Avec la création de l'État d'Israël, un revirement spectaculaire a lieu dans les communautés juives : l'idéologie sioniste triomphe tandis que s'effondre l'opposition antisioniste.

C'est à un changement radical, chez les non-croyants comme chez les croyants, que l'on assiste après la guerre de 1939-45. Avec la vision des camps de la mort et le judéocide hitlérien organisé, les masses juives de par le monde appuient cette création qui a aussi la sympathie de l'opinion mondiale. De plus, la guerre judéo-arabe de 1947-48 avec la peur d'un anéantissement de la communauté juive de Palestine, suivie de la victoire triomphale de son armée, accentue cette adhésion et entraîne un véritable enthousiasme mobilisateur d'énergies. C'est le temps des Kibboutzim et des pionniers jeunes et ardents. Une nouvelle nation est née qui devient pour beaucoup de Juifs la vraie patrie de cœur et d'esprit comme le fut l'URSS, pendant longtemps, pour nombre de communistes occidentaux sincères. Fait caractéristique : l'armée française se vide d'officiers juifs et les jeunes Juifs français -

à la faveur d'une disposition légale instituée par un gouvernement favorable au nouvel État - font volontiers leur service militaire en Israël.

Bref, un revirement brutal et spectaculaire s'opère : l'opposition antisioniste s'effondre chez les Juifs et ce sont désormais les religieux dans leur ensemble (à l'exception des ultra-orthodoxes) qui, après avoir été à la période précédente les plus opposés à l'entreprise sioniste, deviennent les partisans les plus résolus de cette entreprise visant à la colonisation juive de toute l'ancienne Palestine. Les religieux israéliens sont partout en tête du combat sioniste en faisant appel à tous les textes nationalistes, voire xénophobes de leur religion. Ce sont eux qui manifestent le plus d'agressivité envers les Arabes dont le nombre croissant est susceptible, un jour, de menacer la spécificité d'Israël si des " transferts " massifs ne sont pas effectués. Ne parlons pas de leur hostilité ancestrale envers les chrétiens qui se sont servis d'un Juif, Jésus, pour imaginer avec la Trinité divine une nouvelle forme de polythéisme et d'idolâtrie, suprême scandale à leurs yeux. Y. Leibowitz, par exemple, n'hésite pas à parler de s

Ainsi, depuis la création de l'État d'Israël, alors qu'agnostiques et religieux se détestent - les premiers cultivant notamment leurs intérêts électoraux, les autres cultivant leurs intérêts financiers - une étrange collusion entre eux aura permis au sionisme de se développer de façon extraordinaire.

La surenchère des dirigeants sionistes occidentaux et notamment des rabbins

Depuis le début du sionisme, mais plus particulièrement depuis la création d'Israël, les Juifs du monde entier, ceux de France notamment, sont constamment sollicités par de nombreux rabbins et dirigeants d'organisations juives, d'aller vivre en Israël pour contribuer à peupler le pays ou, à défaut, d'aider l'État d'Israël en lui apportant une contribution quelconque dans tous les domaines possibles : politique, défense, diplomatie, finances, technologie, information, espionnage...

Théodor Herzl avait d'ailleurs bien précisé sa pensée dès le début de son entreprise : " Un homme doit choisir entre Sion et la France. Les Français israélites - s'il en est - ne sont pas des juifs à nos yeux et notre cause n'a rien à voir avec leurs affaires ". Par la suite, au 23e Congrès de l'organisation sioniste mondiale, Ben Gourion ne manquait pas de rappeler les devoirs de tous les juifs sionistes : *" l'obligation collective de toutes les organisations sionistes des diverses nations d'aider l'État juif en toute circonstance doit être inconditionnelle, même si une telle attitude entre en contradiction avec les autorités de leurs nations respectives "*.

De telles sentences continuent manifestement à résonner dans les esprits, contribuant à ce qu'un nombre notable de Juifs occidentaux soient des inconditionnels de l'État d'Israël. Mais, en perdant leur liberté de jugement, ils vont montrer volontiers une indulgence coupable vis-à-vis des actions les plus contestables des dirigeants, de l'armée ou des colons israéliens et s'engager dans des directions tout à fait regrettables.

Comment expliquer que ni les dirigeants des organisations juives ni les dignitaires religieux n'aient élevé la voix devant les prises d'otages ou la torture légalisée en Israël ? Comment expliquer les graves insuffisances de l'information dont le monde occidental est toujours victime ? Comment expliquer que les grands rabbins des pays visités par le pape - tous menant la charge comme un seul homme - l'aient sollicité systématiquement, pour la reconnaissance de l'État d'Israël jusqu'à ce que cette reconnaissance soit concédée en 1995 ? Comment apprécier le fait que le Consistoire

de Paris, alors que l'Intifada 2000 a fait plusieurs centaines de morts et des milliers de blessés dont un grand nombre handicapés à vie, " *tient à réaffirmer sa solidarité avec Israël* " ?

Tout en étant tributaires de l'idéologie sioniste omniprésente, nombre de Juifs occidentaux sont néanmoins victimes d'un malaise manifeste, écartelés qu'ils sont par cette double loyauté qui s'impose à eux, comme l'évoquait le philosophe israélien Y. Leibowitz à l'occasion de la guerre de 1967. À ce moment, les officiels israéliens et le mouvement sioniste avaient demandé aux Juifs de France de s'opposer à la politique du gouvernement français et, plus précisément, au Général de Gaulle qui avait qualifié cette guerre de guerre d'agression et refusait tout envoi d'armes à Israël.

C'est dire aussi qu'il n'est pas surprenant que les Juifs totalement libres de leur jugement et de leur action, en même temps que de la notion raciale et des données religieuses portées par le judaïsme, ne soient qu'une minorité discrète.

L'opposition anti-sioniste moderne chez les Juifs

Si les Juifs en dehors d'Israël sont en très grande majorité sionistes, tout au moins ceux qui s'expriment d'une manière ou d'une autre, il reste que les anti-sionistes, réduits au silence par les médias ou choisissant de se taire par peur de s'attirer les foudres de leur communauté, ne sont pas quantité négligeable même en Israël et que leur nombre croît notablement avec le temps. Y. Leibowitz (dans ses entretiens avec J. Algazy) affirme ainsi qu'il y a cent mille Juifs israéliens qui ne reconnaissent pas l'État d'Israël. Certains appartiennent au parti communiste créé en 1992 (seul parti rassemblant des Arabes et des Juifs), d'autres sont tout simplement des hommes libres, d'autres enfin sont des Juifs de stricte observance qui dénoncent le sionisme comme une entreprise humaine impie et une profanation de l'idéal religieux. Parmi ces derniers, on peut citer notamment le groupe Netourei Karta dont les membres, au nombre de plusieurs dizaines de milliers, vivent au cœur du quartier religieux de Méa Shéarim à Jérusalem et haïssent le sionisme et les sionistes. Et l'on peut même signaler que l'un de ces Juifs religieux, le rabbin Moshe Hirsch, est devenu un des conseillers de Yasser Arafat et membre de la délégation palestinienne lors de plusieurs négociations avec les Israéliens : " *Les sionistes ont transformé le concept de nation juive en le réduisant à un nationalisme fondé sur la langue et sur la terre. proclame-t-il. Nous, nous savons que le peuple juif est défini par sa foi et par son observance de la Torah* " ! Pour ce rabbin, comme pour la plupart de ses prédécesseurs d'avant 1947 : " *Le sionisme est diamétralement opposé au judaïsme. Le sionisme veut définir le peuple juif comme une entité nationale... C'est une hérésie qui conduit à l'abîme* ".

Aux yeux de certains milieux ultra-orthodoxes, les sionistes représentent " *des renégats qui prônent une identité juive se passant complètement de la Torah, de Dieu. Ils compromettent en outre gravement la mission d'Israël. En effet, Israël est en exil non seulement parce qu'il est châtié pour ses péchés, mais pour assumer, au cours de cet exil, une fonction éthique, mystique et rédemptrice auprès des nations... La mission d'Israël en exil est de racheter le monde. Il n'est pas en son pouvoir de mettre fin à cet exil. Tenter de le faire est une trahison* ".

Emmanuel Levyne écrit de même en 1969 dans son ouvrage *Judaïsme contre sionisme* : " *Reconquérir la terre d'Israël par l'argent et les armes, c'est manquer de foi : c'est-à-dire commettre le péché principal qui a été la cause de l'exil (Zohar 1, 2196). C'est le plus sûr moyen d'en repartir et d'en être chassé totalement et*

définitivement. Poursuivant son argumentation, il ajoute : " Le sionisme politique nie la foi essentielle d'Israël. C'est la plus dangereuse hérésie de toute l'histoire juive. Elle menace l'existence du judaïsme. Il faut donc la combattre avec la plus grande énergie ".

Le Congrès rabbinique de l'État de New York de février 2002 reste dans cette ligne antisioniste résolue. Il déclare : *" L'observation des préceptes de la Torah interdit aux Juifs d'avoir un État, fût-il un État religieux [...] C'est avec peine que nous nous rassemblons pour protester contre l'État d'Israël... "*

En ce début de millénaire, le débat entre sionistes et anti-sionistes est particulièrement intense en Israël. *" Jamais la remise en cause de nos mythes fondateurs n'avait été aussi répandue "*écrit Zev Sternhell. Beaucoup de Juifs, manifestement malheureux devant les violences suscitées, voire honteux devant le comportement inadmissible de leur État vis-à-vis des Arabes, et sentant que tourne le vent de l'Histoire, tentent de dessiner l'avenir. Certains proposent que " l'État juif " devienne " l'État des juifs et de ses autres citoyens ". D'autres enfin, bien plus audacieux encore, souhaitent qu'Israël devienne simplement comme les autres États modernes, " l'État de ses citoyens ", c'est-à-dire qu'il soit totalement neutre vis-à-vis des identités ethniques, confessionnelles et culturelles, bref, qu'Israël ne soit plus Israël... !

Dans la même perspective, certains auteurs, en France notamment, élaborent un Israël post-sioniste. Ils ont tort : d'une part, Israël qui s'est défini explicitement comme un " État juif en terre d'Israël " est fondamentalement lié au sionisme ; d'autre part, après le sionisme (si cette idéologie est neutralisée par les forces démocratiques et laïques). Israël ne sera plus Israël, mais un État qui aura un autre nom, une autre constitution, un autre drapeau, un autre hymne national.

Bien entendu, les sionistes crient au scandale devant de telles idées sacrilèges. La violence de leurs propos n'a d'égale que la haine qu'ils manifestent et la vengeance qu'ils appellent à l'encontre de leurs adversaires et notamment des Juifs qui mettent en cause la politique israélienne. Le rabbin américain Michael Lerner, éditeur de la revue *Tikkun Magazine* et auteur de l'ouvrage *Renaissance juive* : une clé pour la guérison et le changement, rapporte (dans The Los Angeles Times du vendredi 18/05/01) qu'une des lettres qu'il reçoit de ses coreligionnaires est ainsi rédigée : *" Crevez... Crevez... Espèce de sous-hommes, d'animaux gauchistes, on devrait tous vous exterminer "*. Une autre contient ces termes : *" Traître, quelqu'un viendra vous liquider - tout ce que vous méritez, c'est de pourrir en enfer "* tandis qu'un site Internet indique l'adresse personnelle du rabbin et comporte un plan avec des indications routières précises permettant d'accéder facilement à son domicile.

-----***Pour revenir au sommaire,***
cliquez [ici](#)

16 - SIONISME et HOSTILITÉ ANTIJUIVE CHEZ LES ARABES

Fait remarquable, le racisme anti-arabe caractérisé de nombre de Juifs israéliens n'a guère engendré pendant longtemps de racisme anti-Juif. Alors que l'antisémitisme

ordinaire a toujours sévi et sévit toujours à l'époque moderne, notamment dans sa manifestation dite négationnisme, dans les populations de tradition chrétienne, croyantes ou non-croyantes, politiquement de " gauche " ou de " droite " et d'autant plus qu'elles sont croyantes ou extrémistes, il est resté marginal ou inexistant chez les Arabes. Certes, au Moyen-ge, des courants musulmans extrémistes ont pu décimer des communautés entières, mais c'est dans le monde arabe - notamment dans l'Empire ottoman - que les Juifs chassés d'Espagne se sont réfugiés et bien des autorités politiques de l'époque moderne (Mohammed V au Maroc, Bourguiba en Tunisie...) ont toujours défendu leurs ressortissants juifs. En avril 2001, une conférence d'initiative helvético-américaine niant le génocide juif qui devait avoir lieu à Beyrouth fut interdite, notamment sur intervention d'un groupe important d'intellectuels arabes regroupant des Libanais, des Maghrébins, des Syriens et des Palestiniens. Et, à cette occasion, l'ambassadeur d'Algérie diffusait, au nom du groupe des ambassadeurs arabes auprès de l'Unesco, le texte suivant d'une grande élévation : *" La décision d'interdire la conférence négationniste honore le Liban et l'ensemble du monde arabe. Elle est conforme à l'esprit de cohabitation millénaire entre les Juifs et les Arabes. Elle vise à préserver de toute altération une mémoire commune, fondée sur une cohabitation et sur la contribution reconnue de la communauté juive à l'épanouissement de la civilisation arabo-islamique, de la période des Omeyyades à l'Andalousie " ?*

Certes, certains milieux islamistes peuvent parfois faire ressurgir quelques différends sérieux survenus jadis entre le prophète Mahomet et les Juifs accusés d'avoir falsifié leurs propres prophètes - ce qui se traduira notamment par la *Charte d'Omar* suivant laquelle les Juifs seront tolérés en tant que peuple du Livre mais marqués par un signe : un petit morceau de tissu jaune qui les différencie comme dhimmis (soumis) - mais il n'y a jamais eu de contentieux doctrinal entre le judaïsme et l'Islam alors que l'antagonisme entre les religions juive et chrétienne, qui s'est manifesté de façon dramatique à de multiples reprises, est fondamental et radicalement irréductible. On sait que les Juifs mépriseront toujours les chrétiens pour avoir fait d'un Juif un dieu (faut-il rappeler que le goy fut d'abord le chrétien ?) et que les chrétiens, de leur côté, déploreront toujours avec une certaine condescendance que les Juifs se soient, par leur rejet du Christ, amputés de la Rédemption chrétienne. Le Coran, quant à lui, ne veut être que le prolongement et l'accomplissement de la Bible hébraïque.

C'est ainsi que l'opposition des Arabes fut dirigée pendant longtemps en Palestine/Israël, non pas contre les Juifs avec leur tradition ou leur culture d'origine religieuse, mais contre les sionistes dont l'idéologie les opprime depuis plus d'un siècle. On peut dire qu'une certaine hostilité anti-juive des Arabes a essentiellement vu le jour il y a quelques années lorsque, en Europe, ont circulé les thèses niant le judéocide, thèses soutenues alors par quelques intellectuels.

Il reste malgré tout que les violences de tous ordres (notamment les violences d'ordre juridique le plus souvent ignorées à l'extérieur) et les injustices inouïes engendrées par le sionisme pendant tant d'années à l'encontre d'un peuple innocent des malheurs juifs, et ce avec le soutien aveugle de nombre de Juifs occidentaux, auront finalement abouti, par un phénomène de généralisation abusif mais banal à faire pénétrer l'hostilité anti-juive au sein de populations qui précédemment en étaient pratiquement indemnes ! " *Une chose me frappe énormément*, dit en 2001, l'observatrice Nadine Picaudou , *il est de plus en plus fréquent, même hors période de tension, d'entendre les Palestiniens dire "les Juifs" au lieu de dire "les Israéliens"*

*alors qu'ils veulent effectivement dire "les Israéliens". On peut signaler aussi que la première édition des *Protocoles des Sages de Sion*, le célèbre faux fabriqué en France contre les Juifs au début du siècle par un russe émigré, fut éditée au Caire en 1951 puis en France et dans de nombreux pays musulmans. Aujourd'hui la référence aux Protocoles est présente dans les textes et les discours du FIS algérien et du Hamas palestinien. Lors de l'Intifada 2000, fleurirent les inscriptions "Mort aux Juifs"...*

Si le sionisme a manifestement fait naître une hostilité antijuive chez les Arabes, il est évident que le phénomène peut, en Occident où il est endémique, revêtir une tout autre ampleur. Les attaques de synagogues ou la destruction des symboles juifs à la suite de la sanglante et perpétuelle répression contre les Palestiniens, les éditions des *Protocoles* dans divers pays (Russie et pays ex-communistes, Inde, Japon, Argentine...) sont des exemples caractéristiques où un amalgame se crée à l'occasion des exactions sionistes répétées depuis tant d'années.

Et, par-delà ce type d'hostilité antijuive suscité par les exactions sionistes il y a des attitudes collectives sans doute plus efficaces encore pour perpétuer le racisme antijuif. Comment le statut hors normes d'Israël, à la fois revendiqué par les sionistes et accordé par le monde non-juif avec la constante et coupable indulgence qui le permet, pourrait-il ne pas être un de ces facteurs en faisant des Juifs, non pas des hommes " différents " - tous les hommes le sont - mais fondamentalement " autres " ?

" En tant que Juif (non sioniste) je peux m'entendre avec n'importe quel Arabe a écrit Emmanuel Levyne, mais en tant qu'Israélien c'est impossible. Si donc je désire avoir un dialogue avec les Arabes, je dois demeurer juif et ne pas devenir israélien, c'est-à-dire refuser l'État d'Israël. Ce qui m'importe, c'est d'avoir le droit d'habiter en Terre Sainte en paix et sans faire la guerre : dans un État palestinien, ce ne serait pas difficile ; avec un État israélien, c'est impossible. "

La réciproque est également juste : un Arabe peut s'entendre avec un Juif non-sioniste... Il convient néanmoins d'ajouter (ce que Levyne a manifestement négligé...) : que l'État palestinien ne soit pas " islamiste ", ce qui le ferait aussi désastreux qu'un état " juif ".

Car, il faut bien voir que le sionisme est au judaïsme ce que l'islamisme est à l'Islam ou l'intégrisme (des siècles passés) au christianisme : une évolution à la fois logique et malheureuse. Sous le sceau du sacré et en vertu d'une unique Vérité que d'individus auront été conditionnés au crime !

-----***Pour revenir au sommaire,***
cliquez [ici](#)

17 - OÙ EN EST ISRAËL ?

Par sa capacité intellectuelle, gage d'une recherche de pointe dans de nombreux domaines, par ses réalisations industrielles, son commerce, son agriculture, son armée... Israël est devenu en cinquante ans une super-puissance régionale et a surpassé nombre de nations, telles l'Espagne ou la Nouvelle-Zélande. Pourtant, malgré cette force, Israël est de plus en plus fragile...

Une société minée par le doute et la mauvaise conscience

Certes, ce doute et cette mauvaise conscience ne concernent pas les Juifs religieux, ni les Juifs inconditionnels que l'on trouve dans de nombreux pays occidentaux, mais un nombre notable d'Israéliens instruits lesquels ont commencé, grâce au travail de leurs historiens modernes, à ouvrir les yeux sur les mensonges perpétrés par les sionistes depuis 50 ans, à s'interroger sur la légitimité d'Israël, voire à la contester ouvertement comme le font certains intellectuels.

" *L'ouverture des archives de 1948*, rapporte notamment Dominique Vidal , *a permis de faire voler en éclats trois mythes essentiels : celui du petit David contre Goliath, celui du refus arabe de la paix, et surtout, celui d'une non-expulsion des Palestiniens de leur terre.* "

En fait, tous les domaines sont intéressés par le malaise qui ronge la société Israélienne.

La nature même de l'État d'Israël, État théoriquement " juif et démocratique " est d'abord un sujet permanent d'affrontements entre démocrates et nationalistes.

Comment pourrait-il en être autrement puisque Israël n'a pas réalisé, et ne pourra jamais réaliser la " *ghettoisation* " de son territoire, cette ghettoisation qui est le fondement aberrant de l'idéologie sioniste et dont rêve toujours une partie de la population juive dans l'attente ancestrale de quelque événement messianique ?

L'exemple de l'armée israélienne, pourtant forte de sa puissance de feu considérable, de ses succès spectaculaires, de son service de renseignements le plus sophistiqué au monde, est aussi un exemple particulièrement caractéristique du malaise israélien.

À son propos Martin Van Creveld (professeur d'histoire à l'université hébraïque de Jérusalem) parle " *du poison moral qui consume mortellement Tsahal appelée à tirer sur des femmes et des enfants* ", tandis qu'il demande instamment à ses enfants de ne pas faire leur service militaire en Palestine occupée : " *Vous y perdriez votre âme. Si vous tuez, vous serez des criminels. Si vous êtes tués, vous serez des crétins. Je vous préfère morts plutôt que rongés par ce dilemme insoluble et pervers* ".

Pour Attias et Benbassa : " *La situation en Israël ressemble à celle des pays où de fortes idéologies, comme le socialisme et le communisme, se sont effondrées* ".

Après avoir vécu hors normes pendant plus de cinquante ans et reçu - par référence à la Shoah habilement exploitée et à des intérêts financiers considérables - la protection et l'aide de nombre de nations occidentales, Israël, ce membre de l'ONU qui en défie de façon permanente les représentants de moins en moins dupes, est acculé à brève échéance à un choix impossible. Comme l'écrit l'historien politique Zeev Sternhell : " *Pour la première fois de son histoire, Israël doit décider de sa forme de nationalisme : devenir une communauté de citoyens ou conserver la vision organique d'une tribu soudée par des liens qui s'apparentent quasiment à des liens du sang* ". Pour cet écrivain et pour bien d'autres, il est évident qu' " *Israël ne sera jamais un État juif* " puisqu'il doit " *aussi* " intégrer des populations arabes.

Car concilier dans une constitution les deux caractères de juif et de démocratique sera toujours la quadrature du cercle.

Et puis, n'y a-t-il pas parmi les Juifs croyants et non-croyants d'Israël et d'ailleurs, tous ceux, profondément malheureux et silencieux, pour qui le peuple palestinien est une victime obsédante de l'entreprise sioniste ?

Un fossé de plus en plus profond entre les communautés juives.

En Israël s'opposent deux options, deux cultures fondamentalement opposées : d'un côté, les lois laïques, de l'autre la Halakha, cette loi religieuse qui s'impose à chaque croyant dans sa vie quotidienne.

Du fait qu'il n'y a pas de démocratie sans laïcité et que le fondement de l'État d'Israël est religieux - la séparation de l'Église et de l'État est exclue par les religieux comme par la Constitution - l'unité nationale ne peut, bien entendu, être qu'un leurre.

Donnée de plus en plus insupportable parmi bien d'autres à beaucoup d'Israéliens : ce sont les rabbins (les hommes en noir) qui décident de l'octroi de la nationalité, du mariage, du divorce, des enterrements, des conversions, du contenu de l'enseignement... qui surveillent strictement le shabbat, qui veillent à l'observance de la kashrout (lois religieuses alimentaires) dans l'armée, les institutions d'État ou les avions... Alors que 22 000 couples se marient religieusement chaque année, 20 000 vont ainsi se marier dans un consulat à l'étranger ou vivre en concubinage. Tout ce qui concerne le mariage ou le divorce des Juifs en Israël, nationaux ou résidents, est en effet exclusivement de la compétence des tribunaux rabbiniques : *" Les mariages et divorces des Juifs s'effectuent, en Israël, en vertu de la loi établie par la Thora "* Bien entendu, tout mariage d'un Juif avec une non-juive ou vice-versa est impossible...

Ainsi se développent et s'amplifient avec le temps les haines intercommunautaires et les violences entre les religieux et les laïcs, les faucons et les colombes, les ultra-nationalistes et les internationalistes, les fondamentalistes et les libéraux, les fascistes et les socialistes, les séfarades et les ashkénazes... Tandis que l'Israélien moyen vit en tension permanente, les affrontements ne sont pas que verbaux : en 1989-1990 les incendies de voitures et d'appartements appartenant à des représentants de la gauche israélienne, les menaces de mort adressées aux députés ou aux dirigeants du mouvement de "La paix maintenant" ont véritablement inauguré une " guerre des cultures ". Celle-ci est telle que le Premier Ministre Yitzhak Rabin en est mort - après que les malédictions religieuses ont été appelées *sur lui - tué par un de ses compatriotes, Yigal, considéré par toute une communauté comme " messenger de Dieu "*. Dieckhoff précise que *" cet assassinat fut vraisemblablement légitimé par le décret religieux de certains rabbins extrémistes qui avaient désigné Rabin comme rodef (persécuteur) ou comme moser (dénonciateur, c'est-à-dire celui qui livre des Juifs à un pouvoir étranger), ce qui justifiait sa mise à mort "*. *" Rabin sera chassé par le feu et dans le sang "* hurlait d'ailleurs la foule quelque temps avant son assassinat. *" Si la Cour suprême continue à se mêler de nos affaires, il y aura une guerre ici "*, proclame en 1999 le ministre de l'intérieur Eliahou Suissa. Effectivement, compte tenu de la haine développée à un degré inouï par une partie notable de la droite israélienne à l'encontre ceux qui sont prêts à céder quelques pouces de terrain aux Arabes, une guerre civile n'est pas exclue malgré le tabou puissant pesant sur le meurtre d'un Juif. À propos de l'implosion probable de la mosaïque israélienne faite de tant d'antagonismes et de contradictions, certains n'hésitent pas à rappeler la destruction du royaume juif en 70 de notre ère. Lors du siège de Jérusalem par Titus, les Juifs divisés en trois camps passèrent plus de temps à se massacrer qu'à affronter les soldats de l'empereur romain. La dispersion générale s'ensuivit avec ses deux mille ans d'exil.

Les menaces de mort notamment, pesant sur nombre de personnes et émanant notamment des *haredim* (ces "craignants Dieu" qui, selon les statistiques, font peur à

70 % des Israéliens) sont telles que les 14 juges de la Cour suprême, par exemple, bénéficient d'une protection policière permanente.

En dehors de la peur assez généralisée, il n'y a guère que l'antagonisme envers les Arabes qui puisse réunir quelque peu les sionistes israéliens, encore que les nuances soient grandes entre les partisans d'un certain respect et ceux qui, voulant expulser les Arabes jusqu'au dernier, défilent en masse en hurlant " *Mort aux Arabes !* ", n'hésitent pas à promouvoir la violence, voire le meurtre et à approuver ostensiblement les assassins.

À noter que les termes de " laïcité " et de " laïcs " ne conviennent guère à la société israélienne faite d'une très grande majorité de sionistes qui, par définition, sont tous profondément tributaires du mythe ancestral de l'Alliance. Plutôt que de parler des laïcs - ces hiloniyim détestés des religieux - il est plus juste de les qualifier de non croyants ou de non religieux. On peut ajouter d'ailleurs que le phénomène de " laïcisation ", suivant lequel le religieux est séparé du politique, n'appartient pas non plus à l'islam.

Quant à l'écart entre les populations juives et non-juives de l'ex-Palestine, il est bien entendu considérable

Certes, les Arabes israéliens ont un niveau de vie supérieur en Israël à celui des Arabes des pays du voisinage, mais ils sont néanmoins les derniers dans l'échelle sociale israélienne. Plus grave que le niveau de vie matérielle est leur situation " normale " de citoyens de seconde classe et d'apatrides voués, de par la constitution même, à être des étrangers perpétuels dans un État qui leur est octroyé par une certaine condescendance, qui les exclut de multiples fonctions, qui les discrimine perpétuellement, qui les considère comme des suspects sinon des ennemis de l'intérieur et qui, pire que tout, les humilie chaque jour sur la terre de leurs ancêtres. Alors qu'ils ont perdu de multiples lieux de mémoire (notamment nombre de cimetières) effacés à jamais par les bulldozers, ils ont chaque jour devant les yeux, émaillant tout le pays, les lieux que les Israéliens ont élevé par centaines pour célébrer leurs victoires sur les Arabes, stèles, plaques, monuments... honorant, nous dit Greilsammer, les défenseurs, les héros, les sites conquis, les forces combattantes, les soldats inconnus, les pilotes, les unités de volontaires...

Et, que dire du remplacement des noms arabes par des noms hébraïques. Attias et Benbassa signalent, par exemple, que dans le désert du Néguev " *on a donné entre 1949 et 1950 des noms hébraïques à quelque 533 lieux et sites géographiques* " et qu'il en fut de même pour nombre " *de structures topographiques, de plantes, d'animaux, en un mot de tout ce qui était intimement lié à la terre et au paysage* ". Quant aux Arabes des territoires occupés, un journaliste a parlé à leur propos " *d'un océan de pauvreté face à un havre de richesses* ". Algazy rapporte, par exemple, que dans la bande de Gaza, 5 000 colons juifs vivent dans de confortables villas tandis que 700 000 Palestiniens ne possèdent le plus souvent que des taudis, travaillent comme manœuvres chez les colons juifs ou partent vendre leur force de travail en Israël. Écrasés dans leur culture (il n'y a aucune maison d'édition et très peu de librairies car les frais de douane rendent tout achat impossible), bouclés dans leurs villages, entourés de colonies juives hostiles, repoussés sans cesse plus loin comme le furent jadis les Indiens d'Amérique, surveillés à l'intérieur de leurs propres communautés par un service d'espionnage sophistiqué, massacrés par les militaires au moindre sursaut de colère, ils sont réduits, dans une rage intérieure, au silence et à l'impuissance.

Et si l'État palestinien voit le jour à côté de l'État juif - perspective que les sionistes, au nom du mythe de l'Alliance (pour les uns) et de la Sécurité (pour les autres), rejettent de façon absolue - peut-on imaginer, sans une situation pérenne d'affrontement, deux États voisins aussi disparates quant à leur culture, à leur puissance et à leur richesse ? Même si la réalisation ne peut être que fort lointaine comment ne pas voir que sur cette terre de Palestine, seul, un État unique, laïc et démocratique - par-delà les mythes et les barrières d'un autre âge - est susceptible de faire vivre en paix les diverses communautés humaines ?

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

18 - QUELLE " GUERRE DE LIBÉRATION " ? **Tactique et stratégie**

LA DÉ-SIONISATION condition nécessaire de la paix en Palestine

En posant un regard d'ensemble sur l'Histoire de la Palestine depuis un siècle, on peut manifestement considérer que les malheurs de cette région découlent essentiellement du développement et de la mise en application sur le terrain de l'idéologie sioniste. C'est dire que l'extinction de cette idéologie - ou de façon plus réaliste sa neutralisation - aboutissant à la destruction des structures politico-sociales d'Israël est la condition nécessaire à la paix.

Mais il faut bien voir tout d'abord que la dé-sionisation ne suppose rien de moins qu'une révolution avec l'évanouissement d'un des mythes fondateurs du judaïsme, le mythe de la Terre promise. C'est ce mythe, véritable matrice de la pensée sioniste qui, en s'associant à l'autre composante fondamentale et non moins pesante du judaïsme : l'élément racial, sous-tend toute l'idéologie. Or, les mythes défient le temps, les siècles, voire les millénaires ! Ils n'ont pas qu'une dimension religieuse, qui peut être plus ou moins éphémère, mais une dimension culturelle qui imprègne profondément les peuples à leur insu et de façon pérenne. Le sionisme est un exemple particulièrement caractéristique de cette donnée : le plus grand nombre de ses fondateurs et de ses supporters n'est-il pas composé d'athées théoriquement indifférents à la dimension religieuse ?

Dire qu'un mythe ne meurt pas, c'est dire aussi que les idéologies qu'il suscite ne peuvent pas s'éteindre spontanément. Seuls les conflits qui en résultent sont susceptibles d'en réduire les effets si les éléments antagonistes sont capables de s'imposer par une force supérieure qui peut être de nature fort diverse.

Cette force antisioniste peut-elle être d'essence démocratique ?

Théoriquement - suivant certains textes - ce n'est pas exclu puisque Israël se dit un État démocratique dont les citoyens non-Juifs ont en principe " les mêmes droits sociaux et civiques " que les Juifs. Actuellement, en Israël, les citoyens non-Juifs (Arabes pour la plupart) sont au nombre de 970 000 ce qui représente 17 % de la population ; dans 25 ans leur nombre représentera entre 21 et 26 % de la population israélienne, voire de 41 à 45 % selon des projections démographiques récentes. À terme plus lointain les non-Juifs peuvent donc théoriquement représenter le groupe majoritaire et vaincre pacifiquement l'idéologie sioniste. À plus forte raison

en serait-il ainsi si les réfugiés palestiniens, parqués dans leurs camps depuis des dizaines d'années, revenaient en Israël conformément au droit international, ce droit dont le rappel exaspère les Israéliens...

Néanmoins, il faut bien savoir aussi, témoignant de la perversité foncière et spécifique de l'inspiration sioniste :

1 - que les droits sociaux et civiques des non-juifs par rapport à ceux des juifs sont à la fois les mêmes, comme il est dit plus haut, et partiels comme le veulent lois et règlements de l'État !

2 - que les partis qui ne reconnaissent pas le caractère juif de l'État ne peuvent pas participer aux élections.

Même si l'évolution démographique permet théoriquement aux citoyens non-Juifs de former un jour le groupe dominant, il est donc totalement exclu qu'Israël puisse respecter cette évolution qui signifie sa mort en tant qu'État sioniste et puisse devenir spontanément un État démocratique, suivant le sens donné généralement à ce qualificatif dans la mentalité occidentale. L'ethnocratie israélienne où il y a les Juifs et les non-Juifs séparés par la frontière de race instituée par le judaïsme et imposée par le sionisme, " frontière de feu " selon le rabbin A. Cohen, n'est pas sans rappeler, en effet, les anciennes démocraties populaires où il y avait les membres du parti et les autres.

Cette force capable de contrer les forces oppressives du sionisme ne peut être représentée que par l'ensemble des nations

Le nazisme a été vaincu par la seule force militaire des quelques alliés de 1940, le communisme par la seule force économique des nations libres, le sionisme, parce que plus complexe que les précédentes idéologies - et parce qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème local ou régional - ne peut être neutralisé que par des forces diverses à l'échelon mondial. En premier lieu il ne peut s'agir que des forces démocratiques agissant au sein des partis et des associations diverses - en union avec celles qui existent, ou qui doivent se faire jour - au sein des populations palestiniennes. Comme l'écrivait le dirigeant marocain Ben Barka en 1965 quelques mois avant son assassinat : *" La question palestinienne [...] n'est pas une affaire entre Juifs et Arabes, mais un mouvement de libération nationale qui doit être considéré sans aucun chauvinisme racial. C'est en raison de sa dimension humaine et rationnelle que la cause palestinienne est en droit de compter sur la solidarité et l'appui des forces progressistes dans le monde "*.

Ensuite, il appartient, bien sûr, à l'ONU, d'une part de prendre véritablement conscience de son erreur du 29 novembre 1947, d'autre part d'arrêter par la contrainte l'entreprise sioniste avant qu'elle n'entraîne de nouveaux malheurs pour la communauté humaine, et notamment pour la communauté juive.

Mais le rapport de forces actuelles est terriblement inégal...

Il suffit, pour se convaincre de cette inégalité, de constater l'incapacité de l'ONU depuis plus de cinquante ans à faire respecter ses propres et multiples résolutions et à envisager des sanctions capables d'arrêter les exactions d'Israël. Ne parlons pas d'un régime doté de l'armement nucléaire, d'une armée puissante, d'un service d'espionnage sophistiqué, possédant avec la complaisance des médias, des moyens de propagande efficaces et assuré de la coopération économique, technologique, militaire et culturelle du monde occidental. Qu'est-ce le Droit d'un petit peuple face au sionisme qui imprègne et conditionne une part notable du comportement extérieur des États-Unis, de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, des Pays-

Bas et de tant d'autres nations aveugles, tributaires avant tout de leurs intérêts immédiats ? Les États arabes eux-mêmes ne sont-ils pas incapables de rompre leurs simples relations diplomatiques ou économiques avec Israël qui, pourtant, écrase l'un des leurs ?

UN COMBAT DE LIBÉRATION INÉDIT

Beaucoup de stratèges pensent que la paix est possible au Proche-Orient entre Israéliens et Palestiniens du fait que des pays très divers l'ont établie entre eux après des affrontements durables comme l'Histoire en a toujours connus. De multiples plans sont ainsi élaborés émanant non seulement des deux parties en cause mais de nombre d'organismes occidentaux, voire d'essayistes généreux. Tous passent en revue avec application les conditions d'ordre économique, diplomatique, culturel, militaire... de la réconciliation sincère et profonde entre Israéliens et Palestiniens devant aboutir progressivement à la paix dans cette partie du monde dans deux États, l'un juif, l'autre palestinien. Ainsi, par exemple, Michael Ben Leir, conseiller du gouvernement israélien de 1983 à 1988, période durant laquelle il justifiait légalement la colonisation, écrit en novembre 2000 : *" Comme toutes les guerres modernes de libération, celle-ci s'achèvera par une victoire des Palestiniens. Reste à savoir combien de temps et de sang s'écouleront jusque-là. Voilà pourquoi notre obstination à conserver des colonies illégales qui empêchent la conclusion d'un accord de paix, n'a pas de sens "*.

Ce qui frappe d'emblée quand on examine les travaux des spécialistes du Proche-Orient c'est que les analyses des facteurs de conflit avec leurs multiples interférences sont poussées très loin dans les détails et souvent avec une grande pertinence, mais qu'il manque dans la plupart des cas une vision d'ensemble allant à l'essentiel : l'idéologie sioniste (avec ses trois piliers mythique, racial et scripturaire), moteur de ce conflit où s'affrontent non seulement des Israéliens et des étrangers, des Juifs et des non-Juifs avec l'apartheid irréductible qui en résulte, mais des laïcs et des religieux, des démocrates et des " fascistes ", des universalistes et des nationalistes, des libéraux et des fanatiques.

C'est dire, par exemple, que le démantèlement des multiples colonies israéliennes dans les territoires occupés - démantèlement qui est loin d'être acquis - ne peut être lui-même qu'une étape d'un combat qui n'est que très accessoirement un problème de frontières (contrairement aux cas habituels de l'Histoire) mais un combat idéologique pour lequel le raisonnement en années, voire en dizaines d'années, n'est pas de mise. Seul, le siècle peut représenter une unité de mesure adéquate...

La dé-islamisation de l'État palestinien fait également partie de ce combat

Il s'agit là de la seconde condition indispensable pour que, par-delà les différences ethniques ou religieuses et par-delà les frontières actuelles, puisse s'établir une démocratie par la réunion - élément incontournable de la paix - de toutes les forces démocratiques de la Palestine mandataire. Et ce combat pour la laïcité à l'intérieur de la société palestinienne ne peut être que celui de ses habitants, habitants des territoires occupés ou exilés. Inutile de préciser que lui aussi ne peut être que fort difficile dans cette société traditionnelle où la religion, l'Islam, a une doctrine pratiquement incompatible avec la démocratie et, circonstance aggravante, une doctrine peu ou non évolutive.

C'est dire aussi que ce conflit inédit du Proche-Orient ne concerne pas seulement les deux parties qui s'affrontent actuellement sur le terrain et qui ne peuvent en aucune manière résoudre seules le conflit qui les oppose, mais l'ensemble de la communauté

internationale. Or cette communauté qui, par sa méconnaissance du potentiel pervers de l'idéologie sioniste lui a permis de s'épanouir sur le terrain à partir de 1947, n'a fait depuis un demi-siècle que des progrès fort minimes dans l'intelligence de cette idéologie. Certes des crises aiguës comme les Intifadas récentes ont permis - à la vue des multiples et terribles exactions israéliennes et des attentats terroristes réactionnels qui se sont multipliés - un certain réveil des opinions publiques par l'intermédiaire de la Presse, mais on sait bien que des émotions de ce genre ne sont que fort éphémères lorsque les forces en présence sont si différentes.

Malgré tout, en cinquante ans, un nouveau peuple est né, ce qui n'est pas rien ! De plus la mémoire des peuples s'est singulièrement allongée : désormais aucun combat pour la démocratie et la laïcité n'est jamais totalement vain...

LES NON-JUIFS DE PALESTINE : AVENIR DES JUIFS !

Soumise avant 1947 à l'autorité de la Grande-Bretagne qui avait succédé elle-même à l'empire Ottoman, la population arabe de Palestine composée en majorité de populations pauvres et peu instruites ne formait pas un peuple à proprement parler. C'est la persécution sioniste qui a présidé à la naissance et au développement d'une nouvelle identité nationale, d'un nouveau peuple arabisant, le peuple palestinien. Le pogrom anti-Arabs israéliens perpétré en Israël lors de l'Intifada 2000 aura été un véritable catalyseur du processus longtemps invisible. Par-delà les frontières, les Arabes d'Israël et ceux de la Palestine occupée - comme l'ont montré clairement les manifestations de fraternisation lors de la commémoration de la Naqba en 2001 - sont maintenant solidaires et revendiquent tous l'identité palestinienne. Unis à leurs frères dans le malheur des territoires occupés, les Arabes d'Israël sont désormais des Palestiniens avant d'être des Israéliens.

Pour l'instant, les Arabes israéliens et palestiniens ne sont que des suspects, des ennemis ou traîtres potentiels, " le ver dans le fruit ", " le cancer sournois qui ronge Israël ", " une cinquième colonne " pour nombre de Juifs d'Israël et d'ailleurs. Leur transfert massif hors de Palestine est parfaitement évoqué par les politiques et commentateurs et souhaité par un grand nombre de Juifs israéliens (selon un sondage de mars 2002, 46 % d'entre eux sont pour l'évacuation des Palestiniens des territoires occupés, 31 % pour l'évacuation des Arabes israéliens, en dehors des frontières de la Palestine historique). C'est pourtant en eux que réside l'espoir de la fin de l'imposture sioniste et du salut des Juifs de cette région !

Même s'il n'y a pas de paix possible à vue humaine dans ce que fut la Palestine, ce n'est pas une raison pour ne pas y travailler dans la perspective d'un pays où les communautés seront réunies, réconciliées et apaisées. Or, seule une démocratie authentique, à inventer dans cette partie du monde, peut vraiment permettre cet avenir. Il faut bien se souvenir aussi que l'entreprise sioniste a toujours été dénoncée avec force par une part éminente de la communauté juive d'où elle a émergé pour tant de malheurs passés et pour tant de malheurs annoncés. Ne doutons pas, dans cette *guerre de libération*, d'avoir affaire à des prophètes qui *crient dans le désert* mais dont la voix, un jour sans doute lointain, sera entendue.

-----***Pour revenir au sommaire,***
cliquez [*ici*](#)

19 - L'ARSENAL LINGUISTIQUE DES SIONISTES

Comme chacun le sait, c'est le Verbe qui mène le monde...

Du fait de leur héritage culturel et religieux les portant à l'étude du Livre et, partant, à celle des livres, les sionistes jouissent d'une franche supériorité par rapport à la très grande majorité des individus : la supériorité du Verbe, une arme qui, à l'évidence, surpasse en efficacité tous les moyens militaires. Dans l'histoire de l'humanité, c'est manifestement une donnée inédite que cette perversion spectaculaire du discours médiatique par les mots pièges générés ou exploités par l'idéologie sioniste dans la guerre de conquête suscitée depuis plus d'un siècle. Nous examinerons quelques-uns de ces mots que les médias du monde entier, notamment occidentaux, relaient quotidiennement et à l'infini dans une très large inconscience : "*Shoah*", "*Holocauste*", "*transfert*", "*pressions physiques*", "*autodéfense*", "*Territoires*", "*implantations*", "*Jérusalem*", "*guerre*", "*tuer*", "*abattus*"...

La "*Shoah*" et "*Holocauste*" ou le "génocide des Juifs par les nazis" ?

Selon la définition des dictionnaires, le génocide est l'extermination systématiquement organisée de communautés civiles choisies selon les critères de nationalité, de race, de religion ou d'idéologie. Le XXe siècle en a fourni un certain nombre d'exemples qui sont généralement rapportés dans la littérature journalistique de la manière suivante qui ne manque pas d'être instructive. Sont ainsi énumérés successivement :

- le massacre des Arméniens (environ un million et demi) par les Turcs en 1915-1916,
- l'anéantissement de la population de Nankin par les occupants japonais en 1937-1938,
- la "*Shoah*" ou "*Holocauste*" concernant les Juifs européens (quelque cinq à six millions) victimes des nazis en 1941-1945,
- le massacre de millions d'Indiens musulmans et hindous au moment de la sécession de l'Inde en 1947-1948,
- le massacre de la population cambodgienne par les Khmers rouges en 1975-1978,
- le massacre de la communauté Tutsie par les Hutus au Rwanda en 1994,

On rapporte aussi les massacres à caractère génocidaire tels que :

- l'extermination par la famine de quelque dix millions de paysans ukrainiens par le régime communiste en 1932-1933,
- le massacre de quelque vingt millions de Chinois lors de la révolution culturelle des années 60... etc

Comme on le remarque d'emblée, les génocides dans leur ensemble sont traités comme des massacres, exterminations ou destructions banals voués à rester largement dans la pénombre, tandis que le génocide des Juifs en se voyant attribuer deux noms spécifiques, dotés d'une majuscule et dépourvus de tout élément complémentaire, la "*Shoah*" et "*Holocauste*", reçoit manifestement un éclairage particulier,

"*Shoah*"

Désigner l'extermination par les nazis d'une fraction notable de la communauté juive d'Europe par le terme de "*Shoah*", terme qui en hébreux signifie *catastrophe*, relève a priori d'une initiative tout à fait respectable pour perpétuer la mémoire d'un génocide particulier à plus d'un titre. Dans cette perspective, quoi de plus efficace

qu'un mot-phare qui frappe les esprits et reste à jamais gravé dans la conscience collective !

Cependant, un phénomène particulier ne pouvait pas manquer de se manifester à la suite de cette initiative. Par sa création exceptionnelle en tant que mot emblématique, par sa promotion non moins exceptionnelle assurée par les multiples communautés juives dispersées à travers le monde, la "Shoah", avec le support des journaux et des moyens audiovisuels modernes, allait en quelques années, non seulement devenir un élément linguistique universellement connu mais désigner dans l'esprit d'un grand nombre d'individus, non pas un génocide parmi d'autres ou un génocide type, mais, comme l'ont manifestement voulu ses promoteurs, le génocide princeps, l'Unique, l'Indépassable, l'Absolu, celui qui éclipse à jamais tous les autres. Et le phénomène s'est poursuivi et amplifié. Avec le temps, à une utilisation qui pouvait être convenable en restant discrète, a succédé une exploitation éhontée et ce, par les plus hautes instances du judaïsme pour qui, il ne s'agit plus seulement de conserver pieusement une mémoire mais de retirer le maximum de *dividendes*, notamment pour l'entreprise sioniste israélienne. Ainsi sont nées, de la part d' "*un leadership aussi furieux qu'ignare* " (selon l'expression de Raoul Hilberg auteur de *La destruction des Juifs d'Europe*), cette *Shoah-business*, cette *Shoah-religion* ou cette *instrumentalisation de la Shoah*, bien analysées et stigmatisées depuis quelques années par quelques auteurs juifs particulièrement lucides et courageux (telle Esther Benbessa dans son article de *Libération* du 11/09/00 : "*La Shoah comme religion* "). Si l'idéologie sioniste n'existait pas, ce serait une juste marque de compassion et de mémoire d'utiliser avec les Juifs le mot "Shoah" (plutôt que le mot banal de génocide) comme ce l'est de parler de "Grand Dérangement" avec les Québécois (plutôt que parler banalement, de déportation). Malheureusement, dans le contexte de guerre psychologique menée de haute main par les sionistes de divers pays, il faut bien voir que ce mot de "Shoah" avec sa majuscule peut aussi être un piège contribuant à la manipulation du discours.

"Holocauste"

Les dictionnaires nous disent qu'un holocauste est, au sens propre, un sacrifice religieux où la victime est offerte à Dieu par quelque sacrificateur.

Au sens figuré, on a pu désigner par ce terme une destruction massive d'hommes. Churchill a parlé de l'"holocauste arménien" par les Turcs en 1915 ; un auteur de science-fiction a entrevu et décrit un "holocauste nucléaire"...

Dans le discours courant rapporté plus haut, le génocide des Juifs européens est donc vu, non pas comme un "holocauste" ou l'"holocauste des Juifs européens", mais comme l'"Holocauste".

Il ne fait pas de doute tout d'abord que les promoteurs de ce terme ont voulu dépasser le sens figuré et réinvestir le sens propre. Alors qu'il n'y a eu ni volonté de se sacrifier de la part des Juifs, ni volonté d'offrir un sacrifice à Dieu de la part des nazis, il est manifeste que le mot se propose de réintroduire une notion religieuse et plus précisément sacrificielle, d'attribuer aux victimes un destin spécifiquement divin, de sacraliser un fait historique pour lui donner une dimension trans-historique. Le judéocide par les nazis n'a-t-il pas été vu par certains Juifs comme une révélation à l'envers (selon l'expression d'Ernst Nolte de l'Université hébraïque de Jérusalem) ? Mais il y a plus que cette présentation de l'Histoire : l'"Holocauste" (comme la "Shoah"), veut désigner, accaparer, et s'approprier une singularité absolue.

En l'utilisant isolément et avec une majuscule - alors que ce mot n'avait jamais été utilisé ainsi - les activistes juifs, et notamment les sionistes, qui l'ont inventé et promu avec le succès que l'on sait (le mot n'est-il pas passé dans les dictionnaires ?) se proposent manifestement, non seulement de rajouter quelque chose au génocide en question, mais de monopoliser à jamais l'Horreur subie par les Juifs en éclipsant toutes les horreurs du passé subies par les autres (notamment l'extermination des Tziganes), voire en éclipsant toutes les horreurs du futur.

Cette utilisation - surtout à l'encontre d'une population totalement étrangère au drame en question - est une indignité : si le génocide des Juifs a sa propre spécificité - par les méthodes *industrielles* employées par les nazis - les autres n'ont-ils pas la leur ?

Comment être surpris que *L'Industrie de l'Holocauste* sous la plume de Finkelstein vienne stigmatiser - notamment aux États-Unis et en France - un lobby activiste ? Et comment les exactions de ce lobby pourraient-elles ne pas engendrer une hostilité envers les Juifs ? Ainsi que l'écrit l'éditorialiste de *Jewish Chronicle* de juillet 2000 : "*C'est l'industrie de l'Holocauste qui est la grande pourvoyeuse de l'antisémitisme, par l'extorsion féroce qu'elle mène et par sa manière de falsifier l'Histoire*". Claude Lanzmann a pu écrire aussi : "*Le Big Brother de la Mémoire s'est mis en marche avec sa folie d'inflation mémorielle, une nouvelle forme d'impérialisme yankee à propos d'une affaire européenne. Du coup les Juifs sont à nouveau identifiés à l'argent, c'est le retour des vieux stéréotypes*".

Avec ce terrible mot d'"holocauste", il arrive néanmoins que les sionistes, habituellement habiles à le manier à leur avantage exclusif, se font piéger "*Je pense qu'Arafat conduit son peuple à un holocauste*" prophétise Benyamin Ben Eliezer, le ministre israélien de la défense en août 2001 ! Une question se pose... Qui donc, autre que lui et ses semblables, est susceptible de procéder à une telle exécution ? **À côté de ces deux "grands" mots : Shoah, Holocauste, il en est d'autres plus banals mais qui ne sont pas moins efficaces pour la pollution du discours. Ce sont notamment :**

Le terme de "**transfert**" en lieu et place d'"**expulsion**" ou de "**déportation**".

L'expression "**pressions physiques**" en place de "**torture**".

L'expression "**autodéfense active**" à la place de "**liquidation**" (hisoul en hébreu) ou d'"**opération ponctuelle visant à déjouer un attentat**"

L'expression "**élimination ciblée**" à la place d'"**assassinat politique**", "**d'assassinat extrajudiciaire**" ou de "**meurtre d'État**"

Le terme "**Territoires**" au lieu de "**territoires occupés**"

Pour les sionistes de droite ou de gauche, d'Israël, de France et d'ailleurs, tous attelés au projet de Grand Israël, il n'y a pas, par exemple, de "Cisjordanie colonisée ou occupée" (ce ne sont là à leurs yeux que mots de Palestiniens, d'Occidentaux hostiles, voire d'antisémites) mais une "Judée-Samarie en voie d'israélisation".

À noter aussi, dans le discours des sionistes, qu'il y avait un "État d'Israël" après 1947 ; depuis la guerre de 1967 il s'agit de la "Terre d'Israël" (Eretz Israël). Le premier concept n'était que politique, le second est national et religieux.

Le terme "**implantations**" souvent utilisé en place de **colonies**. Dans l'idéologie sioniste, en effet, Israël ne "colonise" pas : il "récupère" ce qui lui appartient depuis trois mille ans.

"Jérusalem".

Cette "capitale réunifiée et éternelle" de l'État juif ne désigne pas comme on le

laisse croire la ville que l'armée a occupée en 1967 mais une métropole treize fois plus vaste, sa superficie étant passée de 73 à 953 kilomètres carrés par l'accaparement des terres des Palestiniens et une colonisation accélérée

"guerre"

Jusqu'en mars 2002, ce terme ne désignait nullement les opérations militaires de l'armée israélienne mais les "hostilités" déclenchées et planifiées par les Palestiniens sous un prétexte "fallacieux". Les interventions de l'armée israélienne à l'aide de l'artillerie, des chars, des hélicoptères et des missiles n'étaient que de nature "défensive".

"tuer"

Les Israéliens qui agissent toujours avec "retenue" peuvent être tués, mais ils ne "tuent" pas : il n'y a que les Palestiniens qui "tuent".

De plus, en matière d'information, il y a des règles que les journalistes dociles, en Israël et ailleurs, ne manquent pas de suivre :

- quand un Juif israélien est tué, il convient de détailler sa biographie : âge, nom et prénom, profession, situation familiale, pays d'origine s'il s'agit d'un émigré, croyance s'il est pratiquant... ; d'inclure des photographies suggestives prises sur le lieu du drame avec le corps, le sang... et, si la victime est un enfant, de parler de son école, de ses parents, de ses amis, d'obtenir des témoignages...
- quand des Palestiniens (ou des Arabes israéliens) sont tués, il convient, non seulement d'éviter toute personnification pour qu'ils restent sans nom ni visage, mais d'utiliser le terme "abattus" (ce terme appliqué généralement à quelque chien ou bête sauvage). Exemple. : "Au cours d'affrontements, un soldat israélien a été tué, trois Palestiniens ont été abattus".

Dans les médias sionistes et leurs complices, il y a bien d'autres mots ou expressions s'appliquant exclusivement aux Palestiniens. Ce sont par exemple :

- **"terrorisme"**
- **"terroriste"**
- **"agresseur"**
- **"meurtre"**
- **"escalade"**
- **"attaque", "attaque à la bombe"**
- **"provocation"**

Et, réciproquement, il y a des mots et expressions qui s'appliquent exclusivement aux Juifs israéliens. Il en est ainsi de :

- **"victimes"**
- **"assassinés"**
- **"assiégés"**
- **"légitime défense"**

- **civil**. Il n'y a en effet de "civils" que chez les Juifs. Quand un colon armé est tué, c'est toujours un "civil" qui est tué ; les Palestiniens tués ne sont pas des "civils" mais des Palestiniens anonymes.

"mesures de sécurité et mesures économiques". Ces expressions couvrent toutes les initiatives du gouvernement israélien menées à l'encontre des Palestiniens : élimination des opposants, bouclages, sanctions collectives, bombardements de quartiers résidentiels, confiscation des terres, dynamitage des maisons, destructions des arbres et des cultures, interruption de l'approvisionnement en eau... etc

En dehors de ces mots et expressions maniés avec habileté dans le cadre de l'entreprise sioniste, nous en verrons plus loin quelques autres plus banals mais qui n'en sont pas moins utilisés souvent au profit exclusif de la même cause. Ce seront notamment : "antisémitisme", "racisme", "antijudaïsme"...

Ainsi, par le génie du Verbe, l'État d'Israël dont le dossier en matière de droits de l'homme est lourdement chargé et dont l'arsenal militaire est des plus redoutables, réussit à faire croire aux Occidentaux, complices par ignorance ou lâcheté, qu'il est seulement un État-victime. Il convient de ne pas être dupes... Si le discours des hommes libres ne doit pas occulter le génocide perpétré contre les Juifs d'Europe, il doit aussi résister aux armes linguistiques maniées avec brio par quelque groupe de pression tout acquis à la cause sioniste.

-----**Pour revenir au sommaire,**
cliquez [*ici*](#)

20 - À PROPOS D' " ANTISÉMITISME "

Les dictionnaires nous apprennent que les Sémites représentent un ensemble de peuples issus d'un même groupe ethnique, les principaux de ces peuples étant les Juifs et les Arabes. Pourtant, à la définition de l'" antisémitisme " relevant de la simple étymologie qui voudrait que " l'antisémitisme soit le racisme dirigé contre les Sémites ", ces mêmes ouvrages en donnent une autre à savoir que " l'antisémitisme est le racisme dirigé contre les Juifs ".

Comment expliquer le processus - processus apparaissant d'emblée comme une dérive - qui a abouti à cette définition a priori surprenante, inadéquate et qui semble avoir acquis à jamais droit de cité ?

Dans cette acception concernant les seuls Juifs, on peut noter que le terme a été forgé à la fin du XIXe siècle par l'Allemand Wilhelm Marr. Dans son ouvrage *La victoire du judaïsme sur le germanisme* - ouvrage devenu le premier best-seller antisémite - l'auteur démontrait que son hostilité à l'égard des Juifs obéissait non pas à des motifs religieux mais au rôle social et économique prépondérant des Juifs vus comme d'origine étrangère. À noter qu'en 1882 avait eu lieu le premier congrès antijuif international à Dresde réunissant 3000 délégués venus d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de Russie. Par la suite s'étaient créés en Allemagne et en Autriche des Partis antisémites tandis qu'en France, le mot " antisémite " apparaissait dans le *Journal des Goncourt* en 1890, le mot " antisémitisme " dans *Le lys rouge* d'Anatole France en 1896. En 1898 la Chambre des députés comportait un groupe, avec Drumont à sa tête, de 22 députés " antisémites ".

Dans l'esprit de ses promoteurs, le terme antisémite apporte une notion nouvelle et assez méprisante par rapport au terme traditionnel d'antijudaïsme : le Juif n'est plus seulement l'adepte d'une fausse religion mais le porteur, de par sa simple naissance, de caractères anthropologiques spécifiques, disons de critères raciaux, en même temps que lui sont attribuées des fonctions sociales ou économiques que l'on réprovoque. Dans l'antijudaïsme, on s'oppose essentiellement et globalement à une tradition religieuse au nom d'une autre tradition porteuse unique de la Vérité ; dans

l'antisémitisme, il ne s'agit plus d'une opposition d'ordre doctrinal ou idéologique mais d'une hostilité a priori envers des individus en tant qu'étrangers " de race ". Une évolution du langage s'est donc produite à la fin du XIXe siècle, mais il est évident que les faits d'antisémitisme n'étaient pas nouveaux. Depuis le grammairien grec Apion et l'historien romain Tacite qui accusèrent les Juifs des pires abominations, depuis les Empereurs romains (Vespasien, Trajan, Hadrien) qui menèrent des guerres antijuives particulièrement sanglantes jusqu'aux théoriciens nazis en passant par Holbach, Voltaire et Karl Marx..., les formulations théoriques anti-juives ou les manifestations sur le terrain, manifestations brutales voire sanglantes, n'ont guère cessé au cours des deux derniers millénaires. Et à côté de cet antisémitisme laïque pourtant très virulent, que dire de l'antisémitisme chrétien basé sur l'antagonisme fondamental de deux doctrines religieuses, et plus particulièrement de l'hostilité des catholiques bien analysée depuis un demi-siècle ? Il est manifeste que la première raison expliquant la définition restrictive des dictionnaires paraît être que l'antisémitisme classique - disons plus précisément le racisme anti-Juifs - a éclipsé, à la fois par son ancienneté et par le caractère spectaculaire de sa violence, le racisme anti-Arabs qui a pu se développer ici ou là. Le second élément qui semble avoir joué pendant longtemps dans la conscience des Occidentaux, et notamment dans celle des Français, réside à l'évidence dans le peu de considération dont ont joui les Arabes, vus comme quantité négligeable de par la faiblesse de leurs nations et la décadence intellectuelle de l'Islam depuis un certain nombre de siècles. Il en fut ainsi chez les Juifs : en effet, nombre d'historiens remarquent, non sans surprise, que dans les projets relatifs à la réappropriation de la terre de Palestine, projets élaborés par les Juifs au cours des siècles et plus particulièrement au XIXe, il est rarement fait mention des habitants de Palestine dont il s'agissait pourtant de prendre la place. En 1976, l'ancien Grand Rabbin de France, Jacob Kaplan, dans un ouvrage de 250 pages consacré à la promotion et à la gloire du sionisme, semble encore ignorer totalement l'existence des habitants arabes de Palestine que les sionistes repoussent pourtant méthodiquement et violemment depuis déjà près de vingt ans. Comment comprendre aussi, en dehors de cette méconnaissance insigne, que les Occidentaux aient accepté, sans sourciller en 1947, le slogan des sionistes suivant lequel la Palestine n'était qu'une " terre sans peuple " (donc convenant parfaitement à ce " peuple sans terre " représenté par les Juifs !) ? En pratique, on peut dire que ce n'est que depuis 1993 (et les accords d'Oslo) que les Occidentaux dans leur ensemble ont découvert que la communauté arabe de Palestine était une réalité concrète, qu'il n'y avait pas seulement là-bas un problème à résoudre mais des êtres humains qui n'étaient pas juifs. Enfin, dans cette appropriation du mot " antisémitisme " et son exclusive application à la communauté juive, il ne faut surtout pas négliger l'activisme fébrile de certaines organisations juives portées à monopoliser " l'être-victime " au seul profit de leur communauté et plus particulièrement au profit de l'entreprise sioniste israélienne depuis 1947. Dans cette perspective, quoi de plus efficace a priori que la définition entérinée par les dictionnaires qui va conditionner l'ensemble de la population - y compris les Juifs - à ne connaître et à ne considérer qu'une seule forme de racisme, le racisme anti-Juifs. Conséquence imprévue : ce sont les Juifs qui vont, en définitive, être victimes d'une malencontreuse définition. Quant à la phrase de Pie XI suivant laquelle les chrétiens " *sont spirituellement des sémites* ", il est évident qu'elle n'a strictement aucun sens.

C'est dire que l'antisémitisme au sens strict - ce double racisme simultané - n'existe pas sauf à parler d'une forme toute théorique de xénophobie... En pratique, il y a un racisme anti-Juifs et un racisme anti-Arabs (lequel n'est, chez les sionistes, que la forme appliquée à un territoire d'un racisme anti-"non-Juifs" ou anti-étrangers).

Causes premières et causes secondes du racisme anti-Juifs

Edmond Fleg a posé la question essentielle : " *À quoi tient cette haine du Juif, que rien n'apaise, qui existe depuis qu'existent des Juifs, qui durera sans doute tant qu'ils dureront ?* "

Pour comprendre les persécutions dont les Juifs ont toujours été victimes, diverses interprétations ont pu être proposées par les auteurs : la théorie du bouc émissaire, le nationalisme plus ou moins latent, l'influence des Juifs dans la société, l'antique haine des Juifs de la part des chrétiens pour n'avoir pas reconnu le Messie dans la personne de Jésus... Mais toutes ont été jugées insuffisantes par les auteurs. Pour nombre d'entre eux, l'antisémitisme est tout simplement " mystérieux "... " *C'est l'un des faits les plus irritants et les plus déconcertants de l'histoire contemporaine, écrit Hannah Arendt, que, parmi tous les grands problèmes politiques, ce soit le problème juif, apparemment limité et de peu d'importance, qui ait eu l'honneur, si l'on ose dire, de déclencher la machine infernale. Une telle disproportion entre la cause et l'effet offense le bon sens* ".

Effectivement si, en suivant une démarche de journaliste, voire d'historien, on ne fait qu'analyser les interactions multiples entre les Juifs et leur entourage, c'est-à-dire dissenter à perte de vue sur des causes secondes, contingentes et s'enchevêtrant à l'infini - causes qui relèvent en dernier ressort, chez les non-Juifs, parfois de la légitime défense mais le plus souvent de la sottise, de la jalousie ou de la méchanceté - ce qui s'est passé au XXe siècle, comme dans les siècles précédents, où une communauté tout entière est opprimée, est manifestement incompréhensible. C'est sans nul doute les Juifs qui, au cours des siècles ont été les plus grandes victimes d'une part de calomnies (n'ont-ils pas été accusés par les chrétiens de meurtres rituels ?), d'autre part de cette propension qu'ont les hommes de généraliser et d'accuser toute une communauté à partir de la faute de quelque minorité. Cette hostilité dans l'injustice est d'autant plus inexplicable qu'il n'y a sans doute pas au monde une communauté dont les membres ont, sur quelque sujet que ce soit, des opinions aussi diverses : opinions politiques (de l'extrême gauche à l'extrême droite, de l'internationalisme débridé à un étroit nationalisme), opinions religieuses (de l'athéisme le plus résolu à l'ultra-orthodoxie)... Et ne parlons pas du problème du sionisme avec ses sionistes acharnés et ses antisionistes non moins acharnés en passant par les " a-sionistes " et les sionistes par compromission. Néanmoins, et cela ne laisse pas de surprendre dans la plupart des ouvrages sur l'antisémitisme, il est toujours question du comportement des Juifs pour essayer d'expliquer les violences suscitées dans leur entourage : sauf exception l'analyse des auteurs s'arrête à des personnes sans remonter aux éléments de la tradition religieuse qui les inspire. Dans le passé pourtant, nombre de persécutés et de victimes, qu'ils soient chrétiens, communistes ou autres, l'ont été d'abord au nom même de la doctrine à laquelle ils adhéraient ou étaient censés adhérer, indépendamment de tout acte agressif des membres de leur communauté. Fait singulier le judaïsme, en tant que tradition religieuse et culturelle, semble échapper à la règle. Le sujet serait-il tabou ou ignoré ? Et, pourquoi les comportements agressifs

s'appliqueraient-ils avec une telle constance à la communauté juive si celle-ci - comme les autres - ne transportait pas avec elle quelques éléments potentiellement pervers de sa doctrine et de sa culture ancestrales ?

Ces éléments qui " attirent la foudre " - éléments premiers de l'antisémitisme et qui se confortent les uns les autres - ce sont en définitive les mêmes que ceux retrouvés à la base de l'idéologie sioniste : les notions d'" Élection divine " et de " Race légale "... Avec l'" antisémitisme ", le sujet est seulement plus complexe et plus subtil. Au lieu de découler directement de ces éléments, il va constamment passer par un phénomène intermédiaire et spécifique du judaïsme : la ghettoïsation spirituelle ou territoriale de ses membres, phénomène sur lequel nous allons revenir, pour avoir quelque compréhension de ce phénomène " mystérieux " dont parle Hannah Arendt.

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

21 - PROPOS SUR LA RACE, LE RACISME ET LA LUTTE CONTRE L'" ANTISEMITISME "

La " race " : une chape de plomb sur les Juifs et les non-Juifs

Si le Christianisme, l'Islam, le Bouddhisme... peuvent chacun se définir essentiellement comme une tradition spirituelle et plus précisément une tradition religieuse liée aux relations avec quelque divinité, le Judaïsme quant à lui, représente bien une tradition de ce type avec ses mythes de la Création, du Paradis terrestre, du Péch^e originel, de l'Espoir messianique..., mais il lui associe obligatoirement, comme nous l'avons vu, une notion apportée au seuil du premier millénaire par la loi rabbinique et d'un tout autre ordre : une notion de " race ". Le judaïsme n'est pas une religion au sens courant mais une " religion-race ", avec même cette précision : "*le Juif n'est pas uniquement le dépositaire du message hébraïque originel, il est aussi, par le sang, par la généalogie, descendant d'Abraham*" (J.C. Attias)

On peut ajouter que, dans ce complexe, c'est la seconde dimension qui est primordiale : elle est en effet nécessaire et suffisante pour définir le " Juif ", voire le " demi-Juif ", ou le " quart de Juif ". Alors que toutes les autres traditions religieuses intègrent des croyants plus ou moins " bons ", dans la tradition judaïque, au contraire, la croyance est secondaire et accessoire, le critère héréditaire prépondérant : il n'y a pas de bons ou de mauvais Juifs mais des Juifs et des non-Juifs. Au sens de la Loi juive, en effet, un agnostique, voire un opposant doctrinal (tel un catholique dont la mère est juive, serait-il évêque comme J.M. Lustiger), reste un Juif pour la vie. Comme le dit Sartre, "*il ne peut pas choisir de ne pas être Juif*" ! Mais en conditionnant les Juifs à se voir Juifs parmi les non-Juifs, comment la Loi juive pourrait-elle réciproquement ne pas conditionner ces derniers à voir les Juifs comme des gens d'une autre race ?

Il s'ensuit d'ailleurs, malencontreuse disposition de la tradition judaïque, que le nom ou le qualificatif de juif va piéger à la fois ceux qui l'emploient et ceux qui sont désignés : les premiers peuvent être accusés de penser race - ne suffit-il pas la plupart du temps à un individu d'être né dans une famille où il y a des Juifs pour qu'il

soit qualifié d'emblée de juif indépendamment de toute croyance ou de culture juives - les seconds peuvent se sentir méprisés d'être vus à partir de ce seul critère héréditaire, critère que l'on sait, de plus, à la source des préjugés et stéréotypes antijuifs de l'époque moderne.

Alors qu'avec le monothéisme dont il s'est fait le champion le judaïsme a pu enseigner par certains de ses prophètes que Yahvé n'était pas seulement le dieu de la tribu des Hébreux mais celui de tous les hommes de la terre - ce qui impliquait leur égalité foncière et représentait une magnifique avancée vers l'humanité universelle, avancée que relayeront le christianisme et le socialisme - il considère parallèlement, pour le malheur des siens et des " autres " qu'un individu dès la naissance, de par son sang, appartient à jamais à une certaine race quelles que soient ses futures options philosophiques ou religieuses et ses pratiques d'ordre culturel. Et si l'Histoire montre que ces deux options opposées ont toujours subsisté au sein de la tradition judaïque, on doit constater que l'option nationaliste est restée souvent majoritaire par rapport à l'option universaliste, comme le montre, et avec quel éclat, l'expérience moderne du sionisme.

Dans son orientation majoritaire, en conditionnant ses adeptes à voir deux catégories différentes d'hommes : les Juifs et les non-Juifs séparés par un critère qui s'est voulu précis, le judaïsme établit une opposition foncière entre ces catégories. C'est dire que le Juif " moyen " conscient de son statut particulier n'est jamais parfaitement libre face à un non-Juif, et que celui-ci ne l'est pas non plus s'il sait son interlocuteur tributaire d'une situation particulière. Une frontière leur est imposée qui pourra parfois s'estomper mais rarement disparaître. Même s'il récuse la foi et la culture juives, le Juif n'en est pas moins marqué à jamais dans son esprit et dans sa chair et conditionné à vivre dans quelque ghetto dont les deux conséquences seront toujours, d'abord de supporter avec peine au sein de sa famille de race des individus très éloignés de lui par la pensée et par l'action, ensuite de s'opposer de quelque manière aux non-Juifs, condamné qu'il est à souffrir des siens et des " autres ". Seule une minorité d'individus maniant l'humour et une indépendance d'esprit non commune est vraiment capable de dominer cette notion raciale qu'on lui a inculquée à la naissance, que l'on continue d'autorité à lui imposer parfois contre sa volonté expresse et que certains payeront même de leur vie. Hitler et les siens, en envoyant systématiquement à la mort des enfants, voire (dans le doute) de simples circoncis, n'ont-ils pas suivi à la lettre cette malheureuse disposition du judaïsme ?

La détermination de ces deux catégories d'individus : les " Juifs " et les " non-Juifs " qui établit entre elles une barrière infranchissable n'est pas sans rappeler celle qui a existé plusieurs siècles entre les Blancs et les Autres, entre " Nous " et " Eux " (Noirs, Indiens, Maures, Juifs...), barrière basée sur quelque " limpieza de sangre " comme la péninsule ibérique en a connue à partir du XVe siècle.

Comme le montre ce terrain expérimental extraordinaire que représente l'État d'Israël dans sa volonté de poursuivre jusqu'à son terme la ghettoïsation de toute une région, jamais la souffrance psychologique des Juifs d'Israël et d'ailleurs n'avait atteint un tel degré. Ainsi qu'en témoigne l'histoire quotidienne : chaque Juif sioniste, d'une part réprouve, déteste ou hait foncièrement nombre de personnes de sa " race " pour leurs opinions politiques ou religieuses, d'autre part suspecte, déteste ou appelle vengeance sur les non-Juifs qui s'opposent à l'entreprise sioniste. Et l'on sait d'expérience que, dans les deux directions, il peut s'agir d'une haine à mort : c'est

Yigal le juif qui tue Rabin le juif, ce sont les soldats juifs qui tuent de sang froid les enfants palestiniens lanceurs de pierres.

Qu'Israël soit devenu ce concentré de haine d'ordre racial et de violence est dans la logique des choses : parmi toutes les grandes traditions spirituelles, seul le judaïsme - en totale contradiction avec une partie intégrante de lui-même : son option universaliste - porte cette tare que d'avoir inventé et promu deux " races " humaines : les Élus et les Autres, les Juifs et les non-Juifs... Tous les ingrédients sont là, réunis en Israël, pour que s'épanouissent dans les esprits et dans les faits, et une hostilité des Juifs entre eux, et une hostilité des Juifs envers les non-Juifs (envers les Arabes en particulier), hostilité à laquelle va répondre une hostilité réactionnelle des non-Juifs envers les Juifs.

La ghettoïsation territoriale ou/et spirituelle : source sans cesse résurgente à la fois d'excellence et de racisme antijuif.

Fruit du mythe de l'Alliance et de la loi du sang, un phénomène social d'importance a toujours marqué l'histoire du judaïsme : la ghettoïsation. Mais qui dit ghettoïsation - qu'elle soit parfois imposée par des forces extérieures hostiles ou le plus souvent adoptée par choix - dit parallèlement séparation dans des solidarités exclusives et, partant, émergence d'élites remarquables d'excellence dans de multiples domaines - y compris celui de la guerre - élites dont certaines seront admirées, d'autres suspectées ou jalousées, mais d'autres enfin honnies parce que fondamentalement dominatrices et oppressives. L'État d'Israël ne réalise-t-il pas sous nos yeux, un exemple de ce type !

Mais la ghettoïsation a un corollaire : la dispersion-assimilation. Les deux phénomènes sont, en effet, intimement liés : ils découlent l'un et l'autre, à la fois d'une certaine interprétation des écrits fondateurs et des réactions hostiles des populations non-juives. On peut noter d'ailleurs que ces deux phénomènes restent toujours à l'état de tentatives plus ou moins avancées. Ainsi que le montre l'Histoire, le ghetto a, en effet, comme destinée, ou bien d'imploser de l'intérieur (c'est l'histoire de la Tour de Babel) ou d'être violé de l'extérieur par quelque force dominante, tandis que l'assimilation est formellement combattue par la tradition majoritaire du judaïsme quand elle ne l'est pas par l'environnement humain. Les deux phénomènes conjoints vont, de ce fait, se succéder perpétuellement au sein du judaïsme en cercles continus, à un rythme variable en fonction du contexte. La phase actuelle, depuis 1945, est manifestement une phase où la ghettoïsation est privilégiée comme le montre à l'évidence, non seulement l'État d'Israël mais les divers pays, pays occidentaux notamment, où vivent des Juifs. *" Je rencontre, écrit E. Benbassa , de plus en plus de Juifs qui me semblent vivre dans une sorte d'aquarium. Ils écoutent les radio juives, ils lisent la presse juive, ils vivent avec des Juifs, ils vont voir des films juifs. L'auto-enfermement de certains orthodoxes, on le comprend. Le mode de vie, les règles diététiques imposent une certaine mise à distance. Là n'est pas le plus inquiétant, ni le plus étonnant. Je parle des autres "*

Certains auteurs, nous dit Hannah Arendt , sont arrivés à penser que *" l'antisémitisme était peut-être un excellent moyen de maintenir l'unité du peuple juif "...* Ces auteurs ont parfaitement saisi le phénomène : la ghettoïsation (territoriale ou spirituelle), élément essentiel qui maintient l'unité du peuple juif, si elle découle certes directement du mythe de l'Alliance (mythe destiné à s'estomper lentement mais néanmoins inexorablement suivant la destinée commune à tous les mythes) ne

présente effectivement qu'un grand facteur de renouvellement possible : l'hostilité des non-Juifs envers les Juifs.

À propos du fossé existant entre les Juifs et les non-Juifs, Hannah Arendt, en citant des extraits de l'ouvrage de Jacob Katz (*Exclusiveness and Tolerance. Studies in Jewish-Gentile Relations in Medieval and Modern Times*) écrit : " Du XVe à la fin du XVIe siècle [...] le judaïsme devint "plus que jamais un système de pensée fermé". C'est alors que, sans intervention extérieure, les Juifs commencèrent à penser que "ce qui séparait les Juifs des nations n'était pas fondamentalement une divergence en matière de croyance et de foi, mais une différence de nature profonde", et que l'antique dichotomie des Juifs et des non-Juifs était "plus probablement d'origine raciale que doctrinale". Ce changement d'optique, cette vision nouvelle du caractère étranger du peuple juif [...] apparaît clairement comme la condition sine qua non de l'antisémitisme ".

Que des Juifs aient pu penser que l'hostilité envers les Juifs résultait non pas d'une différence de croyance ou de culture entre Juifs et non-Juifs mais d'une différence de nature profonde, permet de réaliser parfaitement ce que la notion d'hérédité ou de " race " transportée par la tradition juidaïque peut avoir de pervers. Car qui dit " race ", dit tentation de passer d'une hostilité envers un individu à une hostilité envers toute une communauté, dit " racisme " potentiel avec ses deux formes en miroir : dans la circonstance le racisme anti-"non-Juifs" et le racisme anti-Juifs. Car, il n'y a pas de racisme " à sens unique ". Et, dans ce cercle infernal comment ne pas attribuer au racisme anti-"non-Juifs" la responsabilité première, puisque son fondement qui est scripturaire a pour lui et l'antériorité et la permanence ?

Dans ses *Réflexions sur la question juive* J. P. Sartre a écrit : " *Le Juif est un homme que les autres hommes tiennent pour Juif : voilà la vérité simple dont il faut partir* "...

Le philosophe se trompe grossièrement : la vérité de départ n'est pas celle-là, mais le fait que c'est le Talmud qui, d'emblée, désigne comme juif tout individu sur le seul critère héréditaire, conditionnant parallèlement les Juifs à voir les non-Juifs comme des étrangers et ce depuis plus de deux millénaires. Ce n'est en somme qu'en suivant la tradition juive ou en réaction, que les non-Juifs, en utilisant un mot dont la connotation raciale est transportée par le judaïsme lui-même, sont amenés à tenir tel homme pour juif, c'est-à-dire traditionnellement comme " insécularisable " et inassimilable. C'est dire aussi que le judaïsme, en inventant les non-Juifs, ceux qui sont d'une autre race, piège à la fois ses adeptes et " les autres ". *Dès ma petite enfance*, écrit J. M. Lustiger, *j'ai su que je n'étais pas comme les autres* ".

Freud, de son côté, en se demandant comment les Juifs s'étaient attiré cette haine éternelle, ne s'est pas moins fourvoyé quant aux racines du mal. Alors que l'hostilité contre les Juifs prenait en Allemagne, dès l'avènement de Hitler, les dimensions que l'on connaît, n'attribuait-il pas ce comportement à une " haine inextinguible " du monothéisme en tant que névrose obsessionnelle reposant sur un complexe de culpabilité : le crime de l'assassinat du père par la horde primitive ?

Quand la Compagnie de Jésus, d'après la Convention de 1593, n'admet en son sein aucun chrétien d'ascendance juive, quand elle veut par un décret de 1608 que ses novices fassent la preuve qu'ils n'ont pas de sang juif depuis cinq générations (depuis quatre générations à partir de l'amendement de 1923), quand le R.P. Koch, S. J. écrit en 1934 dans l'ouvrage *Jesuiten-Lexikon*, que " *De tous les ordres, c'est la Compagnie de Jésus qui, par sa règle, est le mieux protégée contre toute influence juive* " ; il est évident qu'il s'agit d'un racisme anti-Juifs caractérisé et ignominieux.

Mais, il faut bien voir que cette exaltation du sang pur par les jésuites, pour que les juifs convertis (conversos) ne puissent accéder aux charges et honneurs publics, ne vient, d'une certaine manière, qu'en réponse monstrueuse à la Loi du sang spécifique au judaïsme. En somme, une guerre de " purs " contre des " élus " ! Et il semble bien que l'insanité de ces comportements et propos de jésuites rapportés ci-dessus relève plus d'une pollution inconsciente par des réflexes conditionnés profondément ancrés dans les esprits que de quelque raisonnement ou de quelque expérience.

Dans l'Islam, il y a bien hérédité paternelle mais elle très différente de l'hérédité maternelle juive. Il s'agit, certes, d'une tare notable que cette transmission héréditaire de la religion, et pour les individus et pour le progrès de la civilisation, notamment de la démocratie, mais il n'y a ni notion de sang, ni notion de race transmettant par voie masculine ou féminine quelque qualité singulière. En témoigne le prosélytisme constant de l'Islam dans la perspective primordiale qui est la sienne (comme elle fut longtemps celle du christianisme) : son extension maxima près des infidèles.

Si, dans le développement de deux catégories distinctes d'humains, la tradition juдаïque - en négligeant l'option universaliste de ses prophètes - a une lourde responsabilité, il ne faut pas oublier pour autant que le racisme au sens fort du terme s'est développé en Occident de façon tout à fait autonome à partir du XVe siècle avec l'esclavage et la colonisation et, à partir du XVIIIe, avec les théories pseudo-scientifiques qui se sont épanouies jusqu'à une période relativement récente.

À propos de l'hostilité anti-"non-Juifs" des Juifs, Hannah Arendt a pu écrire dans son ouvrage *Sur l'antisémitisme* : " *Lorsqu'on découvrit la tradition juive d'hostilité souvent violente à l'égard des chrétiens et des non-Juifs, "le public juif en général fut non seulement indigné, mais sincèrement étonné" car ses porte-parole s'étaient persuadés et avaient persuadé les Juifs que, s'ils étaient ainsi séparés des autres nations, la faute en revenait aux non-Juifs, à leur hostilité et à leur obscurantisme. Les historiens juifs assuraient désormais que le judaïsme avait toujours été supérieur aux autres religions parce qu'il croyait à l'égalité entre les hommes et à la tolérance. Cette théorie spécieuse, dont les Juifs étaient les premières victimes, accompagnée par la conviction que les Juifs avaient toujours été les objets souffrants et passifs revenait en fait à prolonger l'antique mythe de l'Élection* ". Ce mythe de l'Élection dont parle Hannah Arendt devait, avec le temps, engendrer et la loi rabbinique et les textes xénophobes du judaïsme tels que ceux que nous avons rapportés plus avant. C'est bien, en effet, l'élément de base duquel il faut partir si l'on veut parler d'antisémitisme ".

Propos sur " La lutte contre l'antisémitisme "

Comme nous l'avons vu précédemment le mot " antisémitisme " a été défini maladroitement par son inventeur Wilhelm Marr et consacré non moins maladroitement ensuite par les dictionnaires. Mais, cette définition qui occulte les Arabes n'est pas sans de notables conséquences : la retenir dans son inadéquation - comme le font unanimement ceux qui s'investissent dans la " lutte contre l'antisémitisme " - va constituer un piège redoutable à la fois pour les promoteurs et acteurs de cette lutte - Juifs pour la plupart - et pour les Juifs dans leur ensemble au profit exclusif desquels elle est menée.

On peut penser d'abord en toute logique, ce que confirment bien entendu les constatations sur le terrain, que les Arabes ne sauraient s'associer et participer à cette action, d'une part parce qu'ils sont niés dans leur existence même de Sémites,

d'autre part parce qu'ils ne peuvent pas ne pas être solidaires de leurs frères arabes palestiniens humiliés et persécutés depuis des dizaines d'années par les Juifs en Palestine. Mais, il y a plus... Comment imaginer que certains Arabes, puissent ne pas développer une hostilité envers leurs oppresseurs (au prix de se transformer alors, curieux paradoxe en " sémites antisémites ") ? Comment s'étonner aussi, devant le drame permanent créé par l'irruption en 1947 de l'État juif en Palestine, que nombre de non-Arabes musulmans rejoignent les Arabes en tant que coreligionnaires ? Toute hostilité même justifiée envers un individu, si elle à s'étend à l'ensemble des membres de la communauté à laquelle appartient l'individu en question, constitue en somme une forme de racisme, racisme au sens strict ou au sens large suivant la distinction faite précédemment. Pour banale qu'elle puisse être, elle sera toujours injuste et regrettable. Mais, avant d'accuser les hommes, accusation qui va volontiers générer des hostilités en chaîne, ne convient-il pas plutôt de reconnaître les éléments culturels qui, par l'intermédiaire du communautarisme engendré, imprègnent la pensée des individus et favorisent leur tendance à la généralisation abusive et au jugement sommaire ? Et, parmi ces éléments, la notion de " race " ne serait-elle pas, au vu de l'Histoire, celui ayant le potentiel le plus pervers ? Comme pourrait l'être " la lutte contre le racisme anti-Arabes " (si elle existait !) ou la lutte contre tout racisme appliqué à une communauté déterminée, la lutte ciblée contre le racisme anti-Juifs (l'" antisémitisme " des dictionnaires) sera toujours éminemment contestable dans son principe - on peut même dire qu'elle porte une contradiction intime - et dérisoire dans ses résultats. C'est dire parallèlement que son efficacité ne peut être que fonction inverse de l'application avec laquelle elle est menée. Et l'on sait combien est grande cette application... **Car, il n'y aura jamais qu'une lutte qui vaille : celle qui concerne le racisme envers " les autres " quels qu'ils soient et dont les hérauts sont des hommes libres.** Terrible disposition de la tradition juidaïque, en effet, que celle d'avoir théorisé et véhiculé, par certains de ses éléments, l'idée de deux catégories d'hommes !

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

**22 - DE QUELQUES LOIS, RÉGLEMENTS, COMPORTEMENTS, ARGUMENTS, MÉTHODES, PENSÉES, PAROLES...
suscités par l'idéologie sioniste**

Ce chapitre, où s'étalent les contradictions, voire le cynisme, pourrait être fort long ! Citons un échantillon :

La "Déclaration d'indépendance" selon laquelle il ne saurait y avoir, en Israël, aucune discrimination fondée sur la religion, le sexe, l'appartenance ethnique...

La loi dite "du Retour" avec ses deux composantes raciale et territoriale qui donne à tous les Juifs du monde (le " juif " étant défini par son hérédité) le droit être reçus en Israël et d'en devenir citoyens et qui interdit à tous les non-Juifs partis pour faits de guerre en perdant leurs biens, d'y revenir.

La "Loi fondamentale" qui stipule qu'il ne peut y avoir en Israël " d'atteintes à la vie, à l'intégrité ou à la dignité de la personne..., pas de violations du droit à la

propriété..., pas de privation ou de restriction à la liberté de la personne par emprisonnement, arrestation ou extradition ".

La "Loi fondamentale" qui veut qu'une terre acquise d'une manière ou d'une autre par le Fonds national juif, soit une terre non pas " nationale " ou " israélienne " mais " juive ". Désormais cette terre ne pourra ni être vendue, ni être louée à un goy. Dans l'esprit des sionistes, il s'agit d'une terre " libérée ", " rachetée ", " sauvée ", " sanctifiée ", " purifiée "...

La loi 124 qui donne au Gouverneur militaire la possibilité de suspendre tous les droits des citoyens, y compris le droit de se déplacer.

La terre qui n'est plus cultivée du fait de la suppression de ce droit est déclarée " inculte " et le ministère de l'Agriculture " peut en prendre possession afin d'en assurer l'exploitation ".

La loi qui interdit formellement aux non-Juifs d'habiter certaines villes.

La pensée de Ben Gourion (ex-terroriste devenu Premier Ministre d'Israël) relative au " transfert " des Arabes hors de Palestine (en Jordanie, en Syrie ou en Irak) : " *une idée humaniste et sioniste importante qui permet de donner des terres nouvelles à la fois aux Juifs et aux Arabes ".*

Les propos de Marek Halter attribuant la création de l'État d'Israël au combat des Juifs contre les Britanniques et osant comparer Ben Gourion à Gandhi en tant que décolonisateurs : " *Israël, comme tous les pays en lutte pour leur indépendance, ne doit sa création qu'au combat et à la mobilisation de sa propre population contre le pouvoir colonial. Une lutte souvent violente et dont la victoire a sonné le glas de l'Empire britannique. La lecture de la correspondance entre Ben Gourion et Gandhi, accomplissant tous deux, en même temps ce difficile travail de décolonisation, éclaire définitivement cet enjeu politique. "*

Ces paroles d'un ministre religieux du gouvernement israélien devant le spectacle des enfants abattus par balle durant l'Intifada : " *Dieu ne pardonnera pas aux Palestiniens de nous avoir contraints de tuer leurs enfants ".*

Golda Meir, en son temps, avait déjà dit la même chose à l'adresse des Arabes : " *le plus impardonnable c'est de nous obliger à tirer sur vos enfants ".*

Les paroles du conseiller juridique du gouvernement israélien, Rubinstein, lors de pourparlers entre la délégation palestinienne et les Israéliens...

Alors que la résolution 194 de l'ONU prévoit le retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres ou une juste réparation de leurs biens abandonnés (biens estimés, notamment en 1949 après la guerre de 1947-1948, par une commission tripartite anglo-franco-turque à 1 124 000 000 livres sterling soit plusieurs centaines de milliards de dollars d'aujourd'hui), le conseiller répond : " *Ces sommes n'existent plus. Nous les avons utilisées. C'est à la communauté internationale de créer des fonds pour cette tâche ".*

Les propos de Ytzhak Rabin pour justifier près des Israéliens la création d'une entité palestinienne à Oslo en septembre 1993 :

" *Si je pouvais noyer la Bande de Gaza et ses Palestiniens dans la Méditerranée, je l'aurais fait. Mais la chose est impossible ".*

Le rejet sur les Arabes de la responsabilité de leur exode de 1948, en tant que " *juste punition " pour leur coupable aveuglement d'avoir refusé le plan de partage de la Palestine ?*

L'accusation portée par Israël sur la délégation palestinienne aux " *pourparlers de paix " de l'été 2000, d'être - par sa non-acceptation d'un compromis et son*

intolérance - responsable de l'échec de ses pourparlers...

On sait que la colonisation israélienne de la Palestine n'a jamais cessé de s'étendre chaque jour depuis plus de cinquante ans, que des territoires (Jérusalem-Est, le Golan...) ont été purement annexés, qu'Israël n'a respecté aucun des accords qu'il a lui-même signés et qu'il a tenu les résolutions des Nations Unies pour nulles et non avenues.

Le prétexte invoqué pour ne pas respecter la quatrième Convention de Genève. Alors qu'Israël a ratifié en 1951 cette Convention relative au fonctionnement des tribunaux et à la protection des personnes civiles dans les territoires occupés, il considère depuis 1967, contrairement à l'ONU, que cette convention ne s'applique pas à la Cisjordanie et à la bande de Gaza sous le prétexte que ces territoires ne relevaient pas antérieurement d'un État souverain (pour Israël c'est l'Empire ottoman qui fut, jusqu'à 1919, ce dernier État souverain, la Jordanie n'ayant été qu'un occupant de fait). Pour les Israéliens - dans leur perspective constante du Grand Israël - il ne s'agit donc pas de territoires " occupés " ni même " administrés " mais de territoires " libérés " ! Lorsque quelques lambeaux de ces territoires sont restitués aux Palestiniens, il s'agit d'une " offre ", d'un " don ", d'un " sacrifice " en faveur de la paix, consentis par " générosité " et auxquels ne répond qu'" ingratitude ". La prétention du gouvernement israélien de faire condamner l'antisionisme par l'ONU.

On se rappelle que la résolution 3379 des Nations Unies avait condamné en 1975 le sionisme comme " une forme de racisme et de discrimination sociale " et que cette condamnation avait été annulée en 1991 avec la complicité des États-Unis et à la faveur de l'effondrement du bloc soviétique modifiant la répartition des votes. On sait aussi que cette demande inouïe de condamner l'antisionisme fut tout de même rejetée !

Les paroles de Ben Gourion prononcées à la suite de la proposition de la Grande-Bretagne de transférer chez elle des milliers d'enfants juifs allemands à la suite de la Nuit de cristal de 1938 :

" Si je savais qu'il était possible de sauver tous les enfants d'Allemagne en les installant en Angleterre, ou juste la moitié en les installant en Eretz-Israël, je choisirais cette deuxième solution ". Leibowitz dit d'ailleurs que Ben Gourion " haïssait le juif réel. Pas le concept de juif, mais la réalité de ces millions de juifs dont il était originaire "

L'installation de kibboutzim sur des terres confisquées aux Palestiniens en promettant du travail à ces derniers au nom de la fraternité judéo-arabe.

Les man'uvres pour s'attirer les sympathies des Arabes israéliens - notamment des paysans pauvres et peu instruits en leur distribuant largement pendant de nombreuses années des récompenses diverses - pour obtenir d'eux qu'ils votent pour le parti au pouvoir...

Les efforts déployés pour inciter les populations arabes israéliennes désemparées après la guerre de 1947-1948, à fêter dès 1949 l'Indépendance israélienne, cette indépendance qui représentait pour elles la Naqba : l'écrasement des forces armées arabes et l'exil d'un grand nombre d'entre eux.

Greilsammer écrit à ce sujet : " La minorité non-juive fut vivement encouragée par les autorités à participer.... En l'honneur de la fête, le gouvernement militaire levait brièvement les restrictions de circulation et les Arabes pouvaient prendre part aux

célébrations... On leur faisait chanter la Hatikva avec une soumission apparemment totale. Une minorité culturelle désorganisée, et qui avait perdu son leadership, devait adopter les symboles qu'au fond elle rejetait "Imagine-t-on les Allemands, à la commémoration de leur victoire écrasante sur la France de 1940, invitant les Français à y participer et à chanter le Deutschland über alles ?

Le fait d'admettre démocratiquement des députés arabes à la Knesset tout en leur demandant de prêter serment d'allégeance à l'État d'Israël, de siéger sous le portrait de Théodor Herzl et du drapeau à l'Étoile de David, de voir se développer sous leurs yeux une législation discriminatoire à l'encontre de leur communauté, d'être voués chaque jour à de pénibles compromis.

Le fait de faire étudier aux enfants arabes divers aspects du nationalisme juif (*" les relations entre la Diaspora juive et la terre d'Israël ", " le mouvement sioniste et son développement ", " l'immigration juive "...*) tout en proscrivant de façon absolue le nationalisme arabe, de leur faire consacrer plus de temps à l'étude de l'hébreu qu'à celle de l'arabe, plus de temps à l'étude de la religion juive qu'à celle de la religion musulmane.

Les propos de Jean Kahn, président du Consistoire central israélite lors de l'Intifada d'octobre 2000 :

" Cela fait deux mille ans que les juifs sont des boucs émissaires. Il faut dire la vérité et ne pas oublier qu'Arafat, en fermant les écoles, est le responsable de la mort des enfants ".

Les propos du général israélien, Raanan Gissin affirmant dans le journal *Maariv* que : *" les médias ne sont pas là pour servir la vérité historique mais pour livrer un récit à l'opinion [...]. Il faut donc " les mettre dans notre poche, les pousser à filmer du côté de la crosse du fusil et non du canon. Il faut que les médias étrangers tirent avec nos soldats ".*

La progression, à un rythme accéléré, pendant les " processus de paix " de la colonisation de la Cisjordanie et de Gaza : entre le second trimestre 1999 et le second trimestre 2000, cette progression a été de 51 % !

La tactique constante adoptée et suivie par tous les sionistes de : *" ne jamais abandonner ni position, ni territoire sauf sous la contrainte d'une force supérieure ".* L'affirmation qui fait considérer que les expulsions des Arabes de Palestine depuis 50 ans ont été compensées par les expulsions des Juifs des pays arabes après la guerre de 1948...

Si ces dernières expulsions entreprises comme des représailles sont éminemment regrettables et inadmissibles, il faut bien voir néanmoins que ce type d'exaction comporte des degrés. Les Juifs n'ont pas été expulsés parce qu'ils étaient juifs mais sionistes (ennemis avoués ou potentiels). Les mauvais traitements qu'ils ont subis, les morts qu'ils ont déplorés, les biens qu'ils ont perdus sont sans aucune commune mesure avec ceux des Palestiniens et ils ont été - tout au moins le plus grand nombre d'entre eux - reçus à bras ouverts en Israël en tant que colons.

Il semble de plus que les Juifs d'Irak ne voulaient pas émigrer et que, selon les derniers travaux des historiens, *" ce sont des émissaires sionistes qui ont précipité leur départ en plaçant une bombe dans une synagogue de Bagdad, bombe qui a causé beaucoup de dégâts et qui, surtout, a provoqué une panique chez les Juifs irakiens, qui se sont alors décidés à s'en aller ".*

On peut ajouter, en ce qui concerne la communauté syrienne, que son départ fut

même exigé par le Congrès juif mondial et le gouvernement américain, les autorités syriennes se contentant d'accepter ce départ.

L'exploitation de la "Shoah" ou de l'"Holocauste" pour en tirer le maximum de dividendes, notamment près de l'Allemagne, en "*faisant l'amalgame entre ennemis arabes et nazis, en assimilant Nasser, Saddam Hussein et Arafat à Hitler ou en évoquant en permanence la menace d'extermination*". (cf. Esther Benbessa dans son article de Libération du 11/09/00) : "*La Shoah comme religion*" ou Finkelstein dans son ouvrage *L'industrie de l'Holocauste*)

L'audace de nommer démocratie ce qui n'est en fait qu'ethnocratie.

-----**Pour revenir au sommaire,**
cliquez [ici](#)

23 - DE QUELQUES QUESTIONS OU INTERROGATIONS...

Comment l'ONU peut-elle accepter d'Israël, un de ses membres à part entière depuis 1949 :

- l'annexion et la colonisation progressive de tout un territoire, fait qu'elle range depuis 1998 dans les " crimes de guerre ") ?
- la violation des droits de la personne tels qu'ils sont définis par la Déclaration universelle ?
- le non-respect des Conventions de Genève dans les territoires occupés avec les destructions de maisons, les contraintes de circulation pour le personnel médical, les vivres et les médicaments... ?
- la violation permanente des frontières ?
- le refus de tout contrôle par l'Agence Internationale sur l'Énergie atomique et sur la production d'armes chimiques et biologiques ?
- la prétention à résoudre seul - avec les États-Unis, son soutien inconditionnel - les conflits qu'elle a elle-même provoqués ?

Sait-on, en ce qui concerne l'Europe Unie, qu'il a fallu attendre juin 1980 pour qu'elle prenne position sur le conflit israélo-arabe et déclare à Venise : "*le Conseil européen reconnaît le droit à l'autodétermination du peuple palestinien et l'OLP comme représentant du peuple palestinien et condamne l'occupation des territoires par Israël et les colonies de peuplement*" ?

Si Israël n'était pas un État juif, ne serait-il pas au ban des nations comme le fut l'Afrique du Sud pendant son apartheid, ne serait-il pas contraint par l'ONU de revenir dans le droit chemin international comme ce fut le cas de la Yougoslavie et de l'Irak ?

N'est-il pas singulier de voir que le qualificatif de " nazi " vienne spontanément à l'esprit de personnalités juives éminentes (comme Yechayahou Leibowitz, Haïm Cohen, Moshe Zimmermann, Israël Shahak que nous avons cités), pour qualifier certains comportements où éclate le racisme anti-arabe en Israël ?

Jusques à quand les Juifs israéliens revendiqueront-ils une quasi-immunité par le fait que leurs frères ou leurs pères ont été persécutés en Occident ?

Comment se fait-il que les religieux, religieux occidentaux notamment, se taisent face à la torture, aux prises d'otages, aux bombardements-représailles, à la cruauté du régime d'occupation israélienne ?

N'a-t-on pas le droit d'évoquer une " double allégeance " et de parler d'une coupable solidarité, lorsque Élie Wiesel, disait au moment de la guerre du Liban : *" Comme juif je suis totalement solidaire de ce qui se passe en Israël et ce que fait Israël le fait en mon nom aussi "*, lorsque le grand rabbin de France Joseph Sitruc déclarait au Premier Ministre israélien Itzhac Shamir : *" Chaque juif en France est un représentant d'Israël. Soyez assuré que chaque juif de France est un défenseur de ce que vous défendez "* ou lorsque le responsable du CRIF, lors de l'Intifada 2000, exhortait les *" juifs de France "* à *" s'identifier "* aux juifs israéliens ?

Alors qu'une fraction croissante de Juifs est de plus en plus en proie à l'interrogation et au doute sur l'entreprise sioniste, on constate que les Juifs français ou américains dans leur majorité soutiennent inconditionnellement Israël. Quand on sait que ces mêmes Français et Américains n'émigrent guère en Israël, ce soutien ne viserait-il pas à se donner bonne conscience ?

Comment se fait-il que tant de journalistes occidentaux adoptent systématiquement le langage habile des Israéliens en parlant, par exemple, des " Territoires " et non des "territoires occupés" ?

Comment un non-Juif citoyen d'Israël, et ayant quelque honneur, pourrait-il se sentir chez lui dans un pays se nommant Israël, dont le drapeau est frappé de l'Étoile de David, dont la Constitution ne fait de lui qu'un citoyen de seconde zone et où il ne peut être qu'un apatride ?

Comment n'y aurait-il pas des collaborateurs et des mercenaires arabes ou chrétiens en Israël et dans les territoires occupés, alors qu'il y en a dans toutes les situations d'oppression et de servitude ? Comment n'y aurait-il pas non plus des attentistes par intérêt et des résistants au péril de leur vie ?

Quand on sait que la ghettoïsation territoriale ou spirituelle des Juifs suscitée par l'association "mythe de l'Alliance - loi du sang", ghettoïsation générant des élites jalousees ou entraînant des solidarités exclusives, a souvent eu dans le passé des conséquences désastreuses, comment ne pas voir les dangers mortels encourus avec l'État-ghetto prévu par les sionistes et mis délibérément en chantier en Israël ?

Comment ne pas rapprocher le négationnisme des sionistes - jusqu'à une date récente - concernant l'existence du peuple palestinien du négationnisme concernant le génocide des Juifs par les nazis et voir que si le second n'est l'affaire que de quelques centaines d'individus en Europe, le premier possède une multitude de supporters en Israël et ailleurs ?

Comment un État dont le fondement est théocratique et racial pourrait-il ne pas fonctionner selon les lois de l'apartheid ?

Quel autre État qu'Israël, membre de l'ONU, peut se permettre dans l'indifférence des autres nations, d'avoir comme chefs de gouvernement des ex-terroristes comme Ben Gourion, Shamir ou Begin (reçus même en grande pompe à l'étranger), ou des criminels de guerre, comme A. Sharon, de réprimer des émeutes avec des mitrailleuses, des chars et des hélicoptères de combat, de se moquer de l'ONU en faisant fi de ses résolutions, de narguer les États européens en détruisant toutes les installations financées par ceux-ci en Palestine et d'être satisfait de ses meurtres d'État ciblés ?

N'est-il pas surprenant de voir les Juifs sionistes professer une idéologie qui inclut la " défense du sang " lorsqu'on sait que c'est cette même idéologie qui a conduit Hitler à faire des Juifs les victimes du génocide que l'on sait ?

La capitulation permanente des Nations Unies - se contentant de paroles pieuses - face aux conquêtes territoriales du sionisme, ne rappelle-t-elle pas celle des nations européennes face à la montée du nazisme ?

La volonté de détruire les lieux de mémoire des peuples vaincus a toujours été une pratique barbare... Nul doute qu'Oradour-sur-Glane et Auschwitz auraient été effacés si les nazis n'avaient pas été vaincus... Mais, sait-on que sur l'emplacement du village de Deir Yassin, où furent massacrés en 1948 par les organisations terroristes sionistes 254 Arabes, les Israéliens ont édifié des habitations ?

Par quelle aberration mentale un ex-Grand Rabbin français, René Samuel Sirat, peut-il oser dire, sans se moquer de la quasi-totalité des hommes, que " personne ne peut nier les droits d'Israël sur les terres de la Promesse " et revendiquer pour les Juifs exclusivement le droit " du sol " et du " retour à Jérusalem " ?

Que dire devant l'attribution du Prix Nobel de la paix à Shimon Pérès, sinon que les Sages de Suède n'avaient encore rien compris à l'idéologie sioniste !

Sait-on qu'un colon juif qui abat un Palestinien n'est jamais condamné qu'à une amende de principe ou que les militaires coupables de " bavures " graves, ou bien ne sont pas condamnés, ou bien bénéficient très rapidement de grâces et, une fois libérés, de protections ?

Dans toutes les situations de détresse la religion est un recours et un refuge.

Comment être surpris que l'intégrisme musulman - d'autant qu'il a en face de lui un intégrisme juif particulièrement agressif - se développe en Israël et dans les territoires occupés et " fabrique " des fanatiques islamistes ?

Les Allemands, les Japonais, les Espagnols... ont, par leurs autorités, formulé excuses et repentir pour les fautes respectives de leurs ancêtres, les catholiques avec le pape Jean Paul II ont fait de même pour les crimes de l'Église catholique à l'encontre des protestants et des juifs. Quand les rabbins exprimeront-ils un repentir pour avoir été, depuis le milieu du XXe siècle, largement complices des membres de leur communauté qui se sont approprié en quelque cinquante ans les trois quarts de la Palestine au mépris de tout un peuple et ont promu une purification ethnique caractérisée ?

Avec tous les colonialismes : colonialisme français, anglais, espagnol, néerlandais... les populations autochtones assez souvent maltraitées, ont pu néanmoins, dans certains domaines, tirer des bénéfices appréciables. Peut-on dire la même chose du colonialisme sioniste ?

Comment de ne pas avoir été troublé devant le spectacle des rencontres Arafat-Barak sous la houlette du Président des États-Unis dont les intérêts électoraux sont directement liés à la communauté juive sioniste de son pays et dont beaucoup de conseillers adhèrent à la même idéologie ? Peut-on imaginer une rencontre aussi piégée, un rapport de forces aussi disparate, une hypocrisie aussi patente et, face à ce spectacle, une lâcheté aussi manifeste des Nations occidentales, de nombre d'intellectuels et de journalistes ?

Une fraction notable d'Israéliens, et de sionistes de par le monde, sont partisans d'un " transfert " massif des non-Juifs hors des frontières de la Palestine. Si les Israéliens, qui possèdent parfaitement la logistique de cette déportation (quelques centaines de

camions pendant quelques mois) le mettaient en exécution, les dirigeants occidentaux seraient-ils capables de s'y opposer ?

Les mots banals caractérisant une pratique raciste sont ceux de séparation, de ségrégation, de discrimination, d'exclusion... Viennent toujours s'y associer ceux d'oppression, d'usurpation, d'agression, de persécution, de domination, d'expulsion, d'élimination... Qui peut soutenir que la politique de l'État sioniste n'est pas typiquement d'essence raciste ?

Il sera toujours profondément choquant qu'une personne étrangère à Israël puisse sur un critère héréditaire devenir citoyen de cet État. Mais en même temps il ne sera jamais très honorable pour cette personne de bénéficier de droits particuliers dont sont privés tous les non-Juifs. Quel autre État " occidental " que celui d'Israël - s'il n'était protégé par son statut particulier - pourrait, dans l'indifférence des autres États, se permettre une telle législation ségrégationniste ?

Deux raisons essentielles expliquent la passivité habituelle de beaucoup de chrétiens, voire la complicité de certains, face au sionisme et à ses entreprises d'oppression : d'une part, leur adhésion au mythe de l'Alliance divine, mythe qu'ils ont adopté et intégré comme une donnée fondamentale de leur doctrine ; d'autre part leur responsabilité dans le génocide hitlérien après leur antijudaïsme traditionnel. Mais après avoir formulé les repentances qui s'imposaient pour cette responsabilité, pendant combien de temps encore vont-ils se laisser subjugué, humilier et accabler par les sionistes leur rappelant sans cesse le passé de leurs ancêtres ? Quand participeront-ils activement à la Résistance non violente ?

Les représentants des Nations Unies n'ont manifestement pas réalisé la malignité des forces qui allaient se mettre en branle en 1947. Ces responsables en question, ou leurs successeurs, sauront-ils mater et neutraliser les forces en question avant qu'elles ne deviennent totalement folles et incontrôlables. Sauront-ils se sentir responsables du drame qui se joue chaque jour en Palestine ?

Par la promotion du monothéisme contribuant à la perception de l'unité du genre humain, par son commandement du respect de la vie, par la vision universaliste de ses prophètes, le peuple hébreu a contribué singulièrement au progrès de l'humanité soit directement soit par le relais du Christianisme ou de l'Islam, mais parallèlement, par le mythe de l'Alliance et sa loi raciale qui divisent inexorablement l'humanité en Juifs et en non-Juifs, il a contribué à un recul non moins décisif. Comment mieux réaliser que, comme toutes les entreprises humaines, les religions portent le meilleur et le pire ?

Quand les citoyens américains dans leur ensemble s'apercevront-ils que leurs dirigeants se sont faits menés - et souvent ridiculisés - par les sionistes des États-Unis et d'Israël depuis 1947 ?

Le concours qu'ont apporté les juristes à la cause nazie en Allemagne ou à la cause communiste en URSS est fort modeste à côté de celui que les juristes israéliens ont apporté à la cause sioniste. L'arsenal juridique que ces derniers ont inventé et perfectionné chaque jour, depuis plus de cinquante ans avec la plus grande minutie, pour déposséder les Arabes de leurs terres et de leurs maisons, pour les réduire à l'impuissance en cassant leur société, est considérablement plus élaboré, plus réfléchi, plus précis, plus astucieux et plus efficace. (cf. Geris Sabri et Lobel Eli). Cette perversion des gens de Loi qui apportent leur concours à l'Injustice ou à la force brutale ne serait-elle pas plus abjecte en définitive que celle, plus banale, qui concerne les politiques, les religieux ou les militaires ? N'est-ce pas Lindau, procureur

au procès Eichmann, qui, sous l'expression de " pressions physiques modérées ", a fait légaliser la torture ?

Les fondements des théories racistes du passé - ou les principes qui ont pu présider à leur élaboration - ont été divers, mais l'ingrédient le plus efficace pour transformer un banal antagonisme en racisme sera toujours la notion de " race " présente dans les esprits... Qui peut dire que le mythe du Peuple élu/Peuple exclu, associé à la loi rabbinique déterminant la judéité/non-judéité d'après l'hérédité (c'est-à-dire d'après la généalogie, la race/lignée), ne sont pas des principes racistes ? Qui peut dire qu'ils ne sont pas présents dans la tradition juïque et qu'ils ne servent pas de guides à l'État sioniste d'Israël ?

Il est banal d'entendre des Juifs religieux justifier les assassinats perpétrés par les Israéliens en Israël/Palestine au nom de quelques versets de la Torah. Mais, si quelque Drumont ou quelque Brasillach d'aujourd'hui prenait pour référence de son racisme anti-Juifs des écrits de l'Antiquité païenne ou des écrits du Christianisme, ne ferait-il pas l'objet d'une réprobation et ne tomberait-il pas sous le coup de la loi, loi française notamment ?

Quelles que soient les forces militaires et policières israéliennes mises en œuvre, la sécurité des Juifs israéliens ne sera jamais assurée par quelques frontières au sol. Aujourd'hui, les seules frontières valables ne sont-elles pas celles qui, fondées sur l'intelligence, la justice, la main tendue, sont tracées dans les esprits ?

L'assimilation des Juifs aux Israéliens (ou aux sionistes), semée à tout vent par nombre de rabbins et de personnalités juives de France et d'ailleurs, est sûrement la faute la plus grave qui puisse être commise à l'encontre de la communauté juive dans son ensemble. Comment cette assimilation-confusion, cet enrôlement systématique, indépendamment des convictions personnelles des individus, pourrait-elle ne pas servir l'hostilité antijuive ?

" Quand l'État juif, devenu l'État de tous ses citoyens, se muera-t-il en société multiculturelle dans laquelle toutes les communautés, juives et non-juives, pourront vivre en harmonie ?" (Amnon Kapeliouk, journaliste à Jérusalem).

-----**Pour revenir au sommaire,**
cliquez [ici](#)

24 - DES RESPONSABILITÉS MULTIPLES

Responsabilités des représentants des nations à l'ONU et particulièrement des Occidentaux

- qui n'ont pas accueilli chez eux, la guerre terminée, les Juifs européens rescapés du génocide nazi (à signaler en particulier la formidable hypocrisie des Américains qui se firent en 1947 les promoteurs du sionisme en Palestine en affichant un objectif moral, la sécurité des Juifs, alors que les deux critères qui les ont guidés ont été essentiellement le poids financier et électoral de la communauté juive des États-Unis et la volonté de ne pas ouvrir leurs frontières aux réfugiés juifs d'Europe de l'Est pauvres pour la plupart et malheureux),

- qui ont permis au sionisme de se développer sur le terrain et qui ont créé arbitrairement un nouvel État au mépris de tout un peuple tenu pour quantité négligeable, voué à l'exil ou à l'occupation,
- d'avoir agi, par ignorance de la nature du sionisme, par faiblesse face à sa propagande et, pour quelques-uns d'entre eux, par intérêt électoral,
- qui ont supporté, sans réagir vraiment, la torture institutionnalisée ayant parfois entraîné la mort, les prises d'otages pour servir de monnaie d'échange, le nettoyage ethnique, les représailles sur des civils, l'utilisation d'armes à feu pour réprimer de simples émeutes, les arrestations arbitraires, les liquidations sommaires d'opposants... toutes exactions pourtant dénoncées à de multiples reprises par l'ONU, Amnesty international et le Comité international de la Croix-Rouge,
- qui se sont contentés de menaces verbales face à la politique d'expansion d'Israël qui étend progressivement son hégémonie par ses conquêtes coloniales dans la perspective d'une annexion complète et définitive.
- qui ont supporté depuis plus de 50 ans des millions de réfugiés palestiniens interdits de retour et qui ont préféré dépenser des sommes considérables pour les entretenir dans des camps, sans imposer à Israël ni leur retour, ni une juste indemnisation selon les conditions posées par l'ONU,
- qui n'ont pas reconnu l'injustice originelle dont l'ONU s'est rendue coupable envers tout un peuple.
- qui ont annulé en 1990 la résolution 3379 de l'Assemblée générale des Nations Unies qui avait condamné le sionisme comme *" une forme de racisme et de discrimination sociale "*.

Responsabilités de nombreux politiques occidentaux et notamment européens

- qui sont tributaires de leurs intérêts électoraux au mépris de la justice et de la simple humanité en flattant volontiers les communautés juives acquises à la cause sioniste ;
- qui acceptent sans protester que les rencontres entre Arafat et les Israéliens se fassent sous la houlette des États-Unis qui sont des alliés inconditionnels d'Israël, qui le soutiennent ouvertement dans tous les domaines, notamment dans le domaine militaire ;
- qui, par le statut particulier qu'ils accordent à Israël, avec l'indulgence qui en découle, sont responsables d'" antisémitisme " réactionnel ;
- qui reçoivent impunément dans leur pays des responsables israéliens, alors que la Cour Pénale Internationale a assimilé en 1998 *" la colonisation de territoires par une puissance occupante à un crime de guerre "* (jugement approuvé par 121 pays dont la France).
- qui ont apporté à Israël depuis plus de cinquante ans une aide considérable dans les domaines politique, économique et militaire.

Responsabilités particulières du gouvernement français

- qui a permis aux jeunes Juifs français d'aller faire leur service national en Israël (où ils vont " casser " du Palestinien comme certains reportages en font foi)
- qui a commémoré en grande pompe, en 1998, l'anniversaire de la création de l'État d'Israël (alors que bien d'autres anniversaires d'indépendance, notamment celui de l'Inde par exemple en 1997, ou de nos ex-colonies, ne le furent pas....) Cette commémoration eut lieu de surplus sur le parvis du Trocadéro qui évoque les droits

de l'homme (alors qu'Israël nie les droits fondamentaux du peuple palestinien reconnus par l'ONU depuis 1947).

Responsabilités de nombreux rabbins et dirigeants d'organisations juives de France

- qui sont d'une indulgence coupable envers les fautes de leurs coreligionnaires d'Israël, alors qu'ils sont si acharnés à traquer chaque mot suspect en Occident, si constants et insatiables à exiger des chrétiens des actes de repentance pour leurs fautes vis-à-vis des Juifs.

- qui en appelant "*tous les Juifs*" de France à faire bloc derrière Israël et ses dirigeants, notamment lors de l'Intifada 2000, en cherchant à identifier tous les Juifs à l'État juif et à sa politique, en s'attribuant le monopole de la judéité avec son contenu religieux et culturel, font un vol manifeste de mémoire, un grossier détournement d'héritage.

Responsabilités de s autorités chrétiennes

- dont la voix n'a jamais dénoncé l'apartheid israélien.

Pourtant, ne possèdent-elles pas, fournie par l'apôtre Paul de Tarse il y a deux mille ans, la clef en or de la Résistance à toute ségrégation humaine : "*Désormais, il n'y a plus ni Grecs, ni Juifs, ni circoncis, ni incirconcis, ni Barbares, ni Scythes, ni esclaves, ni hommes libres....*" ?

Responsabilités de nombre d'hommes politiques, philosophes, intellectuels, journalistes

- qui, jusqu'à une période récente, ne connaissaient ni la Palestine, ni les Palestiniens, mais Israël

- qui sont étrangement absents du conflit israélo-palestinien... et à qui, Danièle Sallenave, de retour de Palestine, leur lance cette interpellation "*Où êtes-vous donc, "génération morale", bruyants partisans du droit d'ingérence, donneurs de leçons en tout genre ?*"

-----**Pour revenir au sommaire,**
cliquez [ici](#)

25 - en CONCLUSION et en VRAC... : RÉFLEXIONS, SENTENCES, HUMEURS et PROPHÉTIES "FACILES"

Les trois grandes religions monothéistes - parce qu'elles s'appuient sur des mythes, événements légendaires générant des textes sacrés aux interprétations des plus variées voire opposées - ont inspiré, au cours de l'Histoire, le meilleur et le pire : la paix et la guerre, la justice et l'injustice, la tolérance et l'intolérance, l'exaltation du fort et celle du faible... De même que les promoteurs catholiques de l'Inquisition, des croisades, des guerres contre les Protestants, des pogroms contre les Juifs ont trouvé dans l'Évangile des textes justifiant parfaitement leur action, les promoteurs du sionisme ont trouvé dans la Torah et autres textes du judaïsme, notamment dans ceux qui représentent la tradition mystique, des idées portant au particularisme, au communautarisme, au nationalisme et à la xénophobie. Ils les ont adoptées délibérément en négligeant toutes celles d'inspiration universaliste qui ont, pour le meilleur, modelé la pensée occidentale.

Le caractère néfaste du sionisme réside essentiellement dans le fait qu'il est basé sur deux éléments pervers du judaïsme : le mythe de la *Terre promise* à un *Peuple élu* au nom de son Alliance avec Yahvé et l'élément racial concernant la transmission héréditaire de la judéité. Il en résulte que l'idéologie sioniste ne peut pas ne pas être, par essence, nationaliste, dominatrice et oppressive.

Un " État juif pour les Juifs " tel que l'avaient rêvé les sionistes, et tel que l'avaient accepté les Nations Unies, est une monstrueuse aberration à classer parmi les grandes utopies de l'Histoire.

Si les intérêts financiers ou électoraux de certains représentants des Nations Unies ont joué un rôle primordial dans le vote à l'arraché de 1947 créant l'État d'Israël, et si ces intérêts interviennent toujours depuis et expliquent grandement la coupable tolérance de ces Nations vis-à-vis des exactions d'Israël, deux autres éléments n'ont cessé de jouer un rôle primordial : la méconnaissance du potentiel raciste de l'idéologie sioniste, la déformation de l'opinion publique par une information pendant longtemps grossièrement déséquilibrée.

Les sionistes ont entrepris depuis un siècle en terre de Palestine la construction d'un monumental et spectaculaire édifice : Israël, dont les arsenaux guerrier, juridique, linguistique, psychologique sont impressionnants par leur puissance... Mais, cet édifice est également exceptionnel par l'inconscience de ses architectes et les contradictions de ses bâtisseurs. Israël : à coup sûr une nouvelle Tour de Babel !

Le Sionisme aura permis entre autres :

- l'extension du racisme anti-arabe chez les Juifs ;
- l'apparition du racisme anti-juif chez les Arabes et son aggravation en Occident ;
- l'exclusion de toute une population non-juive au nom d'une Élection divine datant de trente siècles ;
- l'émergence de la violence physique, au sein du judaïsme qui, jusque-là, en était pratiquement indemne ;
- l'abandon par le judaïsme de la vocation spirituelle universaliste amorcée par ses anciens prophètes pour une entreprise territoriale étroitement nationaliste ;
- la transformation de frères et de fils de persécutés en persécuteurs ;
- l'irruption en Israël de pogroms dirigés non plus contre des Juifs (suivant la définition classique des dictionnaires) mais contre des non-Juifs ;
- l'existence d'un colonialisme et d'un apartheid spécifiques ;
- l'obtention - au lendemain de l'expérience raciste des nazis - d'un Territoire où seules les personnes d'une certaine " race " sont appelées à être des citoyens à part entière.

Par le nationalisme expansionniste et la violence qui l'inspirent, la volonté de possession de la *Terre promise* par les sionistes n'est pas sans rappeler, celle de l'*Espace vital* par les nazis.

Les entraves à la circulation des personnes, les multiples contrôles d'identité, les fouilles, les mises en détention, les couvre-feux, le morcellement et le grignotage des territoires peuplés de non-Juifs, le démantèlement d'une société dans tous les domaines : économique, culturel, politique, sanitaire..., la fragmentation des familles, font de l'occupation israélienne une occupation sans doute moins sommairement et brutalement criminelle que l'occupation par les nazis, mais à coup sûr plus réfléchie et plus efficace.

Les blockhaus, les barbelés, les miradors, les barrières de contrôle... sont un spectacle quotidien pour les Palestiniens des territoires occupés. Ils ne sont pas sans

rappeler aux Européens d'un certain âge qu'eux aussi ont eu droit à un spectacle semblable suscitée par la " volonté de puissance " et l'esprit de domination.

En Afrique du Sud, il y avait, pour les hommes indésirables, des " bantoustans " attribués par les maîtres d'alors, en Amérique du Nord il s'agissait de " réserves " bien délimitées, en Palestine il y a des " territoires " méthodiquement et savamment infiltrés, lacérés, comprimés et asphyxiés.

Un peuple qui, en 1947, n'existait pas en tant que peuple différencié parmi les Arabes est né des violences de la colonisation israélienne comme est né un peuple algérien sous la colonisation française... Sur fond de domination sioniste, la guerre de 1973, l'Intifada 2000 avec ses pogroms anti-arabes et toutes les répressions où l'armée israélienne massacre de jeunes Palestiniens auront été des moments particulièrement révélateurs de la naissance et de la prise de conscience de ce peuple, désormais tendon d'Achille de l'État d'Israël.

Plus le temps passe, plus l'augmentation du décalage entre Juifs et non-Juifs dans la Palestine historique se manifeste avec ses haines inexpiables ou ses jalousies croissantes et plus apparaît énorme l'erreur de l'ONU d'avoir permis la transplantation des Juifs sionistes, essentiellement tributaires de la culture occidentale, dans cette partie orientale du monde.

Parce que le sionisme repose sur une discrimination fondamentale entre les Juifs et les Arabes et, d'une manière générale, entre les Juifs et les non-Juifs, Israël ne sera jamais l'État de ses citoyens : les non-Juifs y seront toujours des étrangers, ces cananéens ennemis dont parle la Torah.

Contrairement à la colonisation française qui - à l'instar des autres colonisations menées par les pays occidentaux - avait, à côté de motifs intéressés, quelques " bonnes " raisons de transmettre des éléments positifs, la colonisation israélienne revêt une malignité foncière : celle de s'approprier une terre, de ruiner une société, de prendre la place d'une population par tous les moyens possibles, notamment par la guerre, et ce, pour un motif d'ordre initialement religieux : le mythe de la *Terre promise* par le dieu de la mythologie hébraïque.

L'Histoire de l'État d'Israël telle qu'elle a été écrite jusqu'à une date récente par les Israéliens (et telle qu'elle est connue de la plupart des individus dans le monde entier) l'a été plus par un nationalisme aveugle que par un souci de vérité. Il est clair que l'opinion publique en Occident n'a pas encore su distinguer clairement en Palestine les oppresseurs et les opprimés, les occupants et les occupés et n'a pas pris la juste mesure de l'idéologie sioniste.

Quand on voit le fanatisme et le nationalisme qui règnent en Israël dans certains partis ou mouvements, comment être surpris que les historiens israéliens actuels qui démystifient cette Histoire avec beaucoup de courage et de désintéressement soient traités dans leur pays de traîtres, d'antisémites, de révisionnistes, voire de nazis et, pour certains d'entre eux menacés de mort !

Parler des " multiples exemples de discrimination en Israël " est dérisoire. La discrimination entre les Juifs et les non-Juifs n'est ni fréquente, ni importante : elle est une donnée constitutive de cet État d'inspiration sioniste.

Qu'il est pathétique de voir que le sionisme, qui s'est donné pour vocation première et légitime de protéger les Juifs, est lié fondamentalement aux notions de nationalité et de race alors que les Juifs ont été persécutés, et pour leur nationalité (notamment en Union soviétique où leur carte d'identité portait la mention " juive ", et pour leur

race (notamment en Allemagne et dans la France de Vichy) où l'hérédité et non la croyance déterminait le " juif " !

Si les généreuses idées universalistes (contenues notamment dans certains écrits du judaïsme et du christianisme) ont pu, déviées ou poussées à l'extrême, devenir folles et engendrer le système communiste, les idées nationalistes, quant à elles, sont d'emblée perverses : elles s'épanouissent presque immédiatement, ici dans le nazisme, ailleurs dans les fascismes, en Israël dans le sionisme... Elles ont un point commun : la violence institutionnelle.

Toutes les armées du monde ont pratiqué la torture, mais peu d'Autorités d'État l'ont institutionnalisée. On peut néanmoins citer le Pape Innocent IV au XIIIe siècle, Israël au XXe.

Le sionisme est sans doute l'unique exemple d'un mouvement d'inspiration initialement pacifique - la sécurité des Juifs - se transformant progressivement, par sa logique interne, en un mouvement de plus en plus agressif pour aboutir au pays le plus militariste et le plus militarisé du monde.

Si la Shoah désigne une catastrophe subie par les Juifs pendant une dizaine d'années, massacre spécifique dans l'histoire de l'humanité par ses motivations, son ampleur et ses méthodes, il n'en reste pas moins que la Naqba est aussi une catastrophe spécifique pour les Arabes : elle perdure depuis plus de cinquante ans et sa fin n'est pas prévisible.

Le génocide juif que les sionistes ont exploité habilement, voire sans pudeur, pour promouvoir leur entreprise territoriale - en donnant mauvaise conscience aux Européens, et notamment aux Allemands - ne justifiera jamais, comme l'a exprimé le philosophe israélien Yeshayahu Leibowitz, les souffrances que les sionistes ont imposées aux Arabes et que les rabbins notamment semblent totalement ignorer. Alors que ce sont des Juifs parmi les plus religieux qui se sont opposés à l'idéologie sioniste dès sa naissance et pendant la première moitié du XXe siècle au nom de la vocation spirituelle universelle du judaïsme, ce sont ensuite les Juifs religieux, d'Israël et d'ailleurs, qui sont les plus acharnés à soutenir cette idéologie avec sa dimension territoriale, nationaliste et raciste engendrant les haines les plus farouches, et vis-à-vis des Juifs non-religieux, et vis-à-vis des non-Juifs. Il n'y a pas lieu d'en être surpris... On sait que les écrits religieux, qui reposent sur des mythes, valent moins par leur contenu que par les interprétations qui en sont faites. D'autre part, le sionisme comporte un intégrisme, très analogue dans son fondement à l'intégrisme chrétien ou islamiste. Comme eux, il ne retient qu'une partie de la tradition spirituelle dont il émane.

La tactique représailles-dissuasion (inspirée directement de la loi biblique du talion) est assez banale. Qu'elle soit décidée de sang-froid par le gouvernement d'un Etat membre de l'ONU, qu'elle soit menée par l'armée israélienne avec une exceptionnelle application et qu'elle puisse laisser les Nations Unies sans réaction, est moins banal ! Parmi les intégrismes qui sévissent à travers le monde, l'intégrisme juif est sans doute le seul qui en intégrant une donnée raciale prédispose d'emblée au racisme avec sa première conséquence : la ségrégation institutionnelle.

Le sionisme peut triompher en Israël pendant de nombreuses dizaines d'années, son échec final est assuré pour deux raisons totalement imprévues initialement : il a échoué dans la prétention insensée, inscrite dans sa constitution, d'être un " État juif pour les juifs " ; il a provoqué la naissance d'une nouvelle identité nationale, d'un nouveau peuple arabisant, le peuple palestinien.

Si l'opposition à Israël - en tant qu'" État juif pour les Juifs " - est justifiée jusqu'à l'avènement d'un État démocratique pour tous ceux qui y vivent, ce n'est pas parce que sa naissance est illégitime - il y a bien d'autres États dans ce cas - mais parce qu'il est porté par le sionisme - ce " nazisme juif " dont parle Emmanuel Levyne - qui est d'abord une doctrine de ségrégation indigne de notre temps.

Il sera toujours profondément choquant qu'une personne étrangère à Israël puisse sur un critère héréditaire devenir citoyen de cet État. Mais en même temps il ne sera jamais très honorable pour cette personne de bénéficier de droits particuliers dont sont privés tous les non-Juifs. Quel autre État " occidental " que celui d'Israël - s'il n'était protégé par son statut particulier - pourrait, dans l'indifférence des autres États, se permettre une telle législation ségrégationniste ?

En créant l'État d'Israël après le génocide nazi, les Nations Unies ont eu une intention tout à fait louable : la sécurité des Juifs. Mais, par une terrible ironie du sort, ce sont les Juifs d'Israël qui, depuis plus de cinquante ans, sont les seuls Juifs du monde à vivre en permanence dans la peur, l'angoisse et l'insécurité, à subir la guerre, à porter des armes et à appliquer l'infamante loi du talion. Quant à l'hostilité anti-Juifs, loin de disparaître comme le pensaient les promoteurs du sionisme politique (tels Léo Pinsker et Theodor Herzl), elle s'aggrave chaque jour par un processus de généralisation parfaitement abusif mais, hélas, terriblement humain.

La plupart des dirigeants israéliens depuis la création d'Israël ont été, soit des anciens terroristes (Ben Gourion, Yitzak Shamir...), soit des chefs de guerre impitoyables (Moshe Dayan, Rabin, Barak, Sharon...) Comment être surpris de la politique qu'ils ont poursuivie en étant au pouvoir !

Israël : une formidable victoire matérielle, une non moins formidable défaite spirituelle pour le judaïsme !

De tous les mythes inventés par les hommes, celui du Peuple élu et d'une Terre promise est sans doute celui qui aura eu les conséquences les plus désastreuses. Les Juifs ont été persécutés pendant deux millénaires en grande partie au nom du Peuple élu, les non-Juifs de Palestine depuis près d'un siècle au nom de la Terre promise. Israël est assurément le seul pays au monde où une catégorie de citoyens, les Arabes israéliens, au nombre d'environ un million, est faite d'apatrides, sinon juridiquement mais de fait, sur la terre de leurs ancêtres. Leur statut économique, bien que supérieur à celui des autres Arabes, n'effacera jamais cette situation humiliante.

Autant, et peut être plus encore que les déportations, les spoliations et les crimes dont ils ont été victimes ce sont sans doute les humiliations subies chaque jour par les Arabes - Arabes israéliens comme Arabes des territoires occupés - qui rendent toute réconciliation impossible dans un pays modelé par le sionisme.

Ce n'est pas parce que les sionistes et leur protecteur américain ont obtenu en 1990 - après l'effondrement du bloc soviétique qui modifiait la répartition des votes aux Nations Unies - l'annulation de la résolution 3379 de 1975 de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant le sionisme comme " une forme de racisme et de discrimination sociale ", que cette sentence a cessé d'être juste !

Israël représentera toujours une greffe hétérogène appliquée sur le territoire de la Palestine. On connaît le devenir inexorable d'une telle opération chirurgicale : d'abord l'antagonisme permanent entre les deux parties (antagonisme difficilement contenu par une thérapie drastique) et, à terme, la mort du greffon ou la mort simultanée du receveur et du greffon.

L'apartheid qui a régné pendant des siècles aux États-Unis et en Afrique du Sud disparaît progressivement : il n'était porté que par une idéologie sommaire.

L'apartheid qu'engendre le sionisme est d'une tout autre malignité : basé à la fois sur des données religieuses et des données raciales (ces dernières découlant elles-mêmes des premières), c'est une donnée constitutive de l'État d'Israël.

Les premiers sionistes, pour qui " ne plus être victime " était l'objectif essentiel, n'avaient manifestement pas prévu que leurs descendants en maniant le fusil envers des enfants lanceurs de pierres se comporteraient en bourreaux.

Indépendamment

- de la légitimité contestable qui a présidé à la création de l'État d'Israël,
- de l'ignorance des représentants des Nations Unies quant à l'idéologie sioniste,
- de la faiblesse insigne de ces mêmes représentants face à un puissant groupe de pression,

il faut considérer que cette création arbitraire d'un nouvel État par l'ONU (première création qui sera sans doute la dernière) a généré en un demi-siècle quatre guerres, des crimes sans nombre, des malheurs de toutes sortes, a attisé deux intégrismes, deux fanatismes et deux terrorismes opposés, a maintenu les Juifs israéliens en insécurité permanente, a entraîné l'expulsion-représaille des 800 000 Juifs des pays arabes et réduit une catégorie de personnes à être définitivement des personnes de seconde zone dans leur propre pays... Devant cette malheureuse expérience et ces tragédies en cascade qui, depuis plus de cinquante ans, font pleurer chaque jour les mères juives et palestiniennes, qui peut nier aujourd'hui que la création d'Israël ait été une dramatique erreur !

Si les guerres franco-allemandes, franco-anglaises, franco-espagnoles peuvent, à l'heure européenne, être qualifiées de guerres " civiles ", il ne peut en être de même entre les Juifs israéliens et les Arabes palestiniens malgré leur communauté ethnique et linguistique : depuis deux millénaires l'association "Alliance divine-Loi du sang" a, dans les textes et dans les esprits, généré des " Juifs " et des " étrangers ". C'est dire, contrairement à ce que pensent certains telle A. M. de Vilaine , qu'il ne saurait y avoir de guerre plus " étrangère " que celle qui oppose les Israéliens et les Arabes. Qu'une personne athée, ignorant tout du judaïsme, de ses écrits, de sa doctrine, de ses rites, de son histoire, puisse être identifiée et cataloguée comme " juive " malgré elle sur un critère héréditaire est une des tares fondamentales de la tradition judaïque.

Ce n'est pas parce que les colons juifs ont réalisé dans le pays conquis, une mise en valeur sans égale de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des sciences... dont certains Palestiniens d'Israël ont tiré profit, que ce succès justifie a posteriori la légitimité de la création d'Israël. Tous les nationalismes modernes, le nazisme allemand, le fascisme italien, le communisme russe ou chinois, n'ont-ils pas eu à leur actif - toujours au prix du sang - des réalisations " admirables " !

Le nazisme, c'était la " race ", notion fort vague au nom de laquelle ont été exterminées massivement les communautés juive et tzigane d'Europe. Le sionisme, c'est le " sang " plus le " sol ", plus Yahvé : la notion est bien plus précise et plus exclusive. Comment ce communautarisme qui, au nom de la race et de par la Loi, sépare en Israël les non-Juifs des Juifs, qui n'admet que la juxtaposition de deux communautés, qui exclut toute assimilation, toute intégration de la communauté minoritaire par la communauté majoritaire, pourrait-il ne pas engendrer un racisme réciproque ?

Le sionisme est un peu au Judaïsme ce que l'Inquisition, les croisades, les guerres de religion sont au Catholicisme, ou l'islamisme à l'Islam : un enfant pervers, un malheureux avatar, une plaie vouée à la chronicité, une dégénérescence (suivant le mot de Tolstoï), une impasse dramatique, une tare déshonorante que les siècles ne sont pas près d'oublier.

Une guerre civile en Israël par les antagonismes croissants entre les religieux et les non-religieux, entre les Juifs et les non-Juifs, entre les démocrates et les autres, n'est pas une hypothèse d'école !

Que des athées, comme Herzl, Ben Gourion, Golda Meir et tant d'autres, aient pu être des fondateurs, ou des pionniers d'un sionisme reposant sur le mythe de l'Alliance avec un Dieu auquel ils ne croyaient pas, illustre parfaitement la dimension non religieuse mais culturelle des mythes. Par définition, tous les sionistes - croyants et non-croyants - adhèrent à ce mythe fondateur dans son interprétation maléfique. À l'instar des Allemands d'aujourd'hui qui regrettent profondément l'attitude de leurs pères face à l'idéologie nazie, il est hors de doute, comme l'ont prévu bien des Juifs depuis un siècle, que les Juifs regretteront un jour l'entreprise perverse de leurs aînés.

Israël n'aura jamais la paix tant qu'il ne sera pas un État laïque et démocratique ne reposant ni sur la religion ni sur les liens du sang, en somme tant qu'il sera l'État juif, où nationalité et religion sont confondues, où l'apartheid est une donnée constitutive incontournable.

Israël est incapable de résoudre seul les problèmes concernant l'avenir des Juifs et des non-Juifs de cette région ! Seule une contrainte extérieure venant des Nations Unies, contrainte pacifique par des sanctions diplomatiques et économiques, coercition prolongée jusqu'au succès démocratique éliminant toute donnée théocratique ou raciale, est susceptible de supprimer l'impasse dramatique où se trouve le pays et de déboucher un jour lointain sur un État de tous ses citoyens : une Palestine/Israël laïque et démocratique.

Que d'analyses savantes et de remords en perspective, quand les Occidentaux d'une future génération s'apercevront que l'aide financière, diplomatique, technologique, guerrière apportée par leurs pères à Israël relevait d'une gigantesque méprise, d'une erreur de jugement analogue à celle qu'ont commise tant d'individus instruits - en Allemagne quant au nazisme et dans le monde entier quant au communisme !

Israël, avec son armement nucléaire et ses missiles antimissiles (développés grâce notamment à l'AIPACC, le redoutable lobby américano-israélien pour les Affaires publiques), avec le nationalisme dont il est porteur, constitue manifestement une menace pour la paix mondiale. Alouph Hareven, ancien responsable des renseignements militaires israéliens, dans une tribune du Maariv ne déclarait-il pas le 18 août 1998 : *" la question n'est pas la probabilité de la guerre, mais dans quelles conditions elle éclatera et quelles seront ses retombées "*.

Le sionisme, ainsi que depuis sa naissance l'ont pensé et le pensent toujours de nombreux Juifs, va à l'encontre de la vocation essentiellement spirituelle du judaïsme. En lui faisant perdre son âme par une entreprise territoriale et par les violences qui l'accompagnent, il lui prépare inexorablement de nouveaux malheurs. Suivant une interprétation très courante dans le judaïsme - interprétation qui relève manifestement de la pensée magique - les malheurs des Juifs représentent la rédemption de leurs propres péchés, les responsables des malheurs en question n'étant qu'un simple instrument dans les mains de Dieu. C'est ainsi que certains

rabbins n'hésitent pas à considérer la Shoah comme la conséquence de l'idolâtrie de leurs ancêtres juifs...! Si la honte pour les crimes d'Israël perpétrés quotidiennement contre les Arabes hante déjà bien des Juifs, ne doutons pas, qu'un jour, quelques nouveaux malheurs soient considérés par certains d'entre eux comme la rédemption du péché d'idolâtrie spécifique des sionistes : l'État : moderne Moloch, la Terre : nouvelle idole !

Les Arabes (sauf la petite minorité de Druzes, de chrétiens et de bédouins volontiers complices d'Israël par intérêt) n'ont pas le droit de servir dans l'armée d'Israël. Ce non-droit et cette discrimination basés sur la déloyauté potentielle des Arabes a au moins quelque intérêt pour ces derniers ! Mais, comment un non-Juif israélien bien né, mais forcément dépourvu de vraie patrie, pourrait-il être loyal à Israël !

L'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme est volontiers, pour les gens bornés ou malhonnêtes, une arme de prédilection, voire une tactique d'intimidation. Cette attitude apparaîtra toujours lamentable et dérisoire à ceux qui savent notamment que, parmi les Juifs, les antisionistes résolus étaient largement majoritaires avant la création de l'État d'Israël, qu'ils sont nombreux dans l'Israël d'aujourd'hui, et ceci par référence à leur doctrine religieuse. Comme l'écrit Hannah Arendt dans un article de la revue *Commentaire* de mai 1948 : "*Le sentiment traditionnel du sionisme est que tous les non-juifs sont antisémites [...] L'hostilité générale des non-juifs est considérée par les sionistes comme un fait inaltérable et éternel de l'histoire juive [...] Cette attitude est pur racisme chauvin et il est évident que cette division entre les juifs et tous les autres peuples - tenus pour ennemis - ne diffère pas des autres théories de la race des seigneurs*".

La minutie et le souci du détail dont font preuve les dirigeants et responsables sionistes dans leurs entreprises les plus détestables (expulsions, expropriations, destructions, fragmentation des territoires occupés, bouclages, indictions de séjour, colonisations, effacement des lieux de mémoire, bombardement de civils, meurtres extrajudiciaires...) et la fidélité aveugle d'une foule d'exécutants, ne sont pas sans rappeler, en plus sophistiqué, " l'organisation " exemplaire des nazis.

Au XVIIIe siècle le comportement des Blancs en Amérique du Nord vis-à-vis des populations indésirables était à la fois brutal, primitif et sommaire ; deux siècles plus tard, celui des Israéliens envers les Palestiniens est devenue plus habile, plus savant et plus cynique. Les Blancs n'avaient que des fusils, les Israéliens ont le Verbe...

À propos des Arabes contribuant par leur travail à élever les bâtiments des colonies israéliennes, voire les blockhaus dans les territoires occupés d'où les Israéliens tirent sur les jeunes palestiniens, comment ne pas penser aux Français contraints, eux aussi pour subsister, à travailler pour les nazis dans les usines d'armement ou à élever le Mur de l'Atlantique ?

Le sionisme, à l'instar du nazisme, aura cultivé une " civilisation du mépris " comme en témoignent quelques métaphores " bestialisantes " :

Pour les nazis, les Juifs n'étaient, selon les mots d'Emmanuel Levinas, qu'" une bande de singes ", mais les Palestiniens ne sont-ils pour Eytan (ex-chef d'état-major israélien) des " cafards ", pour Menahem Begin (ex-Premier ministre) des " bêtes féroces ", pour le grand rabbin Yossef (responsable du puissant parti religieux Shass) des " serpents ", pour Ehoud Barak (ex-Premier Ministre) des " crocodiles " !

Et les jeunes gens palestiniens lanceurs de pierres ne sont-ils pas des sortes de " sous-hommes " aux yeux de ces soldats israéliens qui, avec application, ajustent leur cible ?

Soutenir la juste cause du peuple palestinien opprimé, bafoué, humilié depuis près d'un siècle par les sionistes avec la complicité des Nations occidentales, trahi par certains pays arabes ou peu soutenu par certains autres, ne doit pas occulter :

- les faiblesses de l'Autorité palestinienne qui portent naturellement aux concessions successives aux occupants (par les accords d'Oslo de 1993 cette Autorité a accepté d'abandonner définitivement les 4/5 de la Palestine historique),
- les méthodes arbitraires de cette même Autorité (dénoncées à diverses reprises par les organisations palestiniennes des droits de l'homme : al-Haq et la commission pour les droits civiques),
- le fait qu'au Proche-Orient, si Israël ne peut pas s'affirmer un pays démocratique (puisqu'il y aura toujours une population n'ayant qu'une " sous-existence "), tous les pays du voisinage ayant adopté l'islam comme religion d'État, sont sous le joug du despotisme où les non-musulmans ont souvent un statut inférieur.
- le fondamentalisme islamique... Si la dés-sionisation est la condition primordiale d'une paix lointaine dans une Palestine laïque et démocratique - comme l'avaient proposé l'Organisation socialiste israélienne (le Matzpen) en 1967 et les Palestiniens dans les années 70 - la non-islamisation est également nécessaire, sans parler de l'évolution de l'Islam lui permettant, après avoir réintégré une pensée philosophique, d'élargir son horizon intellectuel et de concevoir une société laïque.

La gauche israélienne a contribué autant, sinon plus, que la droite à la colonisation forcée des territoires palestiniens. La droite a manifestement le monopole de la provocation (Ariel Sharon est installé au cœ̄ur du quartier musulman) et la gauche, celui de l'hypocrisie et de la lâcheté (Simon Pérès, membre d'un gouvernement Sharon !)

Le sionisme a sa spécificité comme le communisme ou le nazisme ont eu la leur. C'est dire qu'il ne peut pas engendrer le même type d'exactions mais qu'il peut en engendrer d'autres susceptibles de se révéler aussi terribles pour l'humanité. Penser - comme nombre d'écrivains, de philosophes, de journalistes, de politiques occidentaux, voire de Palestiniens et d'Israéliens - que " le processus de paix " sera achevé si un État palestinien voit le jour à côté de l'État juif relève d'un optimisme naïf, fruit d'une méconnaissance caractérisée et des sources du conflit et de son sens... Ce conflit ne peut s'éteindre qu'avec la neutralisation de l'idéologie qui le sous-tend.

Disserter chaque jour sur le conflit israélo-palestinien, regretter publiquement les actes des Israéliens... sans jamais évoquer le sionisme comme le font certains commentateurs, relève parfois d'une tactique habile pour servir cette cause. Le plus souvent, il s'agit d'une carence aveugle analogue à celle qui ferait dissenter à perte de vue sur le Goulag en ignorant le communisme ou sur Auschwitz en occultant le nazisme. Derrière des actes faciles à voir par tous, il y a une idéologie inspiratrice. Les journalistes et les commentateurs font volontiers un parallélisme entre les fautes des Israéliens et les fautes des Palestiniens, entre les responsabilités des premiers et celles des seconds, les deux parties belligérantes étant renvoyées dos-à-dos. C'est ignorer, ou feindre d'ignorer, qu'il y a des colons et des colonisés, des occupants et des occupés, des oppresseurs et des opprimés, des forts et des faibles, des bourreaux et des victimes, des citoyens israéliens de première zone et d'autres de seconde zone, toutes oppositions sous-tendues par une idéologie implacable.

L'expression d'" *État juif* " suscitée par l'idéologie sioniste, entérinée par les Nations Unies en 1947, développée en Israël avec l'appui d'une partie notable des

communautés juives occidentales, répétée machinalement par tout un chacun, lie obligatoirement le judaïsme à une entreprise dès maintenant désastreuse. Comme ce fut le cas du christianisme après quelques-uns de ses errements, le judaïsme, dans son entreprise territoriale au mépris de sa vocation spirituelle, ressortira obligatoirement sali, et de façon durable, de ce genre d'expérience qui "*ronge et corrompt la pensée juive*". Pour certains auteurs juifs d'esprit libre, c'est l'expression d'" *Etat sioniste* " qui, en dissociant le sionisme du judaïsme, peut préserver l'honneur présent et futur de celui-ci.

Si le nazisme n'était porté que par une petite clique pensante de théoriciens allemands suivis par des exécutants, allemands ou non, dont un grand nombre étaient sommairement brutaux, le sionisme, quant à lui, est porté par une multitude de groupes appartenant à de nombreux pays mobilisant à la fois une énergie intellectuelle incomparable, une opiniâtreté impressionnante et une puissance financière considérable : sa nuisance est, de ce fait, bien plus complexe que celle du nazisme, plus complexes aussi les armes pour le neutraliser

Nombre d'associations, en France notamment, ont refusé de recevoir de l'Allemagne fédérale toute compensation financière pour les souffrances endurées par les déportés sous le régime nazi. Les sionistes n'ont pas eu ce sens de l'honneur : non seulement ils ont accepté les compensations proposées mais ils n'ont cessé depuis cinquante ans - notamment les sionistes américains et leurs toutes puissantes organisations - de harceler et de pressurer les Allemands pour en obtenir toujours plus d'aides destinées à Israël.

Face à l'idéologie communiste et à ses crimes, l'aveuglement d'une partie notable de l'intelligentsia, intelligentsia française notamment, est bien connu. Mais que dire des propos d'Elie Wiesel (prix Nobel de la Paix) face à l'idéologie sioniste :

" Il y a un État, et il est différent de tous les autres. Il est juif, et pour cela il est plus humain que n'importe quel autre " (Kansas City, 1970)

" J'ai juré de ne jamais me taire lorsque des êtres humains sont persécutés ou humiliés " (en 1986 lors de son discours de réception du prix Nobel de la paix)

" Nous soutenons Israël, et nous remarquons que la violence lui a été imposée malgré lui par l'intransigeance du dirigeant de l'Autorité palestinienne " (lors de l'Intifada 2000)

" Jérusalem est le rêve de nos rêves, la lumière qui illumine nos moments les plus sombres. Sa légitimité réside dans sa souveraineté "

Tous les habitants d'Israël/Palestine : juifs, musulmans, chrétiens... ont droit de vivre en paix mais il faut bien voir qu'un État sioniste, comme pourrait l'être tout autre État à base théocratique : islamique, chrétien... n'est pas compatible avec cette paix.

Espérer la disparition de l'État d'Israël en tant qu'" État juif " par sa transformation radicale en l'" État de ses citoyens " n'est qu'une espérance de démocrate.

Les Lois de la Terre promise à un Peuple élu et celle de la race qui guident les sionistes - comme celles de la Charia qui guident les islamistes - avec les désastres auxquels elles conduisent, sont des exemples particulièrement caractéristiques de la puissance des mythes dans leur versant maléfique. Yahvé..., Allah..., à côté de certains bienfaits, "*que de crimes auront été commis en leur nom !*"

Arrêter des Palestiniens coupables ou suspects de terrorisme, les emprisonner puis les faire passer en jugement devant les magistrats d'un Tribunal selon la pratique des pays civilisés serait particulièrement facile pour les Israéliens. Mais ces procédés demandent beaucoup de temps, beaucoup d'énergie et partant beaucoup d'argent.

De plus ils ne sont pas discrets.... Face à la faiblesse et à la lâcheté traditionnelle des dirigeants occidentaux, les dirigeants israéliens – devenus des maîtres incontestables en matière de terrorisme d'État - ont choisi une méthode plus astucieuse, plus rapide, plus économique, plus efficace, plus silencieuse et assurée de l'immunité : décider entre ministres, autour d'une table, d'éliminer simplement les adversaires avec une arme de guerre. L'événement n'est plus qu'un fait divers insignifiant : quelques lignes d'un journal, quelques secondes de lecture et l'oubli assuré !

Les armes les plus redoutables des Israéliens ne sont pas les fusils, les chars, les avions ou les missiles... À côté de cet arsenal destiné à " faire saigner " les corps, il y en a un autre bien plus redoutable et plus difficile à contrer : l'arsenal dialectique qui, avec une exceptionnelle habileté, " pollue " le discours des médias, subjugué les politiques et anesthésie les auditeurs.

Les élites intellectuelles et politiques se sont largement déconsidérées et fourvoyées au XXe siècle : en Allemagne, elles ont largement contribué à l'épanouissement de l'idéologie nazie, en France, elles ont " gobé " avidement l'idéologie communiste et ne se sont guère manifestées dans la Résistance. Face au Verbe sioniste bien plus puissant que le Verbe hitlérien ou communiste qui ne secrétait qu'une propagande primaire, il ne faut pas être surpris si la plupart des élites d'aujourd'hui se trompent dans une parfaite bonne conscience ou si, attentistes et poltronnes, elles " restent dans leur coin ".

La collusion du pouvoir religieux et du pouvoir des armes a fait des ravages considérables dans les nations chrétiennes.... mais que dire de la collusion des religieux juifs et de l'armée israélienne en Israël/Palestine !

Toutes les traditions religieuses, tous les peuples, à l'instar des individus, sont porteurs de quelque tare les incitant à développer des sentiments de supériorité dans un domaine ou dans un autre. Le judaïsme, en s'attribuant à la fois la découverte du " vrai dieu " (pour les croyants, l'invention suprême près de laquelle les autres inventions ne font que pâle figure) et la parole de ce Dieu lui donnant en toute propriété un territoire déterminé de la planète-terre, a trouvé là une raison de domination, d'autant plus que le mythe s'est vu conforté et légitimé par le christianisme. Cette tare héréditaire du judaïsme est un des fondements de l'idéologie sioniste.

" Qui eût pu penser à la fin de la seconde guerre mondiale, qu'après les siècles d'humiliation et de déni, l'affaire Dreyfus, le ghetto de Varsovie, Auschwitz, les descendants et héritiers de cette terrible expérience feraient subir aux Palestiniens occupés humiliations et dénis ? Comment comprendre le passage du juif persécuté à l'Israélien persécuteur ? " (Edgar Morin - Bulletin du Centre International de Recherches et Études transdisciplinaires - février 1998)

Ce n'est pas parce que les sionistes israéliens et leurs complices occidentaux sont gravement coupables qu'il s'agit de minimiser les souffrances dont leurs ancêtres ont été massivement victimes dans le passé, et dont eux-mêmes sont victimes chaque jour dans l'État d'Israël. Il s'agit de comprendre les données religieuses et culturelles - issues du judaïsme et exaltées par le sionisme - conduisant aux antagonismes mortifères et les pérennisant.

À propos de l'Irlande et des Britanniques, un personnage éminent du judaïsme a pu dire avec justesse à propos d'Israël : " Un pays qui en opprime un autre forge ses propres chaînes "... Il faut bien voir que si la situation des occupés palestiniens n'est

pas enviable, la situation des occupants israéliens voués et condamnés à la répression peut, quant à elle, être considérée comme " impossible ". Dans leur très grande majorité les premiers conservent leur dignité d'hommes, les seconds, par leur activisme, leur complicité ou leur passivité, y perdent leur âme.

Qu'est-ce que l'État d'Israël ? Si on veut aller à l'essentiel, on peut dire qu'il s'agit d'une entreprise-ghetto tout à fait classique :

- par son inspiration biblique (avec le mythe de l'Élection divine) et par la loi du sang portant la notion de " race "

- par sa motivation : la protection vis-à-vis des non-Juifs vus comme potentiellement hostiles.

- par le type de société engendrée : une société-élite violente à l'égard des non-Juifs

- par l'hostilité réactionnelle de ceux-ci.

Elle diffère des ghettos précédents avant tout par le fait qu'elle concerne toute une région ; que sa violence a changé de forme et qu'elle a été créée avec l'appui d'une communauté de nations subjuguées par un lobby puissant et habile.

Les nazis ont trouvé en certains Français (ou autres nationaux des pays occupés) des collaborateurs qu'ils ont jugés dignes, au-delà des différences natives, d'être totalement intégrés dans leurs rangs et d'être " élevés " à leur niveau... ; les sionistes, quant à eux, ont des collaborateurs arabes qui, malgré tout leur " dévouement ", ne seront jamais dignes de devenir Israéliens à part entière : ils ne seront jamais que des non-Juifs.

Les colonisateurs des siècles passés considéraient et les indigènes et le sol conquis comme des richesses nouvelles à exploiter ; pour les sionistes, colonisateurs d'un genre nouveau, la seule richesse est le sol, les indigènes sont " en trop " : il ne s'agit pas de les exploiter mais de prendre leur place et si possible de les expulser.

Ce qu'aucune colonisation n'avait jamais réalisé, la " folie " sioniste l'a fait en 1947 : transformer d'un coup magistral des centaines de milliers d'habitants de Palestine en étrangers définitifs dans leur propre pays.

La revendication d'un État pour les Palestiniens, le militantisme de certains Israéliens sionistes (tels que ceux de "La paix maintenant") en faveur de cet État représente une tactique... Cette tactique est la seule qui permette présentement " de faire quelque chose " et de mobiliser les nations et l'ONU. Mais elle ne doit pas occulter la seule stratégie susceptible d'apporter un jour la paix, à savoir l'union des démocrates (par définition antisionistes) de Palestine/Israël et d'ailleurs pour un État unique, laïc et démocratique.

Si la Shoah tient une grande place dans les médias occidentaux, il convient de ne pas être dupes quant aux raisons sous-jacentes au phénomène. À côté de celles qui relèvent du devoir élémentaire de mémoire, il y a celles de la Shoah business et de L'Industrie de l'Holocauste :

- brandir la menace d'un retour du nazisme - alors que l'Histoire ne se répète pas

- dissenter sans cesse sur le passé (où des Juifs furent victime) pour occulter le présent (où des Juifs se font persécuteurs et asservisseurs)

- culpabiliser les occidentaux - notamment les Allemands - pour en récolter le maximum de " dividendes ".

Qu'il est pathétique et dramatique de voir tant d'organisations juives utiliser une incommensurable énergie à base de soupçon permanent pour débusquer toute trace du racisme anti-Juifs chez les Occidentaux, alors qu'elles adhèrent, cultivent et

transmettent cette notion de " race " à la base de ce qu'elles pourchassent ! Comment leur échec ne serait-il pas à la mesure même de leur application ? Que des rabbins aient promu, il y a quelque deux millénaires, une loi de type racial avec marquage dans la chair était dans la logique du temps : l'esclavage, basé sur l'existence d'espèces humaines inégales, était alors tout à fait banal et devait le rester encore de nombreux siècles. Mais que cette loi, qui pollue le judaïsme et tout discours sur les Juifs, soit toujours en vigueur au XXIe siècle l'est moins !

Dénoncer les tares du judaïsme ayant permis l'avènement du sionisme ne doit, ni occulter les tares spécifiques de l'Islam, dont la doctrine engendre aussi un intégrisme violent et semble incompatible avec la simple démocratie, ni occulter ce qui, dans ces traditions religieuses, a constitué des apports positifs.

Quels que soient les ressentiments qu'un démocrate peut nourrir envers l'idéologie sioniste issue du judaïsme et envers sa réalisation israélienne, ils ne justifieront jamais le racisme antijuif (l'" antisémitisme "). L'opposition déterminée envers un rejeton pervers du judaïsme et envers ses hérauts, si nombreux soient-ils à notre époque, doit savoir raison garder...

Trois dates-catastrophes pour l'humanité sont destinées à émerger du XXe siècle :

1917 : la Révolution russe et le triomphe du communisme,

1933 : l'avènement de Hitler et le triomphe du nazisme,

1947 : la création de l'État d'Israël par l'ONU et le triomphe du sionisme.

Au Proche-Orient, où sévit l'idéologie sioniste, une paix durable ne peut être, ni le fruit d'un processus démocratique et pacifique au sein de l'État d'Israël, ni le résultat d'un traité entre les dirigeants des deux parties comme cela est habituel entre ennemis " ordinaires ". Ici, elle ne peut résulter que d'un affrontement entre les sionistes et les antisionistes :

- si les Nations Unies, et notamment les Nations occidentales, reconnaissent leurs erreurs, reviennent sur leur aveuglement et leur faiblesse traditionnels et usent à l'égard d'Israël des moyens de coercition dont ils disposent pour imposer le respect du droit international et pour promouvoir l'avènement d'une société démocratique cet affrontement peut certes être très long, mais il peut se limiter à la région concernée et être relativement pacifique.

- si tel n'est pas le cas, le conflit se terminera obligatoirement par un drame qui, compte tenu des moyens modernes et futurs de destruction, risque d'être pour l'humanité - et notamment pour la communauté juive du Proche-Orient - aussi terrible que celui provoqué par le nazisme.

-----*Pour revenir au sommaire,*
cliquez [*ici*](#)

BIBLIOGRAPHIE

Les informations ou les citations rapportées sont tirées :

- des articles des revues et journaux suivants :

Courrier International

Le Figaro

Libération

Monde diplomatique

" Dossiers et documents " du Monde

Nouvel Observateur

Publications d'Amnesty international - "Israël et territoires occupés"

Revue d'Études Palestiniennes

Revue "Une terre deux peuples" de l'Association pour l'Union des Peuples Juif et Palestinien

- des ouvrages suivants :

Arendt Hannah, Sur l'antisémitisme, Calmann-Lévy 1973.

Ascot Roger, Le sionisme trahi ou les Israéliens du dimanche, Balland, 1991.

Attias J.C. et Benbassa E., Israël imaginaire, Flammarion 1998.

Avran Isabelle, Israël Palestine - Les inventeurs de paix, Les Éditions de l'Atelier et le CCFD, 2001.

Barthélémy André, Israéliens et Palestiniens. Du dialogue à la paix. Chronique sociale, Lyon, 1992.

Benbassa E. et Attias J.C., Les juifs ont-ils un avenir ?, JC Lattès, 2001.

Bishara Marwan, Palestine/Israël : la paix ou l'apartheid, Éditions de la Découverte, 2001.

Dieckhoff Alain, Israéliens et Palestiniens. L'épreuve de la paix, Aubier, 1996.

Faye J.P. et de Vilaine A.M. , La déraison antisémite et son langage, Actes Sud, 1993.

Finkelstein Norman G., L'industrie de l'Holocauste, La Fabrique éditions, 2001.

Garaudy Roger, Le procès du sionisme israélien, Éditions Vent du Large, 1998 - Les mythes fondateurs de la politique israélienne, Samizdat, 1996.

Fleg Edmond, Pourquoi je suis juif ?, Les Belles Lettres, 1995.

Geries Sabri, Lobel Eli, Les Arabes en Israël ; Les Juifs et la Palestine, Maspero, 1969

Greilsammer Ilan, La nouvelle histoire d'Israël, Gallimard, 1998.

Gresh Alain et Vidal Dominique, Palestine 47 : un partage avorté, Éditions Complexe, 1991.

Halevi Ilan, Israël : Les mythes fondateurs à l'épreuve du temps, Revue de l'Association médicale franco-palestinienne, mai-juin 1998.

Halevi Ilan (traducteur), Le transfert des Palestiniens, une obsession centenaire.

Textes et déclarations des principaux responsables juifs 1891 à 1961, Revue d'Études palestiniennes, N 18.

Halter Marek, Le judaïsme raconté à mes filleuls, Robert Laffont, 1999.

Igounet Valérie, L'histoire du négationisme en France, Seuil, 2000.

Kaplan Jacob, Judaïsme français et sionisme, Albin Michel, 1976.

Khalidi Walid, L'histoire véridique de la conquête de la Palestine, Revue d'Études palestiniennes, N° hors série de 1998.

Kriegel Annie, Israël est-il coupable ?, Robert Laffont, 1982.

Leibowitz Yechayahou, La mauvaise conscience d'Israël - Entretiens avec J. Algazy, Le Monde Editions, 1994, Israël et judaïsme, Desclée de Brouwer, 1996.

Leibowitz Yechayahou, Israël et judaïsme, Desclée de Brouwer, 1996.

Levyne Emmanuel, Judaïsme contre sionisme, Editions Cujas, 1969.

Lustiger Jean-Marie, Le choix de Dieu, de Fallois, 1987.

Prolongeau Hubert, Le curé de Nazareth, Albin Michel, 1998.

Sallenave Danièle, Carnets de route en Palestine occupée, Stock, 1998.

Sartre J.P. , Réflexions sur la question juive, Folio essais, 1954.

Schattner Marius, Le Maillon faible - Interrogations sur l'alliance entre nationalisme et religion en Israël, Esprit - mai 1998.

Shahak Israël, Le racisme de l'État d'Israël, Authier, 1975.

Taguieff P. A., Le racisme, Flammarion, 1997.

Van Creveld Martin, Tsahal, histoire critique de la force israélienne de défense, Ed. du Rocher, 1998.

Vidal Dominique et Algazy Joseph, Le péché originel d'Israël, Editions de l'Atelier, 1998.

Weinstock Nathan, Le sionisme contre Israël, Maspero, 1969.